



BNP PARIBAS

SECOND AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2019

DEPOSE AUPRES DE L'AMF LE 5 MAI 2020

Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020, sous le numéro D. 20-0097.

Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020, sous le numéro D. 20-0097-A01

Société anonyme au capital de 2 499 597 122 euros
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS
R.C.S. : PARIS 662 042 449

1. RAPPORT D'ACTIVITE TRIMESTRIEL	3
2. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3	76
3. INFORMATIONS GENERALES	85
4. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES	106
5. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	107
6. TABLES DE CONCORDANCES	108



Ce second amendement au document d'enregistrement universel 2019 a été déposé le 5 mai 2020 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

1. RAPPORT D'ACTIVITE TRIMESTRIEL

1.1 Résultats du 1^{er} trimestre 2020

BNP PARIBAS MOBILISÉ DANS LA CRISE SANITAIRE

Touchés par l'épidémie du Covid-19, de nombreux pays dans le monde ont mis en place des mesures de confinement sanitaire pour protéger les populations et ralentir la propagation du virus. Les répercussions économiques et sociales sont majeures.

BNP Paribas est entré dans cette crise fort d'un modèle diversifié et résistant, avec une structure financière solide (un ratio CET1 de 12,1% et une réserve de liquidité immédiatement disponible de 309 milliards d'euros au 31 décembre 2019), une diversification structurelle des risques et des revenus et une gestion des risques exigeante. La relation de long terme avec les clientèles est au cœur de son modèle et intègre l'utilisation de solutions digitales performantes.

Solide, BNP Paribas a mobilisé ses forces et ses équipes pour accompagner les particuliers, entreprises et institutionnels dans cette période difficile.

Le Groupe a ainsi, dans un temps très court, mis en place les mesures sanitaires pour préserver la santé des collaborateurs et assurer pleinement les services essentiels à la continuité du fonctionnement de l'économie en renforçant les capacités de ses réseaux informatiques et les moyens de cybersécurité. Les entités et leurs collaborateurs se sont mobilisés dans tous les métiers et géographies pour promouvoir et déployer rapidement les solutions spécifiques nécessaires au soutien des acteurs économiques et de la société civile.

Enfin, le Groupe a manifesté son engagement dans le cadre d'un vaste dispositif d'aides coordonnées à l'échelle internationale avec un plan mondial de dons d'urgence de plus de 50 millions d'euros en faveur des hôpitaux, des populations fragiles et de la jeunesse et de plus de 100 millions d'euros d'investissement pour aider les ETI, PME et le secteur de la santé.

*
* *

UNE EXCELLENTE DYNAMIQUE DU TRIMESTRE IMPACTÉE PAR UNE CRISE SANITAIRE SANS PRÉCÉDENT

La crise sanitaire a eu des répercussions majeures sur les anticipations macroéconomiques et a généré des chocs extrêmes sur les marchés financiers. Au terme d'un trimestre en ligne avec les objectifs 2020 de BNP Paribas, les développements de la crise sanitaire ont eu différents impacts négatifs sur le premier trimestre 2020 : d'une part, un impact sur le coût du risque à hauteur de -502 millions d'euros principalement au titre du provisionnement ex-ante de pertes attendues à l'avenir, d'autre part deux impacts spécifiques au 1^{er} trimestre 2020 sur le produit net bancaire à hauteur de -568 millions d'euros : la perte de revenus entraînée par les restrictions apportées par les autorités européennes sur le versement de dividendes 2019 sur les revenus d'Equity & Prime Services de Global Markets à hauteur de -184 millions d'euros¹ et l'impact de la valorisation au 31 mars 2020 (réversible en cas de reprise boursière) de certains portefeuilles comptabilisés en valeur de marché du métier Assurance à hauteur de -384 millions d'euros.

Dans ce contexte, le produit net bancaire, à 10 888 millions d'euros, baisse de 2,3% par rapport au premier trimestre 2019. Hors les deux impacts spécifiques ci-dessus, il serait en hausse de +2,8% par rapport au premier trimestre 2019.

Dans les pôles opérationnels, le produit net bancaire baisse de 3,1%² : -1,2% dans Domestic Markets³ où, l'impact persistant des taux bas dans les réseaux de la zone Euro n'est pas complètement compensé par la poursuite de la croissance des métiers spécialisés, -5,4%⁴ dans International Financial Services avec une croissance des revenus des activités de Personal Finance, BancWest et Europe Méditerranée, pénalisée par l'impact comptable lié à la forte baisse des marchés en fin de trimestre sur les revenus d'Assurance et -1,9%⁵ dans CIB avec de très bonnes performances des métiers FICC, Corporate Banking mais aussi de Securities Services compensées par l'impact des chocs exceptionnels de fin de trimestre sur le métier Equity & Prime Services du métier Global Markets.

Les frais de gestion du Groupe, à 8 157 millions d'euros, sont en nette baisse de 3,5% par rapport au premier trimestre 2019. Ils incluent les éléments exceptionnels suivants pour un total de 79 millions d'euros (contre 38 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2019) : coûts de restructuration⁶ et d'adaptation⁷ (45 millions d'euros), et coûts de renforcement informatique (34 millions d'euros). Comme annoncé dans le cadre du plan 2020, les coûts de transformation exceptionnels sont nuls ; ils s'élevaient à 168 millions d'euros au premier trimestre 2019.

Les frais de gestion enregistrent ce trimestre pour 1 172 millions d'euros la quasi-totalité des taxes et contributions au titre de l'année (dont notamment la contribution au Fonds de Résolution Unique) en application de la norme IFRIC 21 « Taxes » (1 139 millions d'euros au premier trimestre 2019). Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21, les frais de gestion sont ainsi en baisse de 4,4%.

Les frais de gestion des pôles opérationnels baissent de 0,1% par rapport au premier trimestre 2019⁸. Ils sont en baisse de 0,5% pour Domestic Markets⁹ avec une baisse dans les réseaux¹⁰

¹ Ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique

² +2,0% hors impacts spécifiques de la crise sanitaire

³ Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

⁴ +3,6% hors l'impact spécifique comptable de la crise sanitaire sur les revenus d'Assurance

⁵ +4.3% hors l'impact spécifique de la crise sanitaire lié aux restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019

⁶ Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et à l'arrêt ou la restructuration de certaines activités (notamment BNP Paribas Suisse)

⁷ Mesures d'adaptation liées notamment à Wealth Management, BancWest et CIB

⁸ -1,4% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21

⁹ -2.3% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21

¹⁰ BDDF, BNL bc et BDDB

(-1,5%) et une hausse contenue dans les métiers spécialisés en lien avec le développement de l'activité ; l'effet de ciseaux est positif (+1,1 point) hors effet des taxes soumises à IFRIC 21. Les frais de gestion progressent de 2,9%¹ pour International Financial Services accompagnant le développement des activités, et baissent de 2,8%² chez CIB en lien notamment avec la poursuite des plans d'économies de coûts.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 2 731 millions d'euros, en hausse de 1,3%.

Le coût du risque, à 1 426 millions d'euros, augmente de 657 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2019. Il s'établit à 67 points de base des encours de crédit à la clientèle. L'impact des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque au 1^{er} trimestre s'élève à 502 millions d'euros soit 23 points de base des encours de crédit à la clientèle. Cet impact se répartit entre les différents pôles : 49 millions d'euros pour Domestic Markets, 225 millions d'euros pour CIB, 220 millions d'euros pour International Financial Services et 7 millions d'euros pour les Autres Activités. Cet impact reflète le changement des anticipations macroéconomiques suivant plusieurs scénarii et conformément au dispositif préexistant à la crise sanitaire. Il intègre aussi les spécificités de la dynamique de la crise sur le risque de crédit et de contrepartie et notamment, d'une part, les impacts des mesures de confinement sur l'activité économique et d'autre part, les effets des mesures de soutien des gouvernements et des décisions des autorités. Il intègre enfin, une composante sectorielle ex-ante fondée sur une revue de plusieurs secteurs sensibles : hôtels, tourisme et loisir ; distribution non alimentaire (hors décoration et e-commerce) ; transport et logistique ; pétrole et gaz.

Le résultat d'exploitation du Groupe, à 1 305 millions d'euros, est ainsi en baisse de 32,2%.

Les éléments hors exploitation s'élèvent à 490 millions d'euros, en baisse par rapport au premier trimestre 2019 où ils s'élevaient à 757 millions d'euros. Ils enregistrent la plus-value de cession de deux immeubles pour +381 millions d'euros. Ils incluaient au premier trimestre 2019 l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 14,3% de SBI Life en Inde (+838 millions d'euros) et la dépréciation de survaleurs (-318 millions d'euros).

Le résultat avant impôt, à 1 795 millions d'euros (2 683 millions d'euros au premier trimestre 2019), est en baisse de 33,1%.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 282 millions d'euros, en baisse de 33,2% par rapport au premier trimestre 2019. Il s'établirait à 2 093 millions d'euros, en baisse de 18,4% hors éléments exceptionnels et hors taxes soumises à IFRIC 21. Corrigé des trois impacts de la crise sanitaire³, le résultat net part du Groupe s'élèverait à 2 047 millions d'euros (soit une variation de +6,7% par rapport au résultat net part du Groupe publié au premier trimestre 2019).

La rentabilité des fonds propres tangibles non réévalués est de 8,0% et reflète l'impact spécifique au premier trimestre 2020 du contexte sans précédent lié à la crise sanitaire.

Au 31 mars 2020, le ratio « *common equity Tier 1* » s'élève à 12,0% du fait notamment des effets de la crise sanitaire. Le ratio de levier⁴ s'établit à 3,9%. La réserve de liquidité du Groupe, instantanément mobilisable, est de 339 milliards d'euros, soit plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché.

¹ +2.2% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21

² -4.7% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21

³ Impact au 1T20 des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque (-502M€), impact spécifique des restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019 (-184M€, ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique), impact comptable spécifique lié à la baisse des marchés sur les revenus d'Assurance (-384M€)

⁴ Calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

L'actif net comptable tangible¹ par action s'élève à 69,7 euros soit un taux de croissance de 7,2% depuis le 31 décembre 2008 illustrant la création de valeur continue au travers du cycle. Le Groupe dispose au 31 mars 2020 d'une distance au seuil de déclenchement du MMD (*Montant Maximum Distribuible*) de 15 milliards d'euros².

*
* *

¹ Réévalué

² Telle que définie dans l'article 141 de la CRD4

RETAIL BANKING & SERVICES

DOMESTIC MARKETS

L'activité commerciale de Domestic Markets est en hausse ce trimestre. Les encours de crédit augmentent de 3,5% avec une bonne progression des crédits dans la banque de détail notamment en France et en Belgique et dans les métiers spécialisés (Arval, Leasing Solutions). Les dépôts augmentent de 7,6% par rapport au premier trimestre 2019. La banque privée enregistre un bon niveau de collecte nette de +2,5 milliards d'euros. Au sein de Personal Investors, le recrutement de nouveaux clients de Consorsbank en Allemagne est proche du triplement par rapport au premier trimestre 2019, et le nombre d'ordres de bourse proche du doublement.

Le pôle Domestic Markets s'est fortement et rapidement mobilisé pour accompagner les clients dans la crise sanitaire. Ainsi, 90% des agences sont restées ouvertes à fin mars, avec un dispositif aménagé pour veiller au respect des consignes sanitaires tout en assurant la continuité des services essentiels. Des actions proactives ont été menées afin d'accompagner les clients face à la crise. La mise en place et le déploiement des mesures d'aides gouvernementales, par exemple les prêts garantis par l'Etat (PGE), ont été rapides, complétant les mesures déjà prises pour les clientèles de professionnels et d'entreprises dès le début de la crise sanitaire. Les entités ont assuré le déploiement rapide des dispositifs gouvernementaux de prêts garantis par l'Etat dans tous les pays où ils ont été mis en place. Enfin, l'apport des outils digitaux est grandissant avec une hausse de 31% par rapport au premier trimestre 2019 des clients actifs sur les applications mobiles¹ (5,3 millions) et plus de 3,4 millions de connexions quotidiennes sur les applications mobiles.

Le produit net bancaire², à 3 913 millions d'euros, n'est ainsi en baisse que de 1,2% par rapport au premier trimestre 2019. La croissance des volumes de crédit et des commissions et la bonne progression dans les métiers spécialisés (notamment Consorsbank en Allemagne) compensent en grande partie l'effet de l'environnement persistant de taux bas dans les réseaux.

Les frais de gestion², à 2 970 millions d'euros sont stables (-0,5%) par rapport au premier trimestre 2019. Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21, ils sont en baisse de 2,3% par rapport au premier trimestre 2019, avec une baisse plus marquée dans les réseaux³ (-3,8%), mais augmentent dans les métiers spécialisés en lien avec la croissance de l'activité. Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21, l'effet de ciseaux est positif.

Le résultat brut d'exploitation², à 943 millions d'euros, est en baisse de 3,5% par rapport au premier trimestre 2019.

Le coût du risque² s'établit à 313 millions d'euros (307 millions d'euros au premier trimestre 2019). L'impact des effets anticipés de la crise sanitaire au premier trimestre 2020 s'élève à 49 millions d'euros pour le pôle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée³ au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), le résultat avant impôt⁴ du pôle s'établit à 574 millions d'euros, en baisse par rapport au premier trimestre 2019 (-5,5%). Hors les effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque au 1^{er} trimestre 2020, il serait en hausse de 2,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2019.

¹ Clients avec au moins une connexion à l'App mobile par mois (en moyenne sur 1T20), périmètre : clients particuliers, professionnels et Banque Privée des réseaux de DM ou de banques digitales (y compris Allemagne, Autriche et Nickel)

² Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg

³ BDDF, BNL bc et BDDB

⁴ Hors effets PEL/CEL de -13 millions d'euros contre +2 millions d'euros au premier trimestre 2019

Banque De Détail en France (BDDF)

Le métier a rapidement adapté son dispositif pour faire face à la crise sanitaire et accompagner les clients particuliers, professionnels et entreprises face à la crise. Près de 90% des agences sont ouvertes à fin mars 2020 avec un dispositif adapté pour préserver la sécurité des collaborateurs et assurer les missions essentielles. Les clients ont été contactés proactivement, la banque privée a ainsi enregistré une hausse de 25% du nombre de rendez-vous de clientèle. Des solutions pour la gestion de la trésorerie et la gestion des crédits ont été mises en place rapidement en complément des mesures gouvernementales. Près de 44 000 demandes du Prêt Garanti par l'Etat ont été reçues pour un total d'environ 11,4 milliards d'euros, soit environ 2 000 nouvelles demandes par jour¹.

L'activité commerciale de BDDF est en hausse. Les encours de crédit augmentent de 5,0% par rapport au premier trimestre 2019 avec une bonne progression des crédits sur l'ensemble des clientèles notamment des entreprises, accompagnée d'une bonne tenue des marges. Les dépôts sont en hausse de 8,3%. La banque privée enregistre une collecte nette de +1,2 milliard d'euros et une forte hausse des opérations de bourse sur internet² (66% du total des opérations au premier trimestre 2020 et une augmentation de 46% par rapport au premier trimestre 2019).

Le produit net bancaire³ s'élève à 1 524 millions d'euros, en baisse de 4,4% par rapport au premier trimestre 2019. Les revenus d'intérêt³ sont en baisse de 9,8% en raison d'une base élevée au premier trimestre 2019 et de l'impact de l'environnement de taux bas. Les commissions³ sont en hausse de 2,8% du fait de la forte progression des commissions financières et de cash management.

Les frais de gestion³, à 1 166 millions d'euros, baissent de 1,6% par rapport au premier trimestre 2019, avec l'impact continu des mesures d'optimisation de coûts. Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21, ils sont en baisse de 4,1%.

Le résultat brut d'exploitation³ s'élève ainsi à 358 millions d'euros, en baisse de 12,5% par rapport au premier trimestre 2019.

Le coût du risque³ s'établit à 101 millions d'euros, en hausse de 29 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2019 après la prise en compte des effets anticipés de la crise sanitaire. Il s'élève à 21 points de base des encours de crédit à la clientèle

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en France au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDF dégage un résultat avant impôt⁴ de 222 millions d'euros en baisse de 27,0% par rapport au premier trimestre 2019.

BNL banca commerciale (BNL bc)

Dans un contexte de crise sanitaire, BNL bc a très rapidement mis en place un dispositif de continuité d'activité (près de 90% des agences du réseau sont restées ouvertes) et d'accompagnement de la clientèle en complément des mesures gouvernementales (moratoire de six mois pour la clientèle des entreprises, trois remboursements contractuels proposés pour les crédits immobiliers, ...).

Malgré ce contexte difficile, l'activité commerciale de BNL bc progresse. Les dépôts sont en croissance de 10,9% par rapport au premier trimestre 2019. Les encours d'épargne hors-bilan baissent de 6,4% par rapport au 31 décembre 2019, avec une progression de l'épargne en assurance-vie (+3,1% par rapport au premier trimestre 2019) mais une baisse des encours d'OPCVM en lien avec la baisse des valorisations boursières.

¹ Au 24 avril 2020.

² Opérations en titres vifs et en Organismes de Placement Collectifs

³ Avec 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL)

⁴ Hors effets PEL/CEL de -13 millions d'euros contre +2 millions d'euros au premier trimestre 2019

Les encours de crédit sont en baisse de 4,3%¹ par rapport au premier trimestre 2019, mais stables sur le périmètre excluant les crédits douteux. Le métier poursuit la progression régulière de sa part de marché pour la clientèle des entreprises qui augmente de +0,6 point en quatre ans à 5,8%².

Le produit net bancaire³ est en baisse de 2,5% par rapport au premier trimestre 2019, à 659 millions d'euros. Les revenus d'intérêt³ sont en baisse de 4,0% du fait de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles présentant un meilleur profil de risque. Les commissions³ sont en baisse de 0,1% par rapport au premier trimestre 2019, avec une progression principalement en banque privée.

Les frais de gestion³, à 465 millions d'euros, sont en baisse de 1,2% par rapport au premier trimestre 2019, ils enregistrent l'effet des mesures de réduction de coûts et d'adaptation (plan de départ à la retraite « *Quota 100* »).

Le résultat brut d'exploitation³ s'établit ainsi à 194 millions d'euros, en baisse de 5,5% par rapport à l'année dernière.

Le coût du risque³, à 120 millions d'euros (-27% par rapport au premier trimestre 2019 avec l'effet de la cession de portefeuille de crédits douteux en 2019), continue sa baisse par rapport au premier trimestre 2019 malgré l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire. Il s'élève à 64 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Italie au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BNL bc dégage un résultat avant impôt de 64 millions d'euros, en forte hausse (+113,5%) par rapport au premier trimestre 2019.

Banque de Détail en Belgique

Pour faire face à la crise sanitaire, BDDB se mobilise fortement, et accompagne de manière spécifique et proactive ses clients. 99% des agences sont ainsi restées ouvertes avec un dispositif adapté pour assurer le respect des consignes sanitaires. De plus, BDDB a mis en place des mesures d'accompagnement des clients et, notamment un aménagement de l'échéancier de remboursement de crédits existants s'appliquant à tous les segments de clientèle (74 000 aménagements mis en place au 24 avril 2020).

BDDB montre un bon niveau d'activité commerciale sur l'ensemble du trimestre. Les crédits sont en hausse de 5,0% par rapport au premier trimestre 2019 avec une bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises. Les dépôts augmentent de 5,4%. Les encours d'épargne hors bilan baissent de 8,2% par rapport au 31 décembre 2019 avec la baisse des valorisations boursières.

Le produit net bancaire⁴ de BDDB est en baisse de 3,3% par rapport au premier trimestre 2019, à 885 millions d'euros. Les revenus d'intérêt⁴ baissent de 9,2% par rapport à une base élevée au premier trimestre 2019 en raison de l'impact des taux bas partiellement compensé par une hausse des volumes de crédit. Les commissions⁴ sont en hausse de 15,2% par rapport au premier trimestre 2019, en lien avec la hausse de la production de crédits et des commissions financières.

Les frais de gestion⁴, à 830 millions d'euros, sont en baisse (-1,6%) par rapport au premier trimestre 2019 grâce aux mesures d'économies de coûts. Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21, les frais de gestion sont en baisse de 5%, permettant de dégager un effet de ciseaux positif de +1,7 point.

¹ Volumes de crédits sur une base de moyenne journalière, la baisse des crédits est de -3,2% sur une base fin de trimestre

² Source : Association Bancaire Italienne

³ Avec 100% de la Banque Privée en Italie

⁴ Avec 100% de la Banque Privée en Belgique

Le résultat brut d'exploitation¹, à 55 millions d'euros, est en baisse de 23,3% par rapport au premier trimestre 2019.

Le coût du risque¹ s'élève à 54 millions d'euros contre 34 millions d'euros au premier trimestre 2019, soit 18 points de base des encours de crédit à la clientèle. Il est en hausse notamment en raison de l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Belgique au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDB dégage ainsi un résultat avant impôt en perte de 4 millions d'euros au premier trimestre 2020 contre un résultat avant impôt de 21 millions d'euros au premier trimestre 2019, en raison notamment d'une augmentation de l'effet des taxes soumises à IFRIC 21 par rapport au premier trimestre 2019. Hors cet effet, il est en baisse de 3,8% par rapport au premier trimestre 2019.

Autres métiers de Domestic Markets (Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel et Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg)

Les métiers spécialisés de Domestic Markets présentent tous une très bonne dynamique. Le parc financé d'Arval progresse fortement (+8,7%²) sur l'ensemble des segments. Les encours de financement de Leasing Solutions augmentent de 3,8%² par rapport au premier trimestre 2019. Personal Investors enregistre une progression sensible du nombre d'ordres (+92,5% par rapport au premier trimestre 2019) et du recrutement de nouveaux clients notamment pour Consorsbank en Allemagne (+172% par rapport au premier trimestre 2019) mais aussi une hausse des actifs sous gestion (+1,8% par rapport au 31 mars 2019). Nickel poursuit son développement en France avec près de 1,6 million de comptes ouverts (+28,9% par rapport au premier trimestre 2019) et 5 533 points de vente à fin mars 2020 (+22,5% par rapport au premier trimestre 2019).

Les encours de crédit de la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) augmentent de 10,2% par rapport au premier trimestre 2019, avec une bonne progression des crédits immobiliers et aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 7,7%.

Le produit net bancaire³ des cinq métiers, à 845 millions d'euros, est au total en hausse de 9,0% par rapport au premier trimestre 2019, avec le bon développement de l'ensemble des métiers et la très forte croissance des revenus de Personal Investors et notamment Consorsbank en Allemagne.

Les frais de gestion³ augmentent de 5,2% par rapport au premier trimestre 2019, à 508 millions d'euros avec l'effet du développement de l'activité contenu par les mesures d'économies de coûts. L'effet de ciseaux est positif de 3,8 points.

Le coût du risque³ s'élève à 38 millions d'euros (37 millions d'euros au premier trimestre 2019).

Ainsi, le résultat avant impôt de ces cinq métiers, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée domestique au Luxembourg au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), s'établit en hausse sensible de 15,9% par rapport au premier trimestre 2019, à 293 millions d'euros.

*
* *

¹ Avec 100% de la Banque Privée en Belgique

² A périmètre et change constants

³ Avec 100% de la Banque Privée au Luxembourg

INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES

International Financial Services présente une bonne dynamique commerciale d'ensemble : les encours de crédit sont en hausse de 4,5% par rapport au premier trimestre 2019 avec une bonne progression de Personal Finance et d'Europe Méditerranée. Le pôle enregistre une collecte nette de +9,2 milliards d'euros, mais subit l'effet de la baisse des valorisations boursières sur les actifs sous gestion (1 038 milliards d'euros, soit une baisse de 3,5% par rapport au 31 mars 2019).

Le pôle IFS assure la continuité de ses activités dans l'ensemble de ses métiers et de ses géographies : 90% des agences sont ouvertes dans les réseaux de banque de détail à l'international. 70% des collaborateurs sont en télétravail dont 90% en France au 15 avril. L'utilisation des outils digitaux se renforce avec 4,3 millions de clients digitaux dans les réseaux de banque de détail à l'international (soit +36,8% par rapport au 31 mars 2019).

Le produit net bancaire du pôle, à 4 053 millions d'euros, est en baisse de 5,4% par rapport au premier trimestre 2019 malgré la bonne progression de Personal Finance et d'Europe Méditerranée. Le pôle est impacté par la valorisation comptable de certains portefeuilles d'Assurance au prix de marché au 31 mars 2020 (-384 millions d'euros). Hors cet impact spécifique, le produit net bancaire du pôle serait en hausse de 3,6%.

Les frais de gestion, à 2 766 millions d'euros, sont en hausse de 2,9%, avec l'effet de la hausse des taxes en Pologne et de l'inflation des salaires. Toutefois, cette hausse des coûts est contenue par les mesures d'économies et les gains d'efficacité opérationnelle.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 1 287 millions d'euros, en baisse de 19,2% par rapport au premier trimestre 2019.

Le coût du risque, à 739 millions d'euros est en hausse de 311 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2019 notamment avec l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire à hauteur de 220 millions d'euros.

Le résultat avant impôt d'International Financial Services s'établit ainsi à 634 millions d'euros, en baisse de 50,4% par rapport au premier trimestre 2019. Hors les impacts de la crise sanitaire sur le produit net bancaire et le coût du risque pour un total de 604 millions d'euros, il serait en baisse de 3,2% par rapport au premier trimestre 2019.

Personal Finance

Personal Finance enregistre une bonne dynamique de croissance : les encours de crédit progressent de 4,4%, avec une croissance néanmoins ralentie en fin de trimestre par la fermeture des points de vente de ses partenaires, imposée par les mesures de confinement. Personal Finance maintient une bonne maîtrise des marges à la production et resserre ses critères d'octroi pour continuer d'améliorer le profil de risque à travers le cycle.

Face à la crise sanitaire, Personal Finance accompagne spécifiquement ses clients et ses partenaires : le métier renforce les moyens alloués au contact des clients (après-vente et recouvrement) de 30% à fin mars 2020 ; il met en place une gestion proactive et des solutions individualisées et encadrées pour les clients justifiant d'un impact économique de la crise sanitaire (135 000 reports en Europe pour un encours de 1 270 M€ au 17 avril 2020). Les outils digitaux sont un relais efficace : 91,6% du total des opérations sont réalisées en *self care* au premier trimestre 2020 et les téléchargements de l'application mobile sont en forte augmentation (23% en mars 2020, dont 73% en Italie).

Le produit net bancaire de Personal Finance, à 1 475 millions d'euros, est en hausse de 3,4% par rapport au premier trimestre 2019 en lien avec la hausse des volumes et l'effet de la cession d'encours de crédits au Brésil.

Les frais de gestion, à 787 millions d'euros, sont en hausse de 2,3% par rapport au premier trimestre 2019. Le coefficient d'exploitation s'améliore grâce aux mesures d'économie de coûts et le métier dégage un effet de ciseaux positif de +1,1 point.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 688 millions d'euros, en hausse de 4,8% par rapport au premier trimestre 2019.

Le coût du risque s'élève à 582 millions d'euros, en hausse de 253 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2019 en lien notamment avec l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire à hauteur de 189 millions d'euros.

Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 113 millions d'euros, en baisse de 66,7% par rapport au premier trimestre 2019. Hors les effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque, il serait en baisse de 11,2% par rapport au premier trimestre 2019.

Europe Méditerranée

Europe Méditerranée montre une bonne progression de l'activité. Les encours de crédit sont en hausse de 5,0%¹ par rapport au premier trimestre 2019, avec notamment une bonne progression en Turquie et au Maroc tout en maintenant un profil de risque prudent. Les dépôts sont en hausse pour leur part de 6,6%¹, notamment en Turquie. Les entités se sont adaptées au contexte de la crise sanitaire de façon rapide et agile dans l'ensemble des géographies avec plus de 85% des agences ouvertes et 55% des collaborateurs en télétravail. Les outils digitaux apportent un soutien dans la gestion de la crise sanitaire avec, par exemple, une application permettant la déclaration en ligne de difficultés financières liées à la crise sanitaire pour les particuliers et les PME, en particulier en Pologne et en Turquie.

Le produit net bancaire d'Europe Méditerranée², à 665 millions d'euros, progresse de 1,6%¹ par rapport au premier trimestre 2019 avec une bonne performance en Turquie, en Pologne et au Maroc, soutenue par l'effet de la hausse des volumes et des marges en Turquie (crédits) et en Pologne (crédits et dépôts) mais partiellement compensée par l'impact d'environnements de taux plus bas.

Les frais de gestion², à 490 millions d'euros, augmentent de 5,9%¹ par rapport au premier trimestre 2019, en lien avec l'inflation des salaires notamment en Turquie.

Le coût du risque² s'élève à 86 millions d'euros, en hausse par rapport au premier trimestre 2019 (+12,7%) en lien notamment avec l'anticipation des effets de la crise sanitaire.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Turquie et en Pologne au métier Wealth Management, Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt de 144 millions d'euros en baisse de 12,8% à périmètre et change constants et de 22,4% à périmètre et change historiques, sous l'effet notamment de la forte dépréciation de la livre turque.

¹ A périmètre et change constants

² Avec 100% de la Banque Privée en Turquie et en Pologne

BancWest

L'activité commerciale de BancWest est en progression. Les crédits sont en hausse de 1,5%¹ par rapport au premier trimestre 2019, avec une croissance des crédits immobiliers et aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 8,5%¹ avec une bonne progression des dépôts de la clientèle (+9,0%)². Les actifs sous gestion de la banque privée (14,9 milliards de dollars au 31 mars 2020) sont en hausse de 4,2% par rapport au 31 mars 2019. Enfin, le nombre d'ouvertures de comptes faites en ligne est en forte progression (+14,5% par rapport au premier trimestre 2019).

Les équipes de BancWest sont fortement mobilisées auprès de leurs clients face à la crise sanitaire : 99% des agences sont ouvertes à fin mars. BancWest participe activement au déploiement du plan de soutien fédéral aux PME (PPP – Paycheck Protection Program).

Le produit net bancaire³, à 611 millions d'euros, est en hausse de 7,3%⁴ par rapport au premier trimestre 2019, en raison notamment d'une progression de la marge d'intérêt avec le repricing des dépôts dans un contexte de baisse des taux et d'une hausse de l'activité et des commissions (notamment cartes et cash management).

Les frais de gestion³ sont en hausse de 5,2%⁵, à 465 millions d'euros, en lien avec le développement de l'activité contenu par les mesures d'économies de coûts. Le métier dégage ainsi un effet de ciseaux positif de +2,1 points.

Le résultat brut d'exploitation³, à 146 millions d'euros, augmente ainsi de 14,6%⁶ par rapport au premier trimestre 2019.

A 62 millions d'euros, le coût du risque³ augmente de 44 millions d'euros au premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019 avec l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire. Il s'établit à 45 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée aux États-Unis au métier Wealth Management, BancWest dégage un résultat avant impôt de 78 millions d'euros en baisse de 22,5% par rapport au premier trimestre 2019 à périmètre et change constants comme à périmètre et change historiques.

¹ A périmètre et change constants

² Dépôts hors dépôts auprès de la trésorerie

³ Avec 100% de la Banque Privée aux États-Unis

⁴ +3,4% à périmètre et change constant

⁵ +1,4% à périmètre et change constant

⁶ +10,1% à périmètre et change constant

Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée

Les métiers Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée présentent un bon niveau de collecte nette mais sont impactés par l'évolution défavorable des marchés. Les actifs sous gestion¹ atteignent 1 038 milliards d'euros au 31 mars 2020. Ils baissent de 3,5% par rapport au 31 décembre 2019 du fait notamment d'un effet de valorisation défavorable de 90,9 milliards d'euros avec la forte baisse des marchés financiers et d'un effet de change défavorable à hauteur de 4,8 milliards d'euros. La collecte nette est positive de 9,2 milliards d'euros (bonne collecte nette de Wealth Management ; très bonne collecte nette notamment en fonds monétaires en Asset Management ; bonne collecte nette pour Real Estate Investment Management ; collecte nette de l'Assurance en léger retrait avec néanmoins une bonne collecte nette en unités de comptes).

Au 31 mars 2020, les actifs sous gestion¹ se répartissent entre : 437 milliards d'euros pour l'Asset Management (incluant 29 milliards d'euros de Real Estate Investment Management), 359 milliards d'euros pour Wealth Management, et 241 milliards d'euros pour l'Assurance.

En début d'année, l'Assurance a poursuivi un bon développement de son activité d'épargne et de protection, la collecte d'épargne s'étant ralentie ensuite en Europe et en Asie avec le développement de la crise sanitaire. La collecte en unité de compte, représentant 43% de la collecte brute, reste soutenue en France.

Face à la crise sanitaire, le métier Assurance s'est fortement mobilisé, en simplifiant par exemple la gestion des adhésions et des indemnisations de sinistres en assurance des emprunteurs en France (85% des souscriptions finalisées sans demande complémentaire), en offrant une extension des prises en charge en cas d'hospitalisation causée par le Covid-19 (Italie, Japon) ou en s'engageant en faveur du soutien à l'économie au travers d'une participation au Fonds de Solidarité en France.

Les revenus de l'Assurance, à 579 millions d'euros, baissent de 33,7% par rapport au premier trimestre 2019 avec un impact comptable spécifique lié à la baisse des marchés financiers au premier trimestre 2020 à hauteur de -384 millions d'euros, certains portefeuilles étant valorisés au prix de marché. Les frais de gestion, à 393 millions d'euros, augmentent de 0,9% en lien avec le développement continu de l'activité. Le résultat avant impôt est en baisse de 62,1% par rapport au premier trimestre 2019, à 197 millions d'euros. Hors l'impact comptable lié aux valorisations au prix de marché au 31 mars 2020, il serait en hausse de 11,8% par rapport au premier trimestre 2019.

Le métier Gestion Institutionnelle et Privée poursuit ses plans de développement et d'adaptation. L'activité de Wealth Management est en hausse, avec une bonne collecte nette et une progression des commissions sur encours et sur transactions notamment à l'international. Le métier Asset Management présente une forte activité sur les deux premiers mois du trimestre avec une collecte positive sur le trimestre. Il poursuit l'adaptation de son organisation et finalise le décommissionnement de plus de 50 applications en lien avec le déploiement d'Aladdin. L'activité du métier Immobilier est en baisse ce trimestre, avec la suspension des travaux due à la crise sanitaire.

Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée (743 millions d'euros) enregistrent une baisse de 3,0% par rapport au premier trimestre 2019, en lien avec l'impact de la crise sanitaire sur les performances d'Asset Management et du métier Immobilier et malgré la hausse des commissions de Wealth Management. Les frais de gestion s'élèvent à 642 millions d'euros. Ils augmentent de 0,2% avec le développement de Wealth Management (en particulier en Allemagne) mais aussi grâce à l'effet des mesures du plan de transformation notamment dans le métier Asset Management. Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée, après prise en compte d'un tiers des résultats de la banque privée dans les marchés domestiques, en Turquie, Pologne et aux Etats-Unis, s'élève ainsi à 102 millions d'euros, en baisse de 22,7% par rapport au premier trimestre 2019.

¹ Y compris les actifs distribués

*
* *

CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)

CIB bénéficie d'une forte dynamique commerciale encore accentuée par la forte capacité de mobilisation suivant les événements exceptionnels survenus en fin de premier trimestre 2020 avec les développements de la crise sanitaire.

L'activité commerciale est soutenue avec plus de 115 milliards d'euros de financements déjà organisés pour les clients en 2020 sur l'ensemble des marchés d'obligations, de crédits syndiqués et d'actions. Le métier est classé notamment n°1 en volume et en part de marché pour les crédits syndiqués dans la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique et n°1 pour les obligations en euros¹.

Les revenus du pôle, à 2 953 millions d'euros, baissent cependant de 1,9% par rapport au premier trimestre 2019 avec une très forte progression de Corporate Banking (+10,4%) et de Securities Services (+11,8%) mais un fort impact spécifique au premier trimestre 2020 des restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes au titre de 2019 (-184 millions d'euros²) sur les revenus du métier Equity & Prime Services de Global Markets. Hors cet impact spécifique, les revenus du pôle progresseraient de 4,3% par rapport au premier trimestre 2019.

Les revenus de Global Markets, à 1 306 millions d'euros, sont en baisse de 14,3% par rapport au premier trimestre 2019. Le trimestre est marqué tant par une très bonne progression de l'activité FICC³ que par l'impact très fort des chocs exceptionnels sur les marchés européens fin mars sur l'activité d'Equity and Prime Services. Hors l'impact spécifique des restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes au titre de 2019, les revenus de Global Markets seraient en baisse de -2,2%. La VaR (1 jour, 99%), qui mesure le niveau des risques de marché, est en hausse compte tenu notamment de la forte hausse de la volatilité sur les marchés d'actions à la fin du trimestre. Elle s'établit à 35 millions d'euros, niveau qui reste modéré.

Les revenus de FICC³, à 1 392 millions d'euros, sont en hausse de 34,5% par rapport au premier trimestre 2019, avec une très forte progression des activités de taux et une bonne croissance du change et des marchés émergents, du crédit et des marchés primaires. Le métier se renforce ainsi avec une forte hausse des volumes de clientèle (notamment sur les plateformes électroniques) et accélère sa croissance en bénéficiant du rétablissement de la liquidité des marchés et de la reprise rapide des émissions obligataires après le déclenchement de la crise.

Les revenus d'Equity and Prime Services sont négatifs à -87 millions d'euros malgré un bon niveau d'activité de la clientèle sur les dérivés d'actions, car fortement impactés par les baisses brutales de fin mars sur les marchés européens. La volatilité extrême et exceptionnelle a ainsi entraîné une dislocation des couvertures notamment du fait des interventions des autorités européennes pour bloquer le versement de dividendes au titre de 2019. La diversification de l'activité du métier continue avec notamment l'intégration du *prime service* et de l'exécution électronique de Deutsche Bank : les transferts des premiers clients sont déjà réalisés.

Les revenus de Securities Services, à 577 millions d'euros, sont en hausse de 11,8% par rapport au premier trimestre 2019 en lien avec la hausse des encours moyens et un niveau exceptionnel des volumes de transactions (+36,9% en moyenne par rapport au premier trimestre 2019).

¹ Source : Dealogic Year, opérations dirigées sur le début de l'année jusqu'au 17 avril

² Ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique

³ Fixed Income, Currencies, and Commodities

La croissance se poursuit dans la zone Asie Pacifique (+35% par rapport au premier trimestre 2019) et dans la zone Amériques (+40% par rapport au premier trimestre 2019). Les actifs en conservation et sous administration sont en hausse en moyenne de 6,3% par rapport au premier trimestre 2019, mais l'encours de fin de période baisse de 4,8% par rapport au 31 mars 2019 du fait des valorisations boursières. Enfin le métier poursuit son développement stratégique avec l'annonce de l'acquisition de l'activité de banque dépositaire de Banco Sabadell en Espagne et la mise en place d'un partenariat stratégique avec BlackRock pour la fourniture aux gestionnaires d'actifs de services intégrés avec la plateforme Aladdin.

Les revenus de Corporate Banking, à 1 070 millions d'euros, augmentent fortement de 10,4% par rapport au premier trimestre 2019 avec une hausse des commissions (+ 18% par rapport au premier trimestre 2019). Ils sont en progression dans toutes les zones mais particulièrement tirés par le fort développement en Europe avec une très bonne performance de la plateforme Capital Markets dont les revenus sont en hausse de 24% par rapport au premier trimestre 2019 et une bonne résistance des activités de transaction (*cash management* et *trade finance*) au niveau mondial dans un contexte moins porteur.

L'activité du métier a été particulièrement intense en fin de trimestre. Le métier s'est fortement mobilisé pour faire face aux développements de la crise sanitaire notamment avec la plateforme Capital Market qui a dirigé depuis mi-mars plus de 50% des émissions obligataires d'entreprises *investment grade* dans la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique. Les crédits, à 165 milliards d'euros sont en hausse de 17,4% par rapport au premier trimestre 2019 avec près de 25 milliards d'euros tirés sur les lignes en mars 2020. Les dépôts, à 155 milliards d'euros sont en hausse de 14,3% par rapport au premier trimestre 2019. Le métier est le premier acteur en émissions obligataires d'entreprises européennes et le premier également pour les financements syndiqués dans la zone EMEA. Il renforce ses positions en Asie, en étant parmi le top 5 pour la première fois pour le *cash management* et le *corporate banking*.

Les frais de gestion de CIB, à 2 393 millions d'euros, baissent de 2,8% par rapport au premier trimestre 2019, une baisse notamment liée aux effets des mesures d'économie de coûts (développement des plateformes mutualisées, optimisation des processus, etc.). CIB dégage ainsi un effet de ciseaux positif de 0,9 point.

Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en hausse de 2,6%, à 560 millions d'euros.

Le coût du risque de CIB augmente à 363 millions d'euros dont 161 millions d'euros pour Global Market et 201 millions d'euros pour Corporate Banking (soit 52 points de base), notamment en raison de l'impact de la crise sanitaire sur le coût du risque de crédit et de contrepartie au total à hauteur de 225 millions d'euros.

CIB dégage un résultat avant impôt de 202 millions d'euros au premier trimestre 2020, en baisse de 60,8% par rapport au premier trimestre 2019. Hors les impacts liés à la crise sanitaire¹, il progresserait de 18,8%.

¹ Impact spécifique des restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019 (-184 M€, ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique) et impact au premier trimestre 2020 des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque (-225 M€)

AUTRES ACTIVITÉS

Le produit net bancaire des « Autres Activités » s'élève à 126 millions d'euros contre 37 millions d'euros au premier trimestre 2019. Les revenus des « Autres Activités » incluent au 31 mars 2020, une réévaluation du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (DVA) pour 70 millions d'euros.

Les frais de gestion des « Autres Activités » s'élèvent à 114 millions d'euros au premier trimestre 2020. Ils intègrent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration¹ et des coûts d'adaptations² pour 45 millions d'euros (38 millions d'euros au premier trimestre 2019) et des coûts de renforcement informatique pour 34 millions d'euros. Conformément au plan, aucun coût de transformation n'est enregistré en 2020 (ils s'élevaient à 168 millions d'euros au premier trimestre 2019).

Le coût du risque est de 13 millions d'euros, contre 4 millions d'euros au premier trimestre 2019, intégrant l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire au premier trimestre 2020 à hauteur de 7 millions d'euros.

Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 381 millions d'euros au premier trimestre 2020 contre 623 millions d'euros au premier trimestre 2019. Ils reflètent la plus-value de cession de deux immeubles pour 381 millions d'euros enregistrés au premier trimestre 2020. Ils incluaient au premier trimestre 2019 l'impact exceptionnel de la plus-value réalisée sur la cession de 14,3% de SBI Life en Inde pour 838 millions d'euros, compensée par la dépréciation de survaleurs pour 318 millions d'euros.

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » s'établit ainsi à 398 millions d'euros contre 280 millions d'euros au premier trimestre 2019.

STRUCTURE FINANCIÈRE

Le Groupe a un bilan très solide.

Le ratio « *common equity Tier 1* » s'élève à 12,0% au 31 mars 2020, en baisse de 10 pb par rapport au 31 décembre 2019 du fait principalement :

- des effets organiques avec notamment la mise en réserve du résultat net du trimestre après prise en compte d'un taux de distribution de 50% (et y compris l'effet des taxes et contributions soumises à IFRIC 21) (+10 pb) et la hausse organique des actifs pondérés (-10 pb),
- de la hausse des actifs pondérés crédit en raison du support à l'économie dans le cadre de la crise sanitaire (-20 pb),
- des effets liés à la crise sanitaire soit au titre du risque de marché (-10 pb), du risque de contrepartie (-10 pb), des ajustements prudentiels (PVA – Prudent Valuation Adjustment) (-10 pb) soit en raison de l'impact sur les 'Other Comprehensive Income' des prix de marché au 31.03.20 net des effets des actifs pondérés (-20 pb),
- de l'impact de la mise en réserve du dividende 2019³ (+60 pb)

Les autres effets sont au global limités sur le ratio.

Ce ratio de CET 1 est bien supérieur aux exigences notifiées par la Banque Centrale Européenne (9,31%⁴ au 31.03.2020).

Le ratio de levier⁵ s'élève à 3,9% au 31 mars 2020.

Les réserves de liquidité disponibles instantanément s'élèvent à 339 milliards d'euros et représentent une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marché.

¹ Coûts de restructuration liés notamment à l'acquisition de Raiffeisen Bank Polska et à l'arrêt ou restructurations de certaines activités (notamment BNP Paribas Suisse)

² Liés notamment à BNL bc, Asset Management et BancWest

³ Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 2 avril 2020 et sous réserve de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020

⁴ Après prise en compte des suppressions annoncées des « coussins contracycliques » et de l'application de l'art 104(a) de la CRD5 excluant le P2G

⁵ Calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

*
* *

PERSPECTIVES 2020

La crise sanitaire conduit à réviser drastiquement le scénario macroéconomique de 2020. La récession en cours devrait faire place à une reprise très progressive après la fin des mesures de confinement avec un retour à des conditions sanitaires normalisées qui ne peut être attendu avant la fin de l'année et un retour à un niveau de PIB comparable à 2019 qui n'est pas anticipé avant 2022.

Les gouvernements et les autorités monétaires ont pris des mesures exceptionnelles qui devraient atténuer l'impact des mesures sanitaires et soutenir la résilience du tissu économique et social. BNP Paribas participe activement à ces actions de support à l'économie.

Il devrait en résulter une hausse des revenus d'intérêts compensant pour partie le recul des commissions affectées par la crise.

Parallèlement, le Groupe prévoit d'amplifier la baisse des frais de gestion initialement prévue, mais cette baisse pourrait être compensée par la hausse du coût du risque.

Dans ce contexte, et sauf nouvelle crise ou nouveaux développements, le résultat net part du Groupe pourrait en 2020 diminuer de 15% à 20% environ par rapport à 2019.



RÉSULTATS AU 31 MARS 2020

5 Mai 2020



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Avertissement

Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.

Cette présentation contient des informations prospectives fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Ces informations prospectives comportent des projections et des estimations financières qui se fondent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces projections et estimations qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à BNP Paribas, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de BNP Paribas et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, notamment dans le contexte de la pandémie du Covid-19, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de BNP Paribas, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats actuels pourraient différer significativement de ceux qui sont projetés ou impliqués dans les informations prospectives.

BNP Paribas ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces informations prospectives qui sont données à la date de cette présentation. Il est rappelé dans ce cadre que le « Supervisory Review and Evaluation Process » est un processus conduit annuellement par la Banque Centrale Européenne, celle-ci pouvant modifier chaque année ses exigences relatives aux ratios réglementaires pour BNP Paribas.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que BNP Paribas, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni BNP Paribas ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

La somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis.

Crédits photos (page de couverture) : GettyImages- © Gary Burchell, GettyImages © 2018 Yiu Yu Hoi, © Leclercq Associés et Marc Mimram Architecture et Ingénierie, GettyImages- © Santiago Urquijo



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 2

La banque, un service essentiel mobilisé dans la crise sanitaire

- Face à l'épidémie du Covid-19, mise en place de mesures sanitaires dans de nombreux pays dans le monde pour protéger les populations et ralentir la propagation du virus
- Des répercussions économiques et sociales importantes
- BNP Paribas est entré dans cette crise fort d'un modèle diversifié et résistant
 - Structure financière solide : ratio CET1 de 12,1% et 309 Mds d'euros de réserve de liquidité immédiatement disponible au 31 décembre 2019
 - Diversification structurelle des risques et des revenus et gestion des risques exigeante.
 - Centré sur une relation client de long-terme avec des solutions digitales performantes.
 - Franchises fortes au sein d'un modèle intégré avec une dynamique de début de trimestre soutenue
 - Capacité de mobilisation pour relayer les mesures d'une ampleur exceptionnelle et atténuer l'impact économique des mesures sanitaires

Solide, BNP Paribas mobilise ses forces et ses équipes pour accompagner les particuliers, entreprises et institutionnels dans cette période difficile



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 3

Crise sanitaire

Mobilisation exceptionnelle de BNP Paribas pour les clients et la société

Mise en place d'un dispositif de continuité d'activité	Accompagnement des clients face à la crise	Engagement auprès de la société civile
<p>Adaptation rapide pour préserver la santé des collaborateurs et assurer les services essentiels</p> <p>Mise en place d'une gouvernance de crise à tous les niveaux intégrant les modalités des mesures de confinement</p> <p>Organisation rapide et agile de la continuité d'activité en préservant la sécurité des collaborateurs.</p> <p>Plus de 132 000 collaborateurs en télétravail dans le monde</p> <p>90% d'agences ouvertes avec un dispositif sanitaire adapté</p> <p>Renforcement des capacités des réseaux informatiques (x5 en Europe, augmentation des bandes passantes dans toutes les régions du globe) et des moyens de cybersécurité</p>	<p>Mobilisation exceptionnelle des entités et collaborateurs pour accompagner et aider les clients</p> <p>Prise de contact proactive pour évaluer l'impact de la crise et construire des plans d'action</p> <p>Mise en place de solutions de gestion de crédit et de trésorerie adaptées</p> <ul style="list-style-type: none"> • accélération des délais de traitement • mobilisation renforcée des équipes • respect d'une gestion des risques responsable <p>Près de 69 000 demandes de prêts garantis par les Etats reçues¹ notamment pour les TPE et PME</p> <p>Mise en place de reports et moratoires</p> <p>Plus de 115 Md€ de financements organisés pour les clients sur l'ensemble des marchés d'obligations, de crédits syndiqués et d'actions²</p>	<p>Plus de 50 M€ de dons d'urgence dans 35 pays.</p> <p>Plus de 100 M€ d'investissements pour aider les ETI, PME et le secteur de la santé</p> <p>Soutien aux hôpitaux et à la recherche médicale : dons à de nombreux hôpitaux en Europe et dans le monde ainsi qu'à la recherche médicale (Institut Pasteur)</p> <p>Secours aux plus démunis : dons aux institutions aidant les personnes les plus fragiles (Croix Rouge, Banques Alimentaires, Care, Médecins Sans Frontières, Adie, ...)</p> <p>Aide aux jeunes subissant la fracture numérique : dons d'ordinateurs (déjà près de 2000) et de clés digitales, aides aux jeunes défavorisés</p> <p>Participation à des fonds de solidarité</p>

1. Reçues par les réseaux de banques de détail au 30 avril en fonction du lancement par les gouvernements ; 2. Source : Dealogic Year to date au 17 avril 2020 ; bookrunner



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 4



RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES
PERSPECTIVES 2020
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 1T20
ANNEXES

Crise sanitaire

Trois impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20

- La crise sanitaire a eu des répercussions majeures sur les anticipations macroéconomiques et généré des chocs extrêmes sur les marchés financiers
- Au terme d'un trimestre en ligne avec les objectifs 2020 de BNP Paribas, les développements liés à la crise sanitaire ont eu 3 impacts négatifs différents
 - Impact au 1T20 des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque : -502 M€¹
 - Principalement pour provisionnement ex-ante des pertes attendues à l'avenir
 - Deux impacts spécifiques au 1T20 des effets de la crise sanitaire sur le PNB : -568 M€
 - Impact sur les revenus du métier Equity & Prime Services de Global Markets des restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019 : -184 M€².
 - Impact comptable sur les revenus d'Assurance des valorisations au 31.03.20 de certains portefeuilles en valeur de marché (réversible en cas de reprise boursière) : -384 M€

1. Cf. diapositive 12 sur les impacts des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque au 1T20 ; 2. Ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique



1T20 : Une excellente dynamique du trimestre impactée par une crise sanitaire sans précédent

Bonne résistance des revenus malgré un choc de marché extrême en fin de trimestre

Baisse significative des frais de gestion comme prévu

Progression du Résultat Brut d'Exploitation

Hausse du coût du risque en lien direct avec le développement de la crise sanitaire

Bon niveau de résultats en ligne avec les objectifs 2020 hors impacts de la crise sanitaire¹

Bilan très solide

PNB : -2,3% / 1T19

+2,8% hors impacts spécifiques de la crise sanitaire au 1T20¹ (-568 M€)

Frais de gestion : -3,5% / 1T19

RBE : +1,3% / 1T19

67 pb²
dont 23 pb (502 M€) lié aux effets de la crise sanitaire¹

RNPG³ : 1 282 M€ (-33,2% / 1T19)

+6,7% hors impacts majeurs de la crise sanitaire¹

Ratio CET1 : 12,0%

1. Tels que définis en diapositive 6 ; 2. Coût du risque / encours de crédit à la clientèle début de période (en pb) ; 3. Résultat Net Part du Groupe



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 7

Groupe consolidé - 1T20

Bon niveau de résultats en ligne avec les objectifs 2020 hors impacts majeurs de la crise sanitaire¹

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	hors impacts majeurs de la crise sanitaire ¹	
				1T20 / 1T19	1T20
Produit net bancaire	10 888 M€	11 144 M€	-2,3%	+2,8%	11 456 M€
Frais de gestion	- 8 157 M€	- 8 449 M€	-3,5%		
Frais de gestion hors taxes soumises à IFRIC 21			-4,4%		
Résultat brut d'exploitation	2 731 M€	2 695 M€	+1,3%		
Coût du risque	- 1 426 M€	- 769 M€	+85,4%	+20,2%	-924 M€
Résultat d'exploitation	1 305 M€	1 926 M€	-32,2%		
Eléments hors exploitation	490 M€	757 M€	-35,2%		
Résultat avant impôt	1 795 M€	2 683 M€	-33,1%		
Résultat net part du Groupe (RNPG)	1 282 M€	1 918 M€	-33,2%	+6,7%	2 047 M€
RNPG hors éléments exceptionnels hors taxes soumises à IFRIC 21²	2 093 M€	2 565 M€	-18,4%		

Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)³ : 8,0%

1. Tels que définis en diapositive 6 ; 2. Comptabilisation au 1T de la quasi totalité des taxes et contributions au titre de l'année en application de IFRIC 21 « Taxes » dont contribution estimée au Fonds de Résolution Unique ; 3. Non réévalués



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 8

Principaux éléments exceptionnels et impact d'IFRIC 21-1T20

● Éléments exceptionnels

Frais de gestion

- Coûts de restructuration¹ et coûts d'adaptation² («Autres Activités»)
- Coûts de renforcement IT («Autres Activités»)
- Coûts de transformation – Plan 2020 («Autres Activités»)

Total frais de gestion exceptionnels

Autres éléments hors exploitation

- Plus-value de cession de 14,3% de SBI Life («Autres Activités»)
- Dépréciations de goodwill («Autres Activités»)
- Plus-value sur la cession d'immeubles («Autres Activités»)

Total autres éléments hors exploitation

Total des éléments exceptionnels (avant impôt)

Total des éléments exceptionnels (après impôt)³

● Comptabilisation au 1^{er} trimestre de la quasi-totalité des taxes et contributions au titre de l'année en application de IFRIC 21 « Taxes »⁴

1T20	1T19
-45 M€ -34 M€	-38 M€ -168 M€
-79 M€	-206 M€
+381 M€	+838 M€ -318 M€
+381 M€	+520 M€
+302 M€	+314 M€
+206 M€	+330 M€
-1 172 M€	-1 139 M€

1. Liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et à l'arrêt ou restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ;
2. Liés notamment à Wealth Management, BancWest et CIB ; 3. Part du Groupe ; 4. Dont contribution estimée pour 2020 au Fonds de Résolution Unique



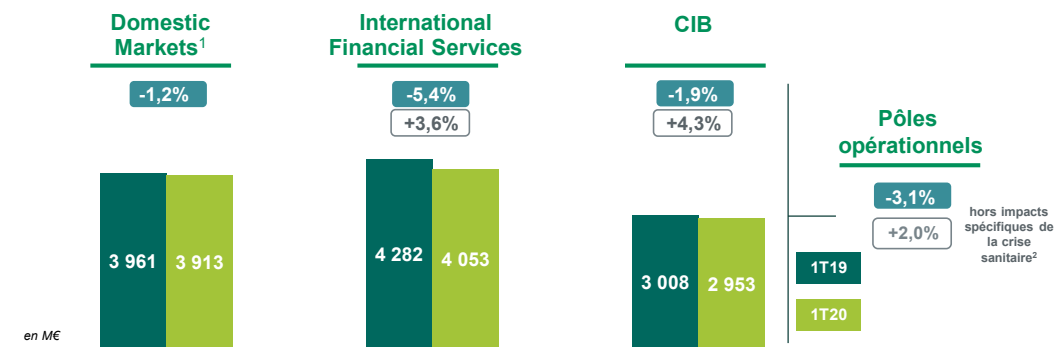
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 9

Revenus des pôles opérationnels - 1T20

Bons résultats malgré les fortes perturbations des marchés fin mars



- Effet change négligeable ce trimestre
- **Domestic Markets** : bonne performance malgré l'impact persistant des taux bas dans les réseaux et poursuite de la forte croissance des métiers spécialisés (en particulier Personal Investors)
- **IFS** : croissance des revenus des activités de Personal Finance, Europe Méditerranée, BancWest mais impact comptable spécifique lié à la forte baisse des marchés en fin de trimestre sur les revenus d'Assurance²
- **CIB** : très bonne performance de FICC, Corporate Banking & Securities Services pénalisée par l'impact des chocs exceptionnels de fin de trimestre sur Equity & Prime Services

1. Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg ; 2. Tels que définis en diapositive 6



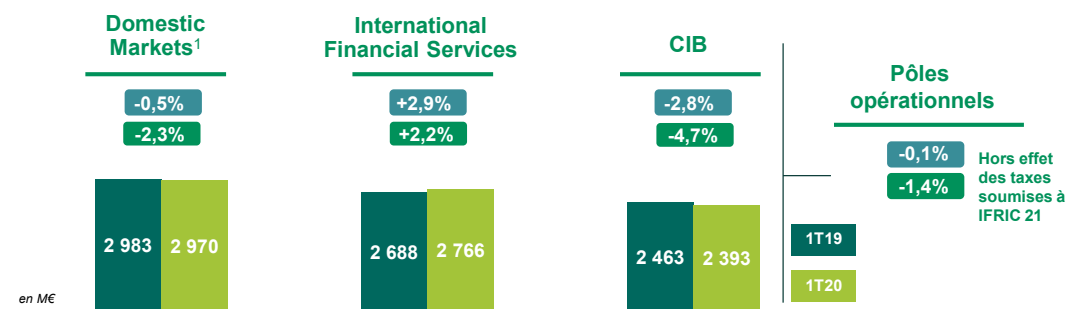
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 10

Frais de gestion des pôles opérationnels - 1T20

Baisse des frais de gestion en valeur absolue



- **Domestic Markets** : baisse des frais de gestion en valeur absolue et hausse contenue dans les métiers spécialisés - Effet de ciseaux positifs hors effet des taxes soumises à IFRIC 21 (+1,1pt), baisse dans les réseaux (-1,5%²)
- **IFS** : accompagnement des activités en développement contenue par les effets des mesures d'économies de coût
- **CIB** : forte baisse des frais de gestion en valeur absolue liée notamment à la poursuite des plans d'économies de coûts

1. Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg ; 2. BDDF, BNL bc et BDDB :



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

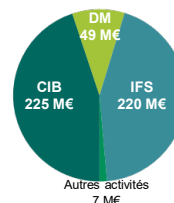
Résultats au 31.03.20 | 11

Coût du risque

Prise en compte au 1T20 des effets de la crise sanitaire

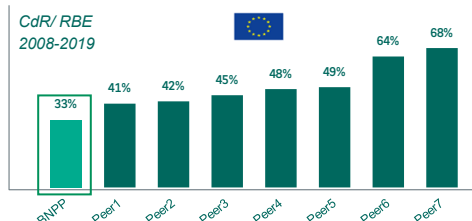
Impact des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque au 1T20 : -502 M€

- Reflétant les anticipations macroéconomiques suivant plusieurs scénarii conformément au dispositif pré-existant à la crise sanitaire
- Intégrant les spécificités de la dynamique de la crise sur le risque de crédit et de contrepartie
 - Impacts des mesures de confinement sur l'activité économique
 - Effets des mesures de soutien des gouvernements et des autorités monétaires
- Intégrant une composante sectorielle ex-ante fondée sur une revue de plusieurs secteurs sensibles : Hôtels, Tourisme, Loisirs / Distribution non alimentaire (hors décoration & e-commerce) / Transport & Logistique / Pétrole & Gaz



Une évolution qui reflète la qualité du portefeuille de BNP Paribas résultant tant de sa diversification que de sa gestion prudente des risques à travers le cycle

Un ratio CdR / Résultat Brut d'Exploitation parmi les plus faibles à travers le cycle



BNP PARIBAS

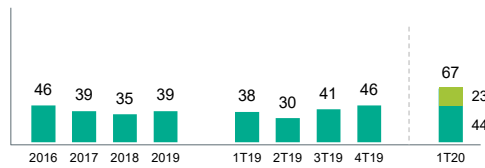
La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 12

Evolution du coût du risque par métier (1/3)

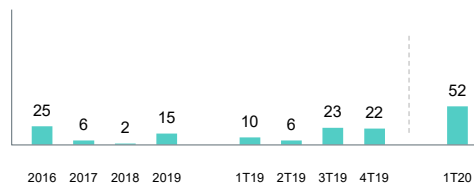
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

Groupe



- Coût du risque : 1 426 M€
 - + 460 M€ / 4T19
 - + 657 M€ / 1T19
- Coût du risque en augmentation essentiellement du fait des effets de la crise sanitaire (502 M€ soit 23 pb)

CIB - Corporate Banking



- Coût du risque : 201 M€
 - +121 M€ / 4T19
 - +166 M€ / 1T19
- Hausse en lien avec les effets anticipés de la crise sanitaire et quelques dossiers spécifiques
- Rappel : dotations aux provisions compensées par des reprises en 2018 et 2017



BNP PARIBAS

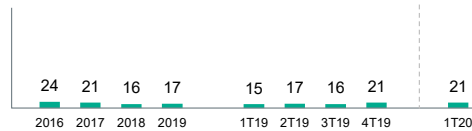
La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 13

Evolution du coût du risque par métier (2/3)

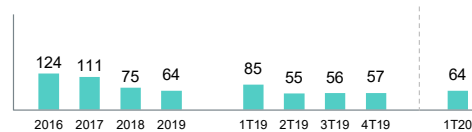
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

BDDF



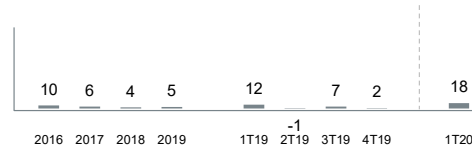
- Coût du risque : 101 M€
 - +2 M€ / 4T19
 - +29 M€ / 1T19
- Coût du risque bas malgré la prise en compte des effets anticipés de la crise sanitaire

BNL bc



- Coût du risque : 120 M€
 - +11 M€ / 4T19
 - 45 M€ / 1T19
- Baisse du coût du risque continue malgré l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire

BDDB



- Coût du risque : 54 M€
 - +50 M€ / 4T19
 - +20 M€ / 1T19
- Hausse du coût du risque avec l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire



BNP PARIBAS

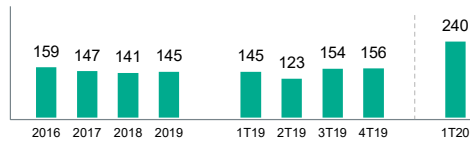
La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 14

Evolution du coût du risque par métier (3/3)

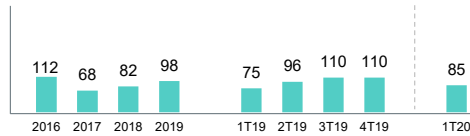
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

Personal Finance



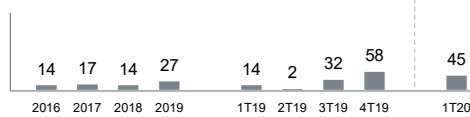
- Coût du risque : 582 M€
 - +212 M€ / 4T19
 - +253 M€ / 1T19
- Hausse du coût du risque liée principalement à l'anticipation des effets de la crise sanitaire (189 M€ soit 78 pb)

Europe Méditerranée



- Coût du risque : 86 M€
 - 27 M€ / 4T19
 - +10 M€ / 1T19
- Hausse modérée du coût du risque / 1T19 en lien notamment avec les effets anticipés de la crise sanitaire

BancWest



- Coût du risque : 62 M€
 - 22 M€ / 4T19
 - +44 M€ / 1T19
- Hausse du coût du risque / 1T19 ce trimestre avec l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 15

Structure financière très solide

Un ratio CET1 bien supérieur aux exigences

Ratio CET1 : 12,0% au 31.03.20¹

Effets organiques (y compris impact d'IFRIC 21 « Taxes ») : 0 pb

- Résultat de 1T20 après prise en compte d'un taux de distribution de 50% : +10 pb
- Hausse organique des actifs pondérés : -10 pb

Support à l'économie dans le cadre de la crise sanitaire : -20 pb

- Hausse des actifs pondérés crédit : -20 pb

Effets liés à la crise sanitaire : -50 pb

- Au titre du risque de marché : -10 pb
- Au titre du risque de contrepartie : -10 pb
- Prudent Valuation Adjustment (PVA) : -10 pb
- Impact sur les 'Other Comprehensive Income' des prix de marché au 31.03.20 net des effets des actifs pondérés : -20 pb

Impact de la mise en réserve du dividende 2019² : +60 pb

Impact limité au global des autres effets sur le ratio

Ratio CET1 bien supérieur aux exigences notifiées par la Banque Centrale Européenne (9,31%³ au 31.03.2020)

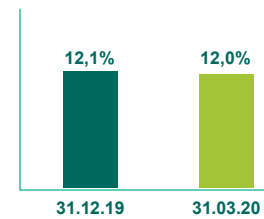
Ratio de levier⁴ : 3,9% au 31.03.20

Réserve de liquidité immédiate disponible : 339 Md€⁵

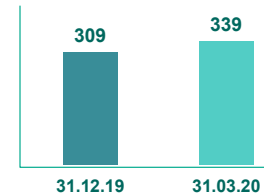
(309 Md€ au 31.12.19) : Marge de manœuvre > 1 an / aux ressources de marché

Liquidity Coverage Ratio : 130% au 31.03.20

Ratio CET1



Réserve de liquidité (Md€)⁵



1. Cf diapositive 77 ; 2. Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 2 avril 2020 et sous réserve de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 ; 3. Après prise en compte des suppressions annoncées des Ccyb et de l'application de l'art.104a de la CRD5, excluant le P2G ; 4. Calculé conformément à l'acte délégué de la CE du 10.10.2014 sur l'ensemble des fonds propres Tier 1 ; 5. Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, et diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement ;



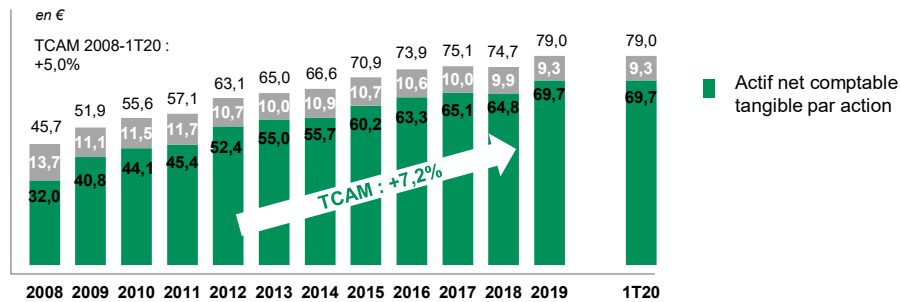
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 16

Actif net tangible par action : 69,7 €

Actif net comptable par action fin de période



Décision du Conseil d'administration du 2 avril 2020 prenant considération des recommandations de la BCE du 27 mars 2020 et de leurs impacts

- Proposition faite à l'Assemblée Générale de suspendre le versement du dividende initialement prévu.
- Le Conseil d'administration pourra, après le 1^{er} octobre 2020 et sous réserve du contexte, réunir une Assemblée Générale afin de procéder à une distribution de réserve pour ses actionnaires se substituant au dividende.
- Rappel : le Groupe dispose au 31.03.2020 d'une distance au seuil de déclenchement du Montant Maximum Distribuible (MMD) de 15 Mds d'euros¹.

1.Tel que défini dans la CRD4, art.141, cf. diapositive 80



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 17

Un Contrôle Interne Renforcé

Des procédures toujours plus solides en matière de conformité et de contrôle

- Amélioration continue du dispositif d'alerte éthique : communication interne sur l'optimisation du dispositif et des règles de traitement par les référents alerte éthique
- Finalisation de la mise en œuvre des mesures visant à renforcer les systèmes de contrôle et de conformité dans le cadre des activités de change et autres activités assimilées
- Finalisation en cours du déploiement du modèle opérationnel cible du Groupe en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme pour les principales entités
- Poursuite de la convergence des outils de criblage des bases clients ainsi que de filtrage et de surveillance des transactions afin de renforcer et homogénéiser la gestion des risques de sécurité financière
- Intégrité des Marchés : un dispositif renforcé par la mise en conformité avec le Code de conduite de la Banque des Règlements Internationaux sur le marché des changes
- Maintien des missions de l'Inspection Générale dédiées à la sécurité financière : les entités centralisant leurs flux en dollars chez BNP Paribas New York sont auditées au moins tous les 18 mois. Le 4^{ème} cycle d'audit de ces entités a démarré à l'été 2019. Il est largement entamé et se poursuit en dépit des contraintes sanitaires actuelles

Poursuite de l'insertion opérationnelle d'une culture de conformité renforcée

- Formations annuelles en e-learning obligatoires pour tous les collaborateurs sur la sécurité financière (Sanctions & Embargos, Lutte contre le Blanchiment & le Financement du Terrorisme) enrichies d'un module dédié à la lutte contre la corruption
- Formation en ligne sur l'Éthique professionnelle rendue obligatoire pour tous les nouveaux entrants du Groupe

Plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global de juin 2014 avec les autorités des États-Unis très largement réalisé



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 18



RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES

PERSPECTIVES 2020

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 1T20

ANNEXES

Domestic Markets - 1T20

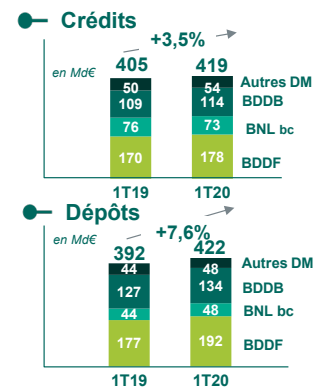
Bonne performance dans un environnement de taux bas, effet de ciseaux positif¹

● Hausse de l'activité commerciale

- Crédits : +3,5% / 1T19, bonne progression des crédits dans la banque de détail notamment en France et en Belgique et dans les métiers spécialisés
- Dépôts : +7,6% / 1T19 - Bonne collecte nette (+2,5 Md€) en banque privée

● Mobilisation forte et rapide pour accompagner les clients dans la crise sanitaire

- 90% des agences ouvertes à fin mars (avec dispositif aménagé)
- Contact proactif des clients et mise en place des process et outils pour déployer les mesures d'aides
- Déploiement rapide des prêts garantis par les Etats avec la mise en œuvre des mesures gouvernementales
- Succès des nouveaux canaux digitaux avec un usage massif de nos clients : hausse de 31% / 1T19 des clients actifs sur les apps mobiles² (5,3 M) et plus de 3,4 millions de connexions quotidiennes sur les apps mobiles



PNB³ : 3 913 M€ (-1,2% / 1T19)	Frais de gestion³ : 2 970 M€ (-0,5% / 1T19)	Résultat avant impôt⁵ : 574 M€ (-5,5% / 1T19) (+2,6 % hors effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque ⁶)
<ul style="list-style-type: none"> • Effet des taux bas partiellement compensé par la hausse des commissions et des volumes • Très forte progression de Personal Investors (+42,1%) notamment Consorsbank en Allemagne 	<ul style="list-style-type: none"> • Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21 : -2,3% / 1T19, -3,8%⁴ / 1T19 dans les réseaux - effet de ciseaux positif • Hausse dans les métiers spécialisés en lien avec leur croissance 	<ul style="list-style-type: none"> • En hausse de 1,0% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21 • Impact des effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque (-49 M€)

1. Hors taxes soumises à IFRIC 21 ; 2. Clients avec au moins une connexion à l'App mobile par mois (en moyenne sur 1T20), périmètre : clients particuliers, professionnels et Banque Privée des réseaux de DM ou de banques digitales (y compris Allemagne, Autriche et Nickel) ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL ; 4. BDDF, BDDB et BNL bc ; 5. Intégrant 2/3 de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL 6. tel que défini diapositive 12



La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 20

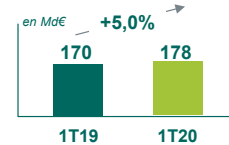
DM - Banque de Détail en France - 1T20

Relation client renforcée face à la crise

● Bon niveau d'activité commerciale

- Crédits : +5,0% / 1T19, bonne progression pour toutes les clientèles avec une bonne tenue des marges ; hausse notamment des crédits aux entreprises
- Dépôts : +8,3% / 1T19
- Banque privée : collecte nette de +1,2 Md€ et forte hausse des opérations de bourse sur internet¹ (66% du total des opérations au 1T20 / 46% au 1T19)

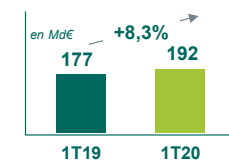
● Crédits



● Adaptation très rapide du dispositif face à la crise sanitaire et accompagnement fort et proactif des clients particuliers et entreprises

- Près de 90% des agences ouvertes à fin mars² pour assurer les missions essentielles
- Augmentation en mars de +25% du nombre de rendez-vous de clientèle en Banque Privée³
- Mise en place de solutions au cas par cas (reports d'échéances, gestion de trésorerie) et déploiement très rapide du Prêt Garanti par l'Etat (formation du réseau en 48h) :
 - Mise en œuvre facilitée par la robotisation
 - ~44 000 demandes reçues⁴ pour un total de ~11,4 Md€, soit ~2 000 nouvelles demandes / jour

● Dépôts



PNB⁵ : 1 524 M€ (-4,4% / 1T19)	Frais de gestion⁵ : 1 166 M€ (-1,6% / 1T19)	Résultat avant impôt⁶ : 222 M€ (-27,0% / 1T19)
<ul style="list-style-type: none"> • Revenus d'intérêt : -9,8%, base élevée au 1T19, impact de l'environnement de taux bas • Commissions : +2,8%, forte progression des commissions financières et de cash management 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des coûts avec l'impact continu des mesures d'optimisation de coûts • -4,1% hors effet des taxes soumise à IFRIC 21 	<ul style="list-style-type: none"> • -14,3% hors effet des taxes soumise à IFRIC 21

1. Opérations en titres vifs et en Organismes de Placement Collectifs ; 2. Agences retail, y compris celles avec dispositif aménagé ; 3. Progression rapportée au nombre de foyers ; 4. Prêts Garantis par l'Etat, données au 30 avril 2020 ; 5. Intégrant 100% de la Banque Privée hors effets PEL/CCEL ; 6. Intégrant 2/3 de la Banque Privée, hors effets PEL/CCEL



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 21

DM - BNL banca commerciale - 1T20

Hausse du résultat liée à la baisse du coût du risque

● Progression de l'activité commerciale dans un contexte difficile

- Crédits : -4,3%¹ / 1T19, stable sur le périmètre hors crédits douteux, poursuite des gains de parts de marché sur la clientèle des entreprises
- Dépôts : +10,9% / 1T19
- Poursuite de la progression de l'épargne en assurance-vie (+3,1% / 1T19)

● Soutien des clients face à la crise sanitaire

- Mise en place très rapide de mesures à l'initiative de BNL (moratoire de 6 mois pour les clients entreprises, 3 remboursements contractuels pour les crédits immobiliers, ...) en complément des mesures gouvernementales
- Près de 90% des agences ouvertes avec dispositif aménagé

● Part de marché sur la clientèle entreprises (crédits)



● Dépôts



PNB³ : 659 M€ (-2,5% / 1T19)	Frais de gestion³ : 465 M€ (-1,2% / 1T19)	Résultat avant impôt⁴ : 64 M€ (+113,5% / 1T19)
<ul style="list-style-type: none"> • Revenus d'intérêt : -4,0% / 1T19, impact de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles avec un meilleur profil de risque • Commissions : -0,1% / 1T19, progression principalement en banque privée 	<ul style="list-style-type: none"> • Effet des mesures de réduction de coûts et d'adaptation (plan de départ à la retraite « Quota 100 ») 	<ul style="list-style-type: none"> • Confirmation de la baisse sensible du coût du risque (-27%) malgré les effets anticipés de la crise sanitaire

1. Volume de crédit sur une base de moyenne journalière, le baisse des crédits est de -3,2% sur une base fin de trimestre ; 2. 1T20 basé sur les informations disponibles à fin février ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée Italie ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée Italie



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 22

DM - Banque de Détail en Belgique - 1T20

Impact des taux bas, poursuite de l'adaptation des coûts

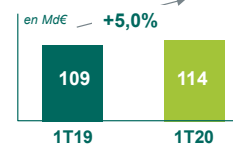
● Bon niveau d'activité commerciale sur l'ensemble du trimestre

- Crédits : +5,0% / 1T19, bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises
- Dépôts : +5,4% / 1T19

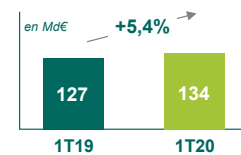
● Forte mobilisation et accompagnement spécifique et proactif des clients

- 99% des agences sont restées ouvertes, avec dispositif aménagé
- 74 000 aménagements de l'échéancier de remboursement de crédits existants (tous segments de clientèle) au 24 avril.

● Crédits



● Dépôts



PNB¹ : 885 M€
(-3,3% / 1T19)

- Revenus d'intérêt : -9,2% / 1T19, base élevée au 1T19, impact des taux bas partiellement compensé par une hausse des volumes de crédit
- Commissions : + 15,2% / 1T19, en lien avec l'activité de crédit et les commissions financières

Frais de gestion¹ : 830 M€
(-1,6% / 1T19)

- Hors effet des taxes soumises à IFRIC 21 : baisse de 5% et effet de ciseaux positif
- Effet des mesures de réduction des coûts.
- Optimisation continue du réseau d'agences (-32 agences / 31.12.19)

Résultat avant impôt² : -4 M€
(-3,8% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21)

- Fort impact de l'augmentation des taxes soumises à IFRIC 21
- Hausse du coût du risque avec les effets anticipés de la crise sanitaire

1. Intégrant 100% de la Banque Privée en Belgique ; 2. Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Belgique



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 23

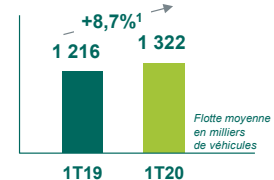
DM - Autres Activités - 1T20

Très bon dynamisme d'ensemble de l'activité, effet de ciseaux positif et forte croissance du résultat

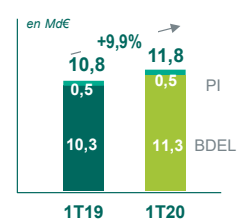
● Très bon niveau d'activité de tous les métiers et gestion proactive des mesures sanitaires

- **Arval** : progression du parc financé (+8,7%¹ / 1T19) ; extension ou modification des termes contractuels au cas par cas
- **Leasing Solutions** : croissance des encours de +3,8%² / 1T19 ; poursuite de l'activité dans tous les pays grâce à la forte utilisation des outils digitaux et le développement de robots pour accélérer les traitements des demandes spécifiques au contexte
- **Personal Investors (PI)** : progression sensible du nombre d'ordres (+92,5% / 31.03.19) et du nombre de nouveaux clients notamment pour Consorsbank en Allemagne (+172% / 31.03.19) ; hausse des actifs sous gestion de +1,8% / 31.03.19
- **Nickel** : poursuite du développement en France avec près de 1,6 million de comptes ouverts (+28,9% / 31.03.19) et 5 533 points de vente à fin mars 2020 (+22,5% / 31.03.19)
- **Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL)** : bon niveau d'activité, mobilisation dans la mise en place des mesures gouvernementales et accompagnement des clients particuliers et entreprises

● Arval parc financé



● Crédits



PNB³ : 845 M€
(+9,0% / 1T19)

- Bon développement de l'activité de l'ensemble des métiers
- Très forte croissance des revenus de Personal Investors et notamment Consorsbank en Allemagne

Frais de gestion³ : 508 M€
(+5,2% / 1T19)

- En lien avec le développement de l'activité contenu par les mesures d'économies de coûts
- Effet de ciseaux positif (+ 3,8 pts)

Résultat avant impôt⁴ : 293 M€
(+15,9% / 1T19)

1. A périmètre et change constants ; 2. A périmètre et changes constants, hors transfert interne ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée au Luxembourg ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée au Luxembourg



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 24

International Financial Services - 1T20

Bonne dynamique d'ensemble, impact de la crise sanitaire sur les revenus d'Assurance et le coût du risque anticipé

● Dynamique commerciale soutenue en début de trimestre

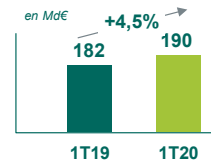
- Encours de crédits : +4,5% / 1T19, bonne progression de Personal Finance et Europe Méditerranée
- Collecte nette : +9,2 Md€ ; effet de la baisse des marchés sur les actifs sous gestion (1 038 Md€, -3,5% / 31.03.19)

● Continuité d'activité dans l'ensemble des métiers et des géographies

- 90% des agences ouvertes dans les réseaux à fin mars
- 70 % des collaborateurs en télétravail dont 90% en France au 15 avril
- Utilisation renforcée des outils digitaux : 4,3 millions de clients digitaux (+36,8% / 31.03.19) dans les réseaux de banque de détail¹

● Mise en place des mesures de soutien adaptées en fonction des métiers et des besoins spécifiques

● Encours de crédits



PNB : 4 053 M€
(-5,4% / 1T19)

(+3,6% hors impact comptable Assurance)²

- Bonne progression de Personal Finance et de BancWest
- Impact comptable de la crise sanitaire sur les revenus d'Assurance (-384 M€)

Frais de gestion : 2 766 M€
(+2,9% / 1T19)

- Hausse des coûts contenue par les mesures d'économies et les gains d'efficacité opérationnelle.
- Effet de la hausse des taxes en Pologne et de l'inflation des salaires

Résultat avant impôt : 634 M€
(-50,4% / 1T19)

(-3,2 % hors impact comptable Assurance (-384 M€) et effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque (-220M€)²

1. Europe Méditerranée et BancWest ; 2. Tels que définis diapositives 6 et 12



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 25

IFS - Personal Finance - 1T20

Dynamique de croissance au global & effet de ciseaux positif

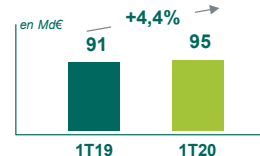
● Activité commerciale

- Encours de crédits : +4,4% / 1T19, dynamique de croissance régulière impactée néanmoins en fin de trimestre par la fermeture des points de vente avec le développement de la pandémie.
- Bonne maîtrise des marges à la production et resserrement des critères d'octroi pour continuer d'améliorer le profil de risque à travers le cycle.

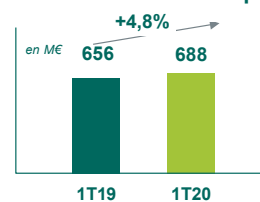
● Accompagnements spécifiques des clients & partenaires

- Relais apporté par les solutions digitales : opérations réalisées *en self care* (91,6% du total des opérations au 1T20) et forte accélération du nombre de téléchargements de l'application mobile (23% en mars dont +73% en Italie)
- Renforcement des moyens alloués au contact clients (après-vente et recouvrement) : +30% à fin mars 2020
- Gestion proactive et mise en place de solutions individualisés et encadrées pour les clients justifiant d'un impact économique de la crise sanitaire : 135 000 reports en Europe pour un encours de 1 270 M€ au 17 avril

● Encours consolidés



● Résultat Brut d'Exploitation



PNB : 1 475 M€
(+3,4% / 1T19)

- En lien avec la hausse des volumes
- Croissance des revenus notamment en Italie et en Allemagne.
- Effet de la cession d'encours de crédits au Brésil

Frais de gestion : 787 M€
(+2,3% / 1T19)

- Effet de ciseaux positif (+1,1 point) grâce aux mesures d'économies de coûts
- +1,7% hors effet des taxes soumises à IFRIC 21

Résultat avant impôt : 113 M€
(-66,7% / 1T19)

(-11,2 % hors impact des effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque (-189 M€)¹)

1. tels que définis diapositive 12



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 26

IFS - Europe Méditerranée - 1T20

Bonne progression de l'activité et adaptation rapide et agile des réseaux

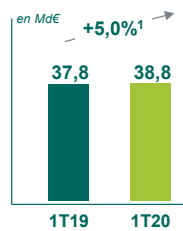
● Bonne progression de l'activité commerciale

- Crédits : +5,0%¹ / 1T19, progression en Turquie et au Maroc avec un profil de risque prudent
- Dépôts : +6,6%¹ / 1T19, en hausse notamment en Turquie, optimisation du coût des dépôts en Pologne (réduction des dépôts les plus onéreux)

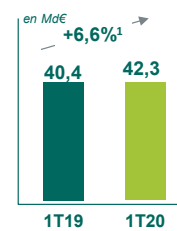
● Adaptation rapide et agile des réseaux dans le contexte de la crise sanitaire dans l'ensemble des géographies

- >85% des agences ouvertes⁴ et 55% des collaborateurs en télétravail⁴
- Apport des outils digitaux : application permettant la déclaration en ligne de difficultés financières liées à la crise sanitaire pour les particuliers et les PME, notamment en Pologne et en Turquie

● Crédits



● Dépôts



PNB² : 665 M€ (+1,6% ¹ / 1T19)	Frais de gestion² : 490 M€ (+5,9% ¹ / 1T19)	Résultat avant impôt³ : 144 M€ (-12,8% ¹ / 1T19)
<ul style="list-style-type: none"> • Bonne performance en Turquie, Pologne et au Maroc • Effet de la hausse des volumes et des marges en Turquie (crédits) et en Pologne (crédits et dépôts) mais impact d'environnements de taux plus bas 	<ul style="list-style-type: none"> • En lien avec l'inflation des salaires notamment en Turquie 	<ul style="list-style-type: none"> • Rappel : effet de change défavorable en Turquie • Hausse modérée des provisions ce trimestre malgré l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire

1. A périmètre et changes constants (cf. données à périmètre et change historiques en annexe) ; 2. Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie et en Pologne ; 3. Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie et en Pologne ; 4. Données au 15 avril 2020



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 27

IFS - BancWest - 1T20

Hausse des revenus et effet de ciseaux positif

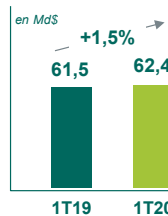
● Activité commerciale globalement en progression

- Crédits : +1,5%¹ / 1T19, progression des crédits immobiliers et aux entreprises
- Dépôts : +8,5%¹ / 1T19, progression des dépôts de la clientèle² (+9,0%)
- Banque Privée : 14,9 Mds\$ d'actifs sous gestion au 31.03.20 (+4,2%¹ / 31.03.19)
- Digital : forte progression des ouvertures de comptes faites en ligne au 1T20 (+14,5% / 1T19)

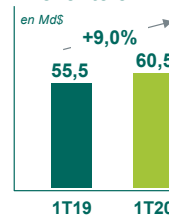
● Forte mobilisation des équipes dans la crise sanitaire

- 99% des agences ouvertes et >70% des collaborateurs en télétravail à fin mars
- Participation active au plan de soutien fédéral aux PME (PPP – Paycheck Protection Program)

● Crédits¹



● Dépôts clientèle¹



PNB³ : 611 M€ (+3,4% ¹ / 1T19)	Frais de gestion³ : 465 M€ (+1,4% ¹ / 1T19)	Résultat avant impôt⁴ : 78 M€ (-22,5% ¹ / 1T19)
<ul style="list-style-type: none"> • Progression de la marge d'intérêt avec le repricing des dépôts dans un contexte de baisse des taux • Hausse de l'activité et des commissions (notamment cartes et cash management) 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse contenue par l'impact des mesures de réduction de coûts • Effet de ciseaux positif (+2,0 pt¹) 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des provisions en lien avec l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire

1. A périmètre et change constants; cf. données à périmètre et change historiques en annexe) ; 2. Dépôts hors dépôts auprès de la trésorerie ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux Etats-Unis



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 28

IFS - Assurance et GIP¹ - Collecte et actifs sous gestion - 1T20

Evolution défavorable des marchés et bon niveau de collecte nette

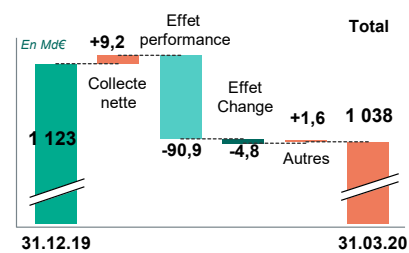
● Actifs sous gestion : 1 038 Md€ au 31.03.2020

- 3,5% / 31.03.19
- Effet performance défavorable : -90,9 Md€ avec la forte baisse des marchés financiers

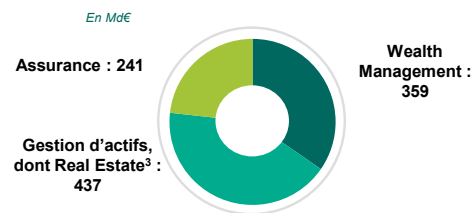
● Collecte nette : +9,2 Md€ au 31.03.20

- Wealth Management** : bonne collecte nette
- Asset Management** : très bonne collecte nette notamment en fonds monétaires, bonne collecte nette pour Real Estate Investment Management
- Assurance** : Bonne collecte nette en unités de compte, léger retrait au global

● Évolution des actifs sous gestion²



● Actifs sous gestion² au 31.03.20



1. GIP : Gestion Institutionnelle et Privée, i.e. Asset Management, Wealth Management et Real Estate ; 2. Y compris actifs distribués ; 3. Actifs sous gestion de Real Estate : 29 Md€



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 29

IFS - Assurance - 1T20

Bon trimestre impacté par la baisse des marchés résultant de la crise sanitaire

● Bon niveau d'activité pénalisée par la crise sanitaire

- Bon développement de l'activité épargne et protection en début d'année
- Impact de la crise sanitaire avec un ralentissement de la collecte épargne en Europe et en Asie
- Collecte en unités de compte soutenue en France (43% de la collecte brute)

● Forte mobilisation face à la crise sanitaire

- Gestion simplifiée des adhésions et indemnisations de sinistres en assurance emprunteurs en France : 85% des souscriptions finalisées sans demande complémentaire
- Extension des prises en charge en cas d'hospitalisation suite au Covid-19 (Italie, Japon)
- Engagement en faveur du soutien à l'économie : participation au Fonds de Solidarité en France

<p>PNB : 579 M€ (-33,7% / 1T19) (+10,2% hors impact comptable lié à la crise sanitaire)¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Impact comptable spécifique lié à la baisse des marchés de -384 M€ Rappel : comptabilisation de certains actifs en valeur de marché (réversible en cas de reprise boursière) 	<p>Frais de gestion : 393 M€ (+0,9% / 1T19)</p> <ul style="list-style-type: none"> Développement continu de l'activité et maîtrise des coûts 	<p>Résultat avant impôt : 197 M€ (- 62,1% / 1T19) (+11,8% hors impact comptable lié à la crise sanitaire (-384 M€))¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Effet de l'impact comptable spécifique lié à la baisse des marchés
--	--	---

1. Tels que définis diapositive 6



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 30

IFS - Gestion Institutionnelle et Privée¹ - 1T20

Poursuite des plans de développement et d'adaptation

● Wealth Management

- Hausse de l'activité avec une bonne collecte nette
- Progression des commissions sur encours et sur transactions
- Développement des usages digitaux avec près de 50% de clients digitaux actifs²

● Asset Management

- Forte activité sur les deux premiers mois, permettant une collecte positive sur le trimestre
- Affirmation du leadership ESG, récompensé par le prix de la « Meilleure Stratégie Corporate Sustainability » lors des ESG Investing Awards 2020
- Poursuite de l'adaptation de l'organisation et finalisation du décommissionnement de plus de 50 applications en lien avec le déploiement du système Aladdin

● Real Estate

- Activité en baisse due à la suspension des travaux en raison de la situation sanitaire.

PNB : 743 M€ (-3,0% / 1T19)	Frais de gestion : 642 M€ (+0,2% / 1T19)	Résultat avant impôt: 102 M€ (-22,7% / 1T19)
<ul style="list-style-type: none"> • Effet de la hausse des commissions • Baisse des performances financières d'Asset Management • Impact de la crise sanitaire sur les performances du métier Immobilier 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des coûts en lien avec le développement de Wealth Management (notamment en Allemagne) et effet des mesures du plan de transformation, notamment en Asset Management 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse concentrée sur les métiers de l'Asset Management et de l'Immobilier

1. Asset Management, Wealth Management et Real Estate 2. Clients de Wealth Management avec au moins une connexion par mois



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 31

Corporate & Institutional Banking - 1T20

Forte dynamique commerciale et impacts de chocs exceptionnels

● Mobilisation intense en support à l'économie

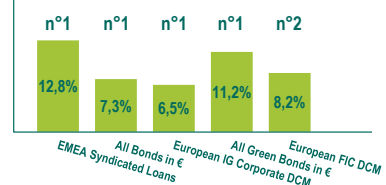
- Plus de 115 Md€ de financements déjà organisés pour les clients en 2020 sur l'ensemble des marchés d'obligations, de crédits syndiqués et d'actions¹
- Poursuite du fort développement des services titres et bonne résistance des activités de transaction (*cash management* et *trade finance*)
- Adaptation réussie du dispositif à la crise sanitaire (ex : télétravail porté de 10% à 80% en moins de 4 semaines en Europe)

● Impacts de chocs exceptionnels sur les marchés

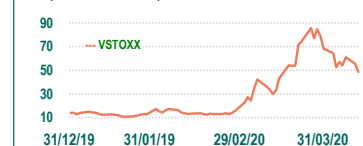
- Après un très bon début d'année pour Global Markets, maintien d'une très bonne performance de FICC en mars mais impact sévère des restrictions apportées par les autorités en Europe au versement de dividendes 2019 (-184 M€)² et de mouvements de marché extrêmes sur Equity & Prime Services

● Classements obligations et crédits syndiqués en 2020¹

Classement en volume et parts de marché



● Volatilité extrême et erratique (Indice VSTOXX)



PNB : 2 953 M€ (-1,9% / 1T19)
 (+4,3% hors impact spécifique des restrictions sur les dividendes 2019)²

- Très forte progression de Corporate Banking (+10,4%) et de Securities Services (+11,8%)
- Bonne résistance d'ensemble de Global Markets (-2,2% hors impact des restrictions sur les dividendes 2019)²

Frais de gestion : 2 393 M€
 (-2,8% / 1T19)

- Effet de ciseau positif de 0,9 pt
- Baisse des coûts liée aux mesures d'économie (développement des plateformes mutualisées et optimisation des processus ...)

Résultat avant impôt : 202 M€

(-60,8% / 1T19)
 (+18,8% hors impact des restrictions sur les dividendes 2019 (-184 M€) et du coût du risque de crédit et de contrepartie lié à la crise sanitaire (-225 M€)²

1. Source : Dealogic Year to date au 17 avril 2020 ; bookrunner ; EMEA : Zone Europe, Moyen-Orient et Afrique ; 2. Tels que définis en diapositives 6 et 12



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 32

CIB : Global Markets - 1T20

Des évolutions très marquées dans un contexte de marché exceptionnel

● Renforcement de FICC avec une forte croissance

- Trimestre très dynamique avec une forte hausse des volumes de clientèle notamment sur les plateformes électroniques
- Rétablissement rapide de la liquidité des marchés et reprise rapide des émissions obligataires après le déclenchement de la crise

● Impact de la crise sur Equity & Prime Services

- Positionnement historique sur les dérivés d'actions et les marchés européens particulièrement affectés par les restrictions apportées par les autorités en Europe au versement de dividendes 2019 (-184 M€)¹ et par les chocs extrêmes sur les marchés
- Diversification de l'activité en cours avec l'intégration du *prime service* et de l'exécution électronique de Deutsche Bank (transferts des premiers clients déjà réalisés)

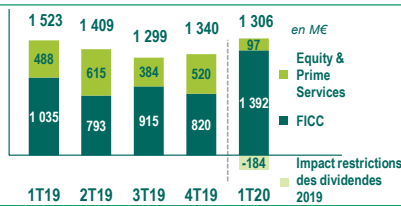
● Obligations Covid-19

BNP Paribas a dirigé trois opérations majeures pour des banques de développement et des organismes publics en vue de financer des projets visant à réduire l'impact économique et social de la crise sanitaire

	1 Md€ Response Bond Emission Inaugurale Joint Lead Manager Mars 2020
	1 Md€ Sustainability Awareness Bond (Capital A&B) Joint Lead Manager Avril 2020
	1 Md€ Social Bond Joint Lead Manager Avril 2020

PNB : 1 306 M€ (-14,3% / 1T19) (-2,2% hors impact spécifique des restrictions sur les dividendes 2019¹)

- FICC (+34,5%) : très forte progression des taux, très bonne croissance du change et des marchés émergents, du crédit et des marchés primaires
- Equity & Prime Services (-80,1% hors impact des restrictions sur les dividendes 2019¹) : bon niveau d'activité de la clientèle sur les dérivés d'actions, mais fort impact en Europe de la dislocation des couvertures du fait d'une volatilité extrême en mars. Stabilité de Prime Services.



1. tel que défini diapositive 6



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 33

CIB : Corporate Banking - 1T20

Très bonne performance et poursuite d'une forte progression de l'activité

● Forte activité soutenue par les capacités de mobilisation du Groupe

- Croissance soutenue des encours moyens de crédits (165 Md€, +17,4% / 1T19)¹; près de 25 Md€ tirés sur les lignes en mars
- Forte mobilisation de Capital Markets qui a dirigé depuis mi-mars :
 - plus de 75 Md€ de lignes de liquidité syndiquées pour les clients en Europe (part finale conservée <15%)²
 - plus de 50% des émissions obligataires d'entreprises *investment grade* en EMEA (~60 Md€ au total pour plus de 40 clients)²
- Evolution très positive des dépôts (155 Md€, +14,3% / 1T19)¹

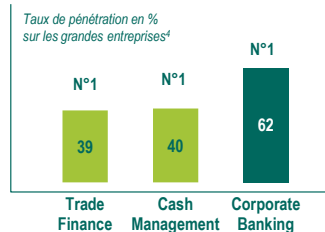
● Positions commerciales renforcées

- N°1 pour les émissions obligataires d'entreprises européennes et n°1 pour les financements syndiqués dans la zone EMEA³
- N°1 sur les grandes entreprises en Europe et position renforcée en Asie : top 5 pour la 1^{ère} fois pour le *cash management* et le *corporate banking*⁴

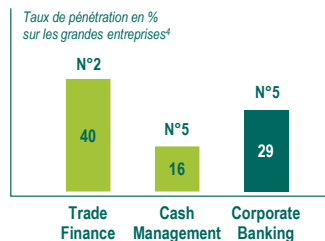
PNB : 1 070 M€ (+10,4% / 1T19)

- Progression dans toute les zones, hausse des commissions (+18% / 1T19)
- Fort développement en Europe avec une très bonne performance de la plateforme Capital Markets (revenus : +24% / 1Q19)
- Bonne résistance des activités de transaction (*cash management* et *trade finance*) au niveau mondial dans un contexte moins porteur (stable / 1Q19)

● Corporate Banking en Europe



● Corporate Banking en Asie



1. Encours moyen trimestriel ; 2. Montant total des opérations finalisées ou en cours entre mi-mars et mi-avril ; 3. Source : Dealogic year to date au 17 avril 2020. Europe, Moyen-Orient et Afrique ; 4. Greenwich Share Leader : European Large Corporate Banking, Cash Management and Trade Finance 1Q2020, Asian Large Corporate Banking & Cash Management 1T20 et Asian Large Corporate Trade Finance 3T19



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 34

CIB : Securities Services - 1T20

Forte progression des revenus ce trimestre

● Poursuite du développement stratégique

- Annonce de l'acquisition de l'activité de banque dépositaire de Banco Sabadell en Espagne¹
- Mise en place d'un partenariat stratégique avec BlackRock pour la fourniture aux gestionnaires d'actifs de services intégrés avec la plateforme Aladdin

● Hausse exceptionnelle des transactions ce trimestre

- Adaptation du dispositif et capacité à absorber le niveau exceptionnel des volumes de transactions (+36,9% / 1T19)
- Réallocation des tâches entre les pays et les 3 zones en fonction de l'évolution internationale de la pandémie

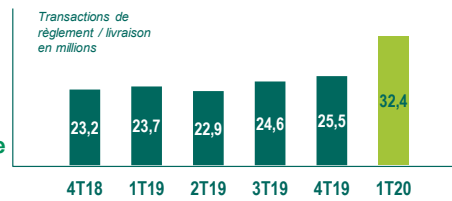
● Actifs en conservation et sous administration

- Hausse des encours moyens (+6,3% / 1T19) mais impact de la baisse des marchés en mars (encours fin de période : -4,8% / 31.03.19)

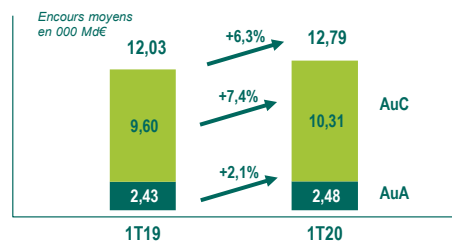
PNB : 577 M€ (+11,8% / 1T19)

- En lien avec la hausse des encours moyens et celle des volumes de transactions
- Poursuite de la croissance dans la zone Asie-Pacifique (+35% / 1T19) et dans la zone Amériques (+40% / 1T19)

● Volumes de transactions



● Actifs en conservation et sous administration



1. Sous réserve de l'accord des autorités réglementaires et des autorisations nécessaires



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 35



BNP PARIBAS

RÉSULTATS DU GROUPE RÉSULTATS DES PÔLES PERSPECTIVES 2020

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 1T20

ANNEXES

Perspectives 2020

- **La crise sanitaire conduit à réviser drastiquement le scénario macroéconomique de 2020**
 - La récession en cours devrait faire place à une reprise très progressive après la fin des mesures de confinement
 - Un retour à des conditions sanitaires normalisées ne peut être attendu avant la fin de l'année
 - Un retour à un niveau de PIB comparable à 2019 n'est pas anticipé avant 2022
- **Les gouvernements et les autorités monétaires ont pris des mesures exceptionnelles pour atténuer l'impact des mesures sanitaires et soutenir la résilience du tissu économique et social. BNP Paribas participe activement à ces actions de support à l'économie**
- Il devrait en résulter une hausse des revenus d'intérêts compensant pour partie le recul des commissions affectées par la crise
- Parallèlement, le Groupe prévoit d'amplifier la baisse des frais de gestion initialement prévue, mais cette baisse pourrait être compensée par la hausse du coût du risque
- Dans ce contexte, et sauf nouvelle crise ou nouveaux développements, le RNPG pourrait en 2020 diminuer de 15% à 20% environ par rapport à 2019



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 37



BNP PARIBAS

RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES

PERSPECTIVES 2020

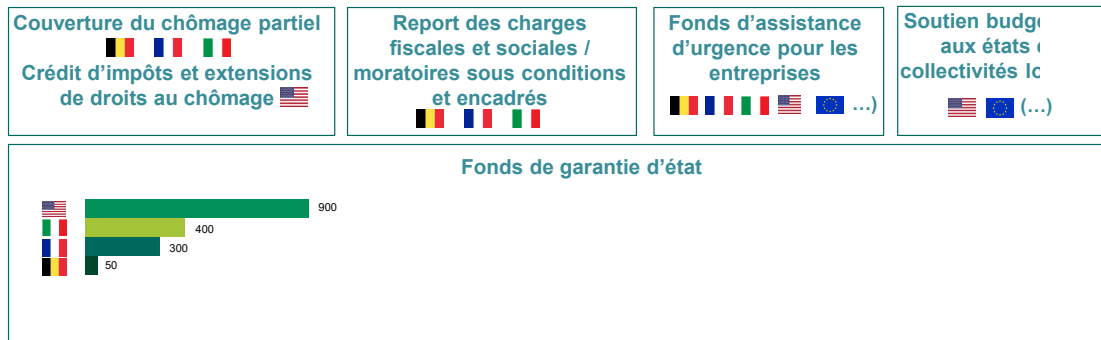
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 1T20

ANNEXES

Crise sanitaire

Mesures extraordinaires pour préserver le tissu économique et social

- Des mesures massives mises en œuvre par les gouvernements pour atténuer les effets court et moyen termes pour les particuliers et les entreprises impactés temporairement par la crise sanitaire.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 39

Un modèle diversifié

Un profil de risque prudent sans concentration sectorielle

- Importante diversification sectorielle : aucun secteur ne représentant plus de 5 % du portefeuille total
- Grande sélectivité à l'origination
- Expositions limitées sur les secteurs considérés comme sensibles

Aviation : 0,9% des engagements bruts totaux¹

- Près de 50% des contreparties notées investment grade²
- 0,4% des encours classés en douteux
- Activités collatéralisées à près de 70%
- Apport de l'amplification de la stratégie 'Originate & distribute'

Hôtel, Tourisme et Loisirs : 0,8% des engagements bruts totaux¹

- Près de 50% des contreparties notées investment grade²
- 2,8% des encours classés en douteux

Distribution non alimentaire (hors e-commerce) : 1,3% des engagements bruts totaux¹

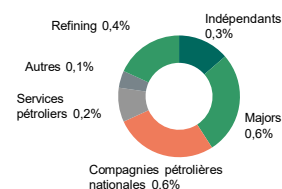
- Près de 60% des contreparties notées investment grade²
- 4,1% de crédit douteux

Transports & stockage (hors shipping) : 3,0% des engagements bruts totaux¹

- Près de 80% des contreparties notées investment grade²
- 3% des encours classés en douteux

Pétrole et gaz : 2,2% des engagements bruts totaux¹

- Près de 80% des contreparties notées Investment grade²
- 1,8% des encours classés en douteux
- Près de 60% des engagements bruts sur les Majors et les compagnies pétrolières nationales
- Bonne couverture par des collatéraux pour les contreparties non investment Grade²
- Rappel** : cession de l'activité « Reserve Based Lending » en 2012 et arrêt du financement des acteurs dont l'activité principale est liée au secteur des hydrocarbures non conventionnels en 2017.



1. Engagements bruts, bilan et hors bilan, non pondérés – Prise en compte de la part finale d'une ligne de crédit en cours de syndication à fin mars 2020; 2. Notation externe ou équivalent interne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 40

Retail Banking and Services - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
Produit net bancaire	7 823	8 096	-3,4%	8 286	-5,6%
Frais de gestion	-5 650	-5 586	+1,2%	-5 274	+7,1%
Résultat Brut d'exploitation	2 172	2 510	-13,5%	3 012	-27,9%
Coût du risque	-1 050	-733	+43,3%	-826	+27,2%
Résultat d'exploitation	1 122	1 777	-36,9%	2 187	-48,7%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	74	108	-31,1%	111	-33,2%
Autres éléments hors exploitation	12	1	n.s.	-4	n.s.
Résultat avant impôt	1 208	1 886	-35,9%	2 294	-47,3%
Coefficient d'exploitation	72,2%	69,0%	+3,2 pt	63,6%	+8,6 pt
Fonds propres alloués (Md€)	55,8	54,3	+2,8%		

Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique, au Luxembourg, en Pologne, chez BancWest et TEB pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 41

Domestic Markets - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
Produit net bancaire	3 913	3 961	-1,2%	4 036	-3,0%
Frais de gestion	-2 970	-2 983	-0,5%	-2 635	+12,7%
Résultat Brut d'exploitation	943	978	-3,5%	1 402	-32,7%
Coût du risque	-313	-307	+1,9%	-254	+23,3%
Résultat d'exploitation	630	671	-6,0%	1 147	-45,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	-6	-92,2%	4	n.s.
Autres éléments hors exploitation	1	1	-52,2%	4	-87,7%
Résultat avant impôt	630	666	-5,4%	1 156	-45,5%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-56	-58	-3,9%	-62	-9,7%
Résultat avant impôt de Domestic Markets	574	608	-5,5%	1 093	-47,5%
Coefficient d'exploitation	75,9%	75,3%	+0,6 pt	65,3%	+10,6 pt
Fonds propres alloués (Md€)	26,0	25,5	+2,2%		

Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 42

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	1 524	1 595	-4,4%	1 569	-2,8%
<i>dont revenus d'intérêt</i>	823	912	-9,8%	889	-7,5%
<i>dont commissions</i>	702	682	+2,8%	679	+3,3%
Frais de gestion	-1 166	-1 186	-1,6%	-1 152	+1,2%
Résultat Brut d'exploitation	358	409	-12,5%	417	-14,1%
Coût du risque	-101	-72	+39,6%	-98	+2,2%
Résultat d'exploitation	257	337	-23,7%	318	-19,1%
Éléments hors exploitation	-1	1	n.s.	6	n.s.
Résultat avant impôt	257	338	-24,1%	324	-20,9%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-35	-34	+2,3%	-32	+7,6%
Résultat avant impôt	222	304	-27,0%	292	-24,0%
Coefficient d'exploitation	76,5%	74,3%	+2,2 pt	73,4%	+3,1 pt
Fonds propres alloués (Md€)	10,6	9,8	+8,2%		

Incluant 100% de la Banque Privée France pour les lignes PNB à Résultat avant impôt (hors effet PEL/CEL)¹

1. Effet PEL/CEL : -13 M€ au 1T20 vs. +2 M€ au 1T19



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 43

DM - Banque De Détail en France

Volumes

<i>Encours moyens en milliards d'euros</i>	1T20	Variation / 1T19	Variation / 4T19
CREDITS	178,1	+5,0%	+0,1%
Particuliers	98,0	+5,5%	+1,0%
Dont Immobilier	87,0	+5,9%	+1,3%
Dont Consommation	11,0	+2,4%	-1,6%
Entreprises	80,1	+4,3%	-0,9%
DEPOTS	191,5	+8,3%	+1,3%
Dépôts à vue	123,9	+13,1%	+2,5%
Comptes d'épargne	62,3	+2,8%	+0,9%
Dépôts à taux de marché	5,4	-20,3%	-16,5%

<i>En milliards d'euros</i>	31.03.20	Variation / 31.03.19	Variation / 31.12.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	91,9	-0,0%	-4,4%
OPCVM	25,7	-30,3%	-24,4%

- **Crédits : +5,0% / 1T19**, bonne progression pour toutes les clientèles, hausse notamment des crédits aux entreprises
- **Dépôts : +8,3% / 1T19**
- **Epargne hors-bilan** : stabilité des encours d'assurance vie / 31.03.19 ; baisse de la valeur des encours d'OPCVM / 31.03.19 en lien avec la baisse des marchés financiers



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 44

DM - BNL banca commerciale - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
Produit net bancaire	659	675	-2,5%	755	-12,8%
Frais de gestion	-465	-470	-1,2%	-450	+3,3%
Résultat Brut d'exploitation	194	205	-5,5%	305	-36,5%
Coût du risque	-120	-165	-27,2%	-109	+10,1%
Résultat d'exploitation	74	40	+83,8%	196	-62,5%
Éléments hors exploitation	0	0	-78,8%	-4	-98,3%
Résultat avant impôt	73	40	+85,2%	191	-61,6%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-10	-10	+0,3%	-10	-1,0%
Résultat avant impôt de BNL bc	64	30	n.s.	181	-65,0%
Coefficient d'exploitation	70,6%	69,6%	+1,0 pt	59,6%	+11,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)	5,3	5,3	+0,2%		

Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 45

DM – BNL banca commerciale

Volumes

Encours moyens en milliards d'euros	1T20	Variation / 1T19	Variation / 4T19
CREDITS	73,0	-4,3%	-0,2%
Particuliers	39,0	-0,6%	+2,3%
Dont Immobilier	25,6	+3,1%	+4,3%
Dont Consommation	5,1	+15,2%	+11,2%
Entreprises	34,0	-8,1%	-2,9%
DEPOTS	48,5	+10,9%	+2,6%
Dépôts Particuliers	32,2	+7,7%	+1,7%
Dont Dépôts à vue	31,9	+7,8%	+1,7%
Dépôts Entreprises	16,3	+18,0%	+4,3%

En milliards d'euros	31.03.20	Variation / 31.03.19	Variation / 31.12.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	22,4	+3,1%	-2,5%
OPCVM	13,5	-11,4%	-12,3%

- **Crédits : -4,3% / 1T19**, stabilité sur le périmètre hors crédit douteux
- **Dépôts : +10,9 % / 1T19**, hausse notamment des dépôts des entreprises
- **Epargne hors-bilan : -6,4 % / 31.12.19**, progression de l'assurance-vie / 1T19, baisse de la valeur des encours d'OPCVM en lien avec la baisse des marchés financiers

1. ...Volumes de crédits sur une base de moyenne journalière, la baisse des crédits est de -3,2% / 1T19 et -0,6% / 4T19 sur une base de fin de trimestre



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 46

DM - Banque De Détail en Belgique - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	885	915	-3,3%	878	+0,8%
Frais de gestion	-830	-844	-1,6%	-560	+48,3%
Résultat Brut d'exploitation	55	71	-23,3%	318	-82,8%
Coût du risque	-54	-34	+60,7%	-5	n.s.
Résultat d'exploitation	0	37	-98,8%	313	-99,9%
Éléments hors exploitation	5	-2	n.s.	8	-35,4%
Résultat avant impôt	5	35	-84,4%	321	-98,3%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-10	-14	-30,9%	-19	-49,6%
Résultat avant impôt de BDDB	-4	21	n.s.	302	n.s.
Coefficient d'exploitation	93,8%	92,2%	+1,6 pt	63,8%	+30,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)	5,7	5,8	-1,6%		

Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 47

DM - Banque De Détail en Belgique

Volumes

<i>Encours moyens en milliards d'euros</i>	1T20	Variation / 1T19	Variation / 4T19
CREDITS	114,0	+5,0%	+1,3%
Particuliers	72,5	+4,9%	+1,3%
Dont Immobilier	53,2	+5,8%	+1,8%
Dont Consommation	0,1	+12,7%	-58,2%
Dont Entrepreneurs	19,2	+2,6%	+0,7%
Entreprises et collectivités publ.	41,5	+5,1%	+1,4%
DEPOTS	134,0	+5,4%	+0,7%
Dépôts à vue	57,6	+10,7%	+2,0%
Comptes d'épargne	73,6	+1,8%	-0,2%
Dépôts à terme	2,8	-1,8%	-3,9%

<i>En milliards d'euros</i>	31.03.20	Variation / 31.03.19	Variation / 31.12.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	24,0	-1,5%	-2,3%
OPCVM	29,0	-6,5%	-12,6%

- **Crédits : +5,0 % / 1T19**, bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises
- **Dépôts : +5,4 % / 1T19**
- **Epargne hors-bilan : -8,2% / 31.12.19**, effet de la baisse des marchés financiers sur la valorisation



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 48

DM - Autres Activités - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	845	776	+9,0%	834	+1,3%
Frais de gestion	-508	-483	+5,2%	-473	+7,6%
Résultat Brut d'exploitation	337	292	+15,3%	362	-6,8%
Coût du risque	-38	-37	+4,7%	-42	-8,8%
Résultat d'exploitation	299	256	+16,8%	320	-6,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-4	-3	+48,9%	-2	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	0	n.s.	0	n.s.
Résultat avant impôt	295	253	+16,3%	318	-7,5%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-2	0	n.s.	-1	n.s.
Résultat avant impôt de autres DM	293	253	+15,9%	318	-7,8%
Coefficient d'exploitation	60,1%	62,3%	-2,2 pt	56,6%	+3,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)	4,4	4,5	-3,5%		

Incluant 100% de la Banque Privée au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 49

DM - BDEL - Personal Investors

● Banque de Détail et des Entreprises Luxembourg (BDEL)

*Encours moyens
en milliards d'euros*

	1T20	Variation / 1T19	Variation / 4T19
CREDITS	11,3	+10,2%	+3,5%
Particuliers	7,2	+8,0%	+1,7%
Entreprises et collectivités publ.	4,2	+14,3%	+6,7%
DEPOTS	23,7	+7,7%	-3,8%
Dépôts à vue	12,6	+10,6%	-4,1%
Comptes d'épargne	9,2	-1,9%	-7,4%
Dépôts à terme	1,9	+53,4%	+24,1%

- Crédits / 1T19 : bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises
- Dépôts / 1T19 : hausse sensible des dépôts à vue et des dépôts à terme

En milliards d'euros

	31.03.20	Variation / 31.03.19	Variation / 31.12.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	1,1	+3,7%	-2,4%
OPCVM	1,5	-4,7%	-12,2%

● Personal Investors

*Encours moyens
en milliards d'euros*

	1T20	Variation / 1T19	Variation / 4T19
CREDITS	0,5	+3,4%	+10,7%
DEPOTS	24,3	+7,9%	+4,8%

- Dépôts / 1T19 : bon niveau de recrutement de clients
- Actifs sous gestion / 31.03.19 : forte collecte compensant l'effet négatif des valorisations ; quasi doublement du nombre d'ordres des particuliers

En milliards d'euros

	31.03.20	Variation / 31.03.19	Variation / 31.12.19
ACTIFS SOUS GESTION	99,2	+1,8%	-10,7%
Ordres Particuliers Europe (millions)	9,0	+92,5%	+83,6%

1. Encours 2019 après transfert d'une partie de l'activité Particuliers vers Entreprises



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 50

DM - Arval - Leasing Solutions - Nickel

Arval

Encours moyens en milliards d'euros	1T20	Variation ¹ / 1T19	Variation ¹ / 4T19
Encours consolidés	21,5	+14,1%	+3,6%
Parc Financé (en milliers de véhicules)	1 322	+8,7%	+1,8%

- Encours consolidés : +14,1%¹ / 1T19, bonne progression dans toutes les géographies
- Parc financé : +8,7%¹ / 1T19, très bonne dynamique commerciale

Leasing Solutions

Encours moyens en milliards d'euros	1T20	Variation ¹ / 1T19	Variation ¹ / 4T19
Encours consolidés	20,6	+0,2%	-3,4%

- Encours consolidés : +3,8%² / 1T19, bonne dynamique commerciale

Nickel

- 1 575 451 comptes ouverts à fin mars 2020 (+28,9% / 31 mars 2019)

1. A périmètre et change constants ; 2. A périmètre et change constants, hors transfert interne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 51

International Financial Services - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
Produit net bancaire	4 053	4 282	-5,4%	4 391	-7,7%
Frais de gestion	-2 766	-2 688	+2,9%	-2 715	+1,9%
Résultat Brut d'exploitation	1 287	1 594	-19,2%	1 675	-23,2%
Coût du risque	-739	-428	+72,5%	-574	+28,8%
Résultat d'exploitation	548	1 165	-53,0%	1 101	-50,2%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	75	113	-34,1%	107	-30,4%
Autres éléments hors exploitation	12	0	n.s.	-8	n.s.
Résultat avant impôt	634	1 279	-50,4%	1 201	-47,2%
Coefficient d'exploitation	68,2%	62,8%	+5,4 pt	61,8%	+6,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)	29,8	28,8	+3,3%		

- **Effets change** : appréciation du dollar compensée par la dépréciation de la livre turque
 - USD/EUR¹ : +3,0% / 1T19, +0,4% / 4T19
 - TRY/EUR¹ : -9,4% / 1T19, -4,7% / 4T19
- **A périmètre et change constants / 1T19**
 - PNB : -5,0%
 - Frais de gestion : +2,5%
 - Résultat avant impôt : -49,0%
- **Rappel sur le 1T20** :
 - Impact des effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque (-220 M€)²
 - Impact comptable spécifique lié à la crise sanitaire sur les revenus d'Assurance (-384 M€)²

1. Cours moyens ; 2. Tels que définis diapositive 6 et 12



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 52

IFS - Personal Finance - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
Produit net bancaire	1 475	1 427	+3,4%	1 485	-0,7%
Frais de gestion	-787	-770	+2,3%	-721	+9,2%
Résultat Brut d'exploitation	688	656	+4,8%	764	-10,0%
Coût du risque	-582	-329	+76,8%	-370	+57,3%
Résultat d'exploitation	105	327	-67,8%	394	-73,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	8	13	-41,1%	-9	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	0	-90,8%	-11	n.s.
Résultat avant impôt	113	340	-66,7%	374	-69,7%
Coefficient d'exploitation	53,4%	54,0%	-0,6 pt	48,6%	+4,8 pt
Fonds propres alloués (Md€)	8,1	7,8	+3,9%		

● **A périmètre et changes constants / 1T19**

- PNB : +5,1%
- Frais de gestion : +3,7%
- Résultat d'exploitation : +6,7%
- Résultat avant impôt : -66,7%

● **Rappel sur le 1T20 :**

- Impact des effets anticipés de la crise sanitaire sur le coût du risque (-189 M€)¹

1. tel que définis diapositive 12



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 53

IFS - Personal Finance

Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	1T20	Variation / 1T19		Variation / 4T19	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants
ENCOURS CONSOLIDES	95,0	+4,4%	+5,6%	+0,9%	+1,2%
ENCOURS GERES (1)	110,4	+4,7%	+6,7%	+1,5%	+1,9%

(1) Intégrant 100% des encours des filiales non détenues à 100% ainsi que des partenariats

● **Coût du risque / encours (y compris provisions ex-ante du 1T20 enregistrées en France pour l'ensemble du périmètre)**

Coût du risque annualisé / encours début de période	1T19	2T19	3T19	4T19	1T20
France	0,92%	0,52%	1,08%	0,41%	4,45%
Italie	1,73%	1,48%	1,75%	2,21%	1,73%
Espagne	1,81%	2,09%	1,78%	1,95%	2,05%
Autres Europe de l'Ouest	1,13%	1,03%	1,15%	1,39%	1,30%
Europe de l'Est	1,52%	1,50%	2,15%	2,27%	1,99%
Brésil	5,18%	3,44%	6,98%	5,05%	4,64%
Autres	2,14%	1,94%	1,63%	2,22%	3,49%
Personal Finance	1,45%	1,23%	1,54%	1,56%	2,40%



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 54

IFS - Europe Méditerranée - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	665	665	-0,1%	702	-5,3%
Frais de gestion	-490	-456	+7,5%	-459	+6,7%
Résultat Brut d'exploitation	175	210	-16,7%	243	-28,0%
Coût du risque	-86	-77	+12,7%	-113	-23,9%
Résultat d'exploitation	89	133	-33,5%	129	-31,6%
Éléments hors exploitation	58	53	+9,8%	69	-15,5%
Résultat avant impôt	147	186	-21,2%	198	-26,0%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-3	-1	n.s.	-1	+86,6%
Résultat avant impôt	144	185	-22,4%	197	-26,8%
Coefficient d'exploitation	73,7%	68,5%	+5,2 pt	65,4%	+8,3 pt
Fonds propres alloués (Md€)	5,3	5,3	+0,8%		

Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

● Effet change lié à la dépréciation de la livre turque

- TRY/EUR¹ : -9,4% / 1T19, -4,7% / 4T19

● A périmètre et changes constants / 1T19

- PNB² : +1,6%
- Frais de gestion² : +5,9%
- Résultat avant impôt³ : -12,8%

1. Cours moyens ; 2. Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie et en Pologne ; 3. Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie et en Pologne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

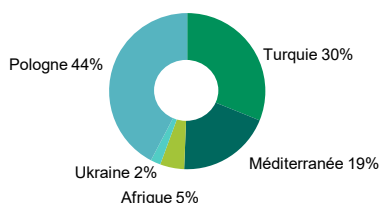
Résultats au 31.03.20 | 55

IFS - Europe Méditerranée

Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	1T20	Variation / 1T19		Variation / 4T19	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants
CREDITS	38,8	+2,6%	+5,0%	+0,8%	+2,7%
DEPOTS	42,3	+4,5%	+6,6%	+2,7%	+4,7%

● Répartition géographique des encours de crédit 1T20



● Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	1T19	2T19	3T19	4T19	1T20
Turquie	1,78%	2,04%	2,11%	1,68%	1,24%
Ukraine	-0,40%	-0,36%	0,68%	-0,71%	-0,13%
Pologne	0,12%	0,47%	0,20%	0,68%	0,73%
Autres	0,65%	0,50%	1,51%	1,30%	0,64%
Europe Méditerranée	0,75%	0,96%	1,10%	1,10%	0,85%

● TEB : une banque solide et bien capitalisée

- Ratio de solvabilité¹ de 15,5% au 31.03.20
- Très largement auto-financée
- 1,4% des encours de crédit du Groupe au 31.03.20

1. Capital Adequacy Ratio (CAR)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 56

IFS - BancWest - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	611	569	+7,3%	611	-0,0%
Frais de gestion	-465	-442	+5,2%	-406	+14,6%
Résultat Brut d'exploitation	146	127	+14,6%	205	-29,0%
Coût du risque	-62	-18	n.s.	-84	-25,6%
Résultat d'exploitation	83	109	-23,4%	121	-31,3%
Éléments hors exploitation	0	0	+3,0%	-5	-99,8%
Résultat avant impôt	83	109	-23,4%	116	-28,4%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-5	-8	-35,0%	-6	-14,7%
Résultat avant impôt	78	101	-22,5%	110	-29,1%
Coefficient d'exploitation	76,2%	77,7%	-1,5 pt	66,4%	+9,8 pt
Fonds propres alloués (Md€)	5,7	5,3	+7,4%		

Incluant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

● Effet change USD / EUR¹ : +3,0% / 1T19, +0,4% / 4T19

● A périmètre et change constants / 1T19

- PNB² : +3,4%
- Frais de gestion² : +1,4%
- Résultat avant impôt³ : -22,5%

1. Cours moyens ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux Etats-Unis



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 57

IFS - BancWest

Volumes

<i>Encours moyens en milliards d'euros</i>	1T20	Variation / 1T19		Variation / 4T19	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants
CREDITS	56,6	+5,9%	+1,5%	+0,7%	+0,3%
Particuliers	24,3	+6,2%	-0,1%	-1,3%	-1,7%
Dont Immobilier	10,4	+5,3%	+2,3%	-0,9%	-1,3%
Dont Consommation	14,0	+6,8%	-1,7%	-1,6%	-2,0%
Immobilier commercial	15,1	+1,9%	-1,1%	-1,4%	-1,8%
Crédits aux Entreprises	17,1	+9,4%	+6,2%	+5,9%	+5,5%
DEPOTS	60,0	+11,7%	+8,5%	+0,5%	+0,1%
Dépôts clientèle	54,9	+12,3%	+9,0%	+0,6%	+0,1%

● A périmètre et change constants / 1T19

- **Crédits** : +1,5% / 1T19, hausse des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises
- **Dépôts** : +8,5% / 1T19, hausse de +9,0% des dépôts hors dépôts de la clientèle



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 58

IFS - Assurance et GIP¹ – 1T20

Activité

En milliards d'euros	31.03.20	31.03.19	Variation / 31.03.19	31.12.19	Variation / 31.12.19
Actifs sous gestion (en Md€)	1 037,9	1 075,2	-3,5%	1 122,9	-7,6%
Gestion d'actifs	408	421	-3,1%	440	-7,2%
Wealth Management	359	377	-4,6%	393	-8,6%
Real Estate	29	29	-0,3%	30	-3,8%
Assurance	241	248	-2,8%	260	-7,0%

	1T20	1T19	Variation / 1T19	4T19	Variation / 4T19
Collecte nette (en Md€)	9,2	3,0	n.s.	6,5	+42,2%
Gestion d'actifs	6,2	-0,5	n.s.	1,5	n.s.
Wealth Management	2,3	1,1	+98,5%	4,2	-46,1%
Real Estate	1,3	0,3	n.s.	0,4	n.s.
Assurance	-0,6	2,1	n.s.	0,4	n.s.

● Actifs sous gestion :

- Effet performance : -90,9 Md€, avec la forte baisse des marchés financiers
- Collecte nette : +9,2 Md€, bonne collecte nette notamment dans les métiers Wealth Management et Asset Management ; bonne collecte nette en unités de compte dans le métier Assurance

1. Asset Management, Wealth Management et Real Estate



BNP PARIBAS

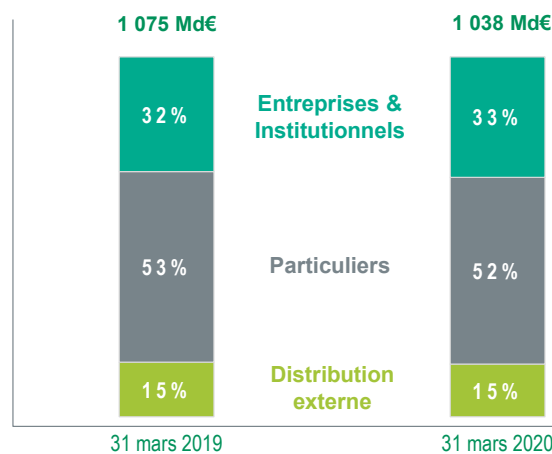
La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 59

IFS - Assurance & GIP¹

Répartition des actifs par origine de clientèle

● Répartition des actifs par origine de clientèle



1. Asset Management, Wealth Management et Real Estate



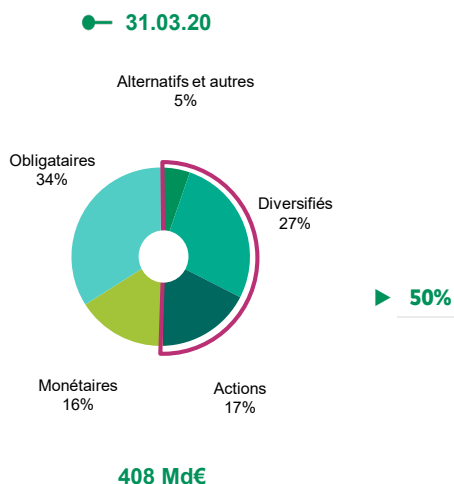
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 60

IFS - Asset Management

Ventilation des actifs gérés



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 61

IFS - Assurance - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
Produit net bancaire	579	874	-33,7%	654	-11,5%
Frais de gestion	-393	-389	+0,9%	-380	+3,4%
Résultat Brut d'exploitation	186	484	-61,6%	274	-32,1%
Coût du risque	1	-2	n.s.	-1	n.s.
Résultat d'exploitation	187	482	-61,2%	273	-31,5%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	37	-98,6%	30	-98,2%
Autres éléments hors exploitation	9	0	n.s.	0	n.s.
Résultat avant impôt	197	520	-62,1%	304	-35,3%
Coefficient d'exploitation	67,9%	44,6%	+23,3 pt	58,1%	+9,8 pt
Fonds propres alloués (Md€)	8,6	8,4	+2,4%		

● Provisions techniques : -0,8% / 31.03.19

● Rappel sur le 1T20: Impact comptable spécifique sur le PNB lié à la crise sanitaire (-384 M€)¹

1. Tel que défini diapositive 6



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 62

IFS - Gestion Institutionnelle & Privée - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	743	766	-3,0%	957	-22,3%
Frais de gestion	-642	-641	+0,2%	-760	-15,5%
Résultat Brut d'exploitation	101	125	-19,1%	197	-48,7%
Coût du risque	-9	-2	n.s.	-6	+65,5%
Résultat d'exploitation	92	123	-25,3%	191	-52,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	11	10	+10,5%	25	-57,6%
Autres éléments hors exploitation	0	0	n.s.	-1	-97,7%
Résultat avant impôt	102	132	-22,7%	216	-52,6%
Coefficient d'exploitation	86,4%	83,7%	+2,7 pt	79,4%	+7,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)	2,1	2,0	+1,2%		



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 63

Corporate and Institutional Banking - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	2 953	3 008	-1,9%	3 101	-4,8%
Frais de gestion	-2 393	-2 463	-2,8%	-2 229	+7,3%
Résultat Brut d'exploitation	560	545	+2,6%	871	-35,8%
Coût du risque	-363	-32	n.s.	-80	n.s.
Résultat d'exploitation	197	513	-61,7%	791	-75,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3	2	+46,1%	4	-15,5%
Autres éléments hors exploitation	2	-2	n.s.	6	-70,5%
Résultat avant impôt	202	514	-60,8%	801	-74,8%
Coefficient d'exploitation	81,0%	81,9%	-0,9 pt	71,9%	+9,1 pt
Fonds propres alloués (Md€)	22,3	20,7	+7,6%		

● Rappel pour le 1T20:

- Impact de la crise sanitaire sur le coût du risque (-225 M€)¹
- Impact sur le PNB lié aux restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019 (-184 M€)¹

1. Tels que définis diapositive 6 et 12



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 64

Corporate and Institutional Banking

Global Markets - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20 / 4T19
Produit net bancaire	1 306	1 523	-14,3%	1 340	-2,6%
dont FICC	1 392	1 035	+34,5%	820	+69,8%
dont Equity & Prime Services	-87	488	n.s.	520	n.s.
Frais de gestion	-1 162	-1 276	-8,9%	-1 117	+4,0%
Résultat Brut d'exploitation	143	248	-42,0%	223	-35,6%
Coût du risque	-161	3	n.s.	0	n.s.
Résultat d'exploitation	-17	251	n.s.	222	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	n.s.	0	+41,8%
Autres éléments hors exploitation	0	1	n.s.	6	n.s.
Résultat avant impôt	-17	252	n.s.	229	n.s.
Coefficient d'exploitation	89,0%	83,7%	+5,3 pt	83,4%	+5,6 pt
Fonds propres alloués (Md€)	8,4	7,7	+9,1%		

PNB

- 2,2 % / 1T19 hors impact au 1T20 des restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019 (-184 M€)¹
- Equity & Prime Services : +97 M€ ce trimestre hors l'impact au 1T20 restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019¹

Baisse des frais de gestion

- Coût du risque** : hausse du coût du risque de contrepartie ce trimestre avec les effets de la crise sanitaire sur les marchés

- Fonds propres alloués** : +9,1% / 1T19, hausse en lien avec les chocs extrêmes de fin mars

1. Tels que définis diapositive 6



BNP PARIBAS

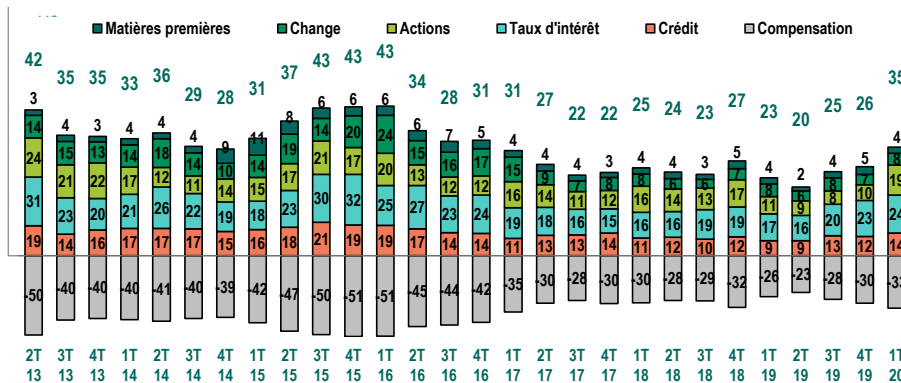
La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 65

Corporate and Institutional Banking

Risques de marché - 1T20

VaR (1 jour, 99%) moyenne



Hausse de la VaR ce trimestre¹

- Une hausse de la VaR, constatée essentiellement à partir de la mi-mars, expliquée principalement par le choc de volatilité sur les marchés d'actions
- Dans un contexte exceptionnel de dislocation des marchés, 9 événements de *back-testing* constatés ce trimestre
- 31 événements enregistrés depuis le 01.01.2007, soit un peu plus de 2 par an sur longue période incluant des crises, en ligne avec le modèle interne de calcul de la VaR (1 jour, 99%)

1. VaR calculée pour le suivi des limites de marché



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 66

Corporate and Institutional Banking

Corporate Banking - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	1 070	969	+10,4%	1 210	-11,6%
Frais de gestion	-748	-724	+3,4%	-668	+12,0%
Résultat Brut d'exploitation	321	245	+31,3%	541	-40,7%
Coût du risque	-201	-35	n.s.	-80	n.s.
Résultat d'exploitation	121	210	-42,5%	461	-73,8%
Éléments hors exploitation	3	3	+20,3%	3	+3,8%
Résultat avant impôt	124	213	-41,8%	464	-73,3%
Coefficient d'exploitation	70,0%	74,7%	-4,7 pt	55,2%	+14,8 pt
Fonds propres alloués (Md€)	13,0	12,2	+6,6%		

- **PNB** : progression dans toute les zones
- **Bonne maîtrise des frais de gestion** :
 - Hausse en lien avec le développement de l'activité
 - Effet de ciseaux largement positif (+7 pts)
- **Hausse du coût du risque** : en lien notamment avec l'anticipation des effets de la crise sanitaire quelques dossiers spécifiques
- **Fonds propres alloués** : +6,6% / 1T19 : hausse en lien avec la croissance des encours



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 67

Corporate and Institutional Banking

Securities Services - 1T20

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20/ 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Produit net bancaire	577	516	+11,8%	551	+4,8%
Frais de gestion	-482	-463	+4,1%	-444	+8,7%
Résultat Brut d'exploitation	95	53	+78,9%	107	-11,6%
Coût du risque	-2	-1	n.s.	0	n.s.
Résultat d'exploitation	93	52	+78,3%	108	-13,5%
Éléments hors exploitation	2	-3	n.s.	0	n.s.
Résultat avant impôt	95	50	+91,3%	108	-12,1%
Coefficient d'exploitation	83,6%	89,7%	-6,1 pt	80,5%	+3,1 pt
Fonds propres alloués (Md€)	0,9	0,8	+8,6%		

	31.03.20	31.03.19	Variation / 31.03.19	31.12.19	Variation / 31.12.19
Securities Services					
Actifs en conservation (en Md€)	9 567	9 997	-4,3%	10 542	-9,2%
Actifs sous administration (en Md€)	2 334	2 501	-6,7%	2 512	-7,1%
	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20 / 4T19
Nombre de transactions (en millions)	32,4	23,7	+36,9%	25,5	+27,1%












BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 68

Corporate and Institutional Banking

Transaction - 1T20

 SIEMENS	 United States – AT&T Inc. USD 2.995bn 4.00% 29.25 NC5.25 Sr. Unsecured Notes. Largest Ever Corporate Formosa Transaction to date Lead Structuring Agent and Joint Bookrunner Manager February 2020
 Société du Grand Paris	 Chile – Republic of Chile EUR 1.96 billion dual-tranche Green Bonds transaction, the second EUR-denominated offering by a Latin American issuer in 2020 (both led by BNP Paribas) EUR Liability management Joint Bookrunner - January, 2020
 AIRBUS	 Korea – Korea Housing Finance Corporation EUR 1bn – 0.010% Social Covered bonds due 5 February 2025 Joint Global Coordinator January 2020
 Unilever	 China – Bank of China Limited USD 2.82bn – PerpNC5 Basel III compliant Additional Tier 1 Offshore Preference Shares Joint Bookrunner and Joint Lead Manager February 2020
	 India – Bharti Airtel Limited INR 144 bn QIP – Joint Book Running Lead Manager USD 1 bn FCCB – Joint Global Coordinator and Joint Bookrunner January 2020



La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 69

Corporate and Institutional Banking

Classements et « Awards » - 1T20

Global Markets :

- N°1 All Bonds in Euros by volume and number of deal (Dealogic, Year to date¹)
- N°1 All Global Green Bonds in Euros and n°2 European FIC DCM by volume (Dealogic, Year to date)
- "Lead Manager of the Year for Corporate Green Bonds" (Environmental Finance Awards 2020)
- "ABS Bank of the Year" and "Corporate Securitization and Financing House of the Year" (Global Capital, March 2020)

Securities Services :

- "Best Global Custodian in Asia Pacific" (Asia Asset Management Awards, January 2020)

Corporate Banking :

- N°1 EMEA Syndicated Loans Bookrunner by volume and number of deals (Dealogic, Year to date)
- N°1 European Corporate Investment Grade DCM by volume and number of deals (Dealogic, Year to date)
- N°1 in European Large Corporate Banking and N°1 in European Large Corporate Cash Management (Greenwich Share Leaders, January 2020)
- Top 5 Asian Large Corporate Banking and Cash Management for the first time (Greenwich Share Leaders, 2020)



1. Cumulé 2020 au 17 Avril 2020



La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 70

Autres Activités - 1T20

En millions d'euros	1T20	1T19	4T19
Produit net bancaire	126	37	-45
Frais de gestion	-114	-400	-529
<i>Dont coûts de transformation, coûts de renforcement IT, coûts de restructuration et coûts d'adaptation</i>	-79	-206	-420
Résultat Brut d'exploitation	12	-363	-574
Coût du risque	-13	-4	-60
Résultat d'exploitation	-1	-367	-634
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	18	24	14
Autres éléments hors exploitation	381	623	62
Résultat avant impôt	398	280	-558

● Revenus

- Réévaluation du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (DVA) : +70 M€

● Frais de gestion

- Coûts de restructuration¹ : -38 M€ (-38 M€ au 1T19)
- Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ² : -8 M€ (0 M€ au 1T19)
- Coûts de renforcement IT : -34 M€ (0 M€ au 1T19)
- Coûts de transformation des métiers : 0 M€ au 1T20 (-168 M€ au 1T19)

● Autres éléments hors exploitation

- Plus-value de cession de deux immeubles : +381 M€
- Rappel 1T19 :
 - Plus-value de cession de 14,3% de SBI Life : +838 M€ au 1T19
 - Dépréciations de survaleurs : -318 M€

1. . Liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et à l'arrêt ou restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ; 2. Liés notamment à BancWest, Wealth Management et CIB



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 71



BNP PARIBAS

RÉSULTATS DU GROUPE
 RÉSULTATS DES PÔLES
 PERSPECTIVES 2020
 RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 1T20
ANNEXES

Nombre d'actions et Bénéfice par Action

● Nombre d'actions

<i>en millions</i>	31-mars-20	31-déc.-19
Nombre d'actions (fin de période)	1 250	1 250
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période)	1 249	1 249
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 248	1 248

● Bénéfice Net par Action

<i>en millions</i>	31-mars-20	31-mars-19
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 248	1 247
Résultat net part du Groupe	1 282	1 918
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-116	-100
Effet change sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée remboursés	0	0
Résultat net part du Groupe, après rémunération et effet change sur TSSDI	1 166	1 818
Bénéfice Net par Action (BNA) en euros	0,93	1,46



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 73

Ratios de fonds propres et Actif net par Action

● Ratios de Fonds propres

	31-mars-20	31-déc.-19
Ratio de solvabilité global (a)	15,5%	15,5%
Ratio Tier 1 (a)	13,4%	13,5%
Ratio Common equity Tier 1 (a)	12,0%	12,1%

(a) CRD4, sur la base des risques pondérés à 697 Md€ au 31.03.2020 et à 669 Md€ au 31.12.2019.

● Actif Net par Action

<i>en millions d'euros</i>	31-mars-20	31-déc.-19	
Capitaux propres part du Groupe	109 037	107 453	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres (gains et pertes latents ou différés)	970	2 145	
dont Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	10 296	8 689	(2)
dont rémunération nette d'impôts à verser sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	65	90	(3)
Actif Net Comptable (a)	98 676	98 674	(1)-(2)-(3)
Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	11 562	11 669	
Actif Net Comptable Tangible (a)	87 114	87 005	
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période) en millions	1 249	1 249	
Actif Net Comptable par Action (euros)	79,0	79,0	
dont actif net comptable par action non réévalué (euros)	78,2	77,3	
Actif Net Comptable Tangible par Action (euros)	69,7	69,7	

(a) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 74

Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents

Calcul de la rentabilité des fonds propres

en millions d'euros	31-mars-20	31-déc-19
Résultat net part du Groupe (RNP)	1 282	8 173
Éléments exceptionnels (a)	206	-242
	dont Eléments exceptionnels (non annualisés)	256
	dont coûts de renforcement IT, adaptation et de restructuration (annualisés)	-50
Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) et taxes après impôts	-1 017	
RNP non retraité des éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisées (b)	7 611	8 173
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) et effet change	-475	-428
Impact des coûts de renforcement IT, adaptation et de restructuration (annualisés)	-200	
RNP pour le calcul du ROE / ROTE (c)	6 936	7 745
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROE (d)	98 418	90 770
Rentabilité des fonds propres	7,0%	8,5%
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROTE (e)	86 803	78 801
Rentabilité des fonds propres tangibles	8,0%	9,8%

(a) cf. diapositive 9 ; (b) RNP retraité annualisé au 31 mars 2020, (6) = 4 * [(1)-(2)-(5)] + (3) + (5) ; (c) RNP retraité annualisé au 31 mars 2020 ; (d) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 31 mars 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende) ; (e) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 31 mars 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition).

Capitaux permanents part du Groupe non réévalués utilisés pour le calcul du ROE / ROTE

en millions d'euros	31-mars-20	31-déc-19
Actif Net Comptable	98 676	98 674
dont variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres (gains latents ou différés)	970	2 145
dont dividende 2019 non encore distribué	3 472	3 871
dont hypothèse de distribution de dividende 2020	6 279	
Annualisation du résultat retraité (a)	-206	
Annualisation des coupons courus non échus		
Capitaux propres permanents part du Groupe, non réévalués, utilisés pour le calcul du ROE (b)	100 307	92 658
Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	11 562	11 669
Capitaux propres permanents tangibles part du Groupe, non réévalués, utilisés pour le calcul du ROTE (b)	88 745	80 989
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROE (c)	98 418	90 770
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROTE (d)	86 803	78 801

(a) 3 * (RNP du 1T20, hors éléments exceptionnels à l'exclusion des coûts de renforcement IT, d'adaptation et de restructuration, et hors contribution au FRU et taxes après impôts) ; (b) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI ; (c) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 31 mars 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende) ; (d) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 31 mars 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition).



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 75

Un bilan de qualité

Créances douteuses / encours bruts

	31-mars-20	31-déc-19
Créances douteuses (a) / encours bruts (b)	2,1%	2,2%

(a) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres ; (b) Encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

Taux de couverture

en milliards d'euros	31-mars-20	31-déc-19
Provisions (a)	17,3	17,1
Engagements douteux (b)	23,7	23,1
Taux de couverture Stage 3	73,2%	74,0%

(a) Dépréciations stage 3 ; (b) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

Ratio de liquidité et Réserve de liquidité immédiatement disponible

	31-mars-20	31-déc-19
Ratio de liquidité (Liquidity Coverage Ratio)	130%	125%
Réserve de liquidité immédiatement disponible (Mdc) (a)	339	309

(a) Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (counterbalancing capacity) tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 76

Ratio common equity Tier 1

● Ratio common equity Tier 1 de Bâle 3¹ (passage des fonds propres comptables aux fonds propres prudentiels)

en Milliards d'euros	31-mars-20 ²	31-déc.-19
Capitaux propres	113,5	111,8
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-10,3	-8,7
Projet de distribution de dividende 2019		-3,9
Projet de distribution de dividende 2020	-0,6	
Ajustements réglementaires sur capitaux propres ³	-3,3	-2,0
Ajustements réglementaires sur intérêts minoritaires	-2,6	-2,6
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	-11,3	-11,4
Impôts différés actifs sur déficits reportables	-0,4	-0,4
Autres ajustements réglementaires	-1,0	-1,0
Déduction des engagements de paiement irrévocable ⁴	-0,7	-0,6
Fonds propres Common Equity Tier One	83,3	81,2
Actifs pondérés	697	669
Ratio Common Equity Tier 1	12,0%	12,1%

1. CRD4 ; 2. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 437bis du Règlement (UE) n° 2017/2395) et à la décision du conseil d'administration du 2 avril 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 (recommandation BCE du 27 mars 2020 - sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020) ; 3. Y compris Prudent Valuation Adjustment et disposition transitoire IFRS 9 ; 4. Nouvelle consigne générale du SSM



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 77

Ressources de marché à moyen / long terme Programme 2020

Programme 2020 de refinancement MLT¹ : 35 Md€

● Émissions réglementaires MLT 2020 : 17 Md€

- Instruments de capital : 4 Md€, dont 2,9 Md€ réalisés²
 - AT1 : émission le 18.02.20 de 1,75 Md\$, Perp NC10³, coupon de 4,50% s.a. , équiv. mid-swap€+251 pb,
 - Tier 2 : émission le 08.01.20 de 1 Md€, 12NC7⁴, à mid-swap+120 pb
- Dette Senior Non Préférée : 13 Md€, dont 6,2 Md€ d'émissions réalisées²
 - 2 Md\$ (1,8 Md€) le 06.01.20, 11NC10, US Treasuries+125 pb
 - 850 M£ (1 Md€) le 07.01.20, à 7,9 ans, UKT+130 pb
 - 300 M AUD (185 M€) le 10.01.20, dual tranche à taux fixe et taux flottant à 7,5 ans, coupon de 2,50% s.a. / BBSW 3M+135 pb
 - 1,25 Md€ le 12.02.20, 8NC7, à mid-swap€+73pb
 - 180 M CHF (169 M€) le 13.02.20, 8NC7, à mid-swap CHF+67pb
 - 1,25 Md€, le 14.04.20, 9NC8, à mid-swap€+135pb

● Autres Dettes Senior : 18 Md€

- Produits structurés (Senior Préférée) : ~15 Md€
- Financements sécurisés et financements sur les marchés locaux : ~3 Md€

⚙️ Plus de 53% du programme de funding réglementaire réalisé au 23 avril 2020

1. Sous réserve des conditions de marché, montants indicatifs ; 2. Au 23 Avril 2020 ; 3. Perpétuel, avec une option de rachat à 10 ans puis tous les 5 ans ; 4. Échéance à 12 ans avec une seule option de rachat à 7 ans ;



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

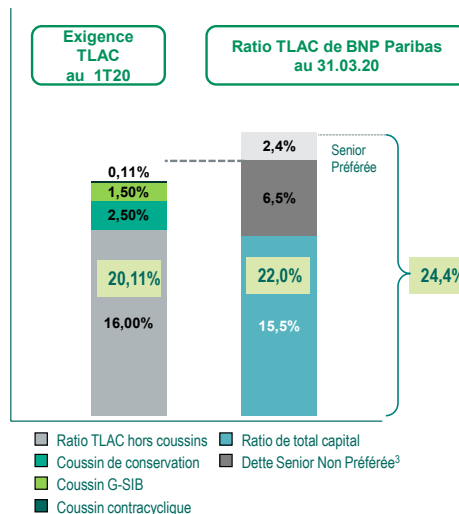
Résultats au 31.03.20 | 78

Ratio TLAC: ~2% au-dessus de l'exigence sans utiliser la dette Senior Préférée

- **Exigence TLAC au 1T20 : 20,11% des RWA**
 - Incluant le coussin de conservation des fonds propres, le coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB buffer) et le coussin de fonds propres contracyclique, en baisse de 6pb par rapport à fin 2019
 - Exigence à 20,02% au 2T20, du fait notamment de la suppression du coussin contracyclique en France
- **Exigence TLAC au 1T20 : 6% des expositions de levier**

Ratio TLAC de BNP Paribas au 31.03.2020¹ :

- ✓ **22,0% des RWA² :**
 - ✓ Total capital de 15,5% au 31 mars 2020
 - ✓ 6,5% de dette senior non préférée³
- ✓ **6,4% des expositions de levier²**



1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 17 188 millions d'euros au 31 mars 2020) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés. 2. Le ratio TLAC s'élève à 22,0% des RWA et 6,4% des expositions de levier, sans utilisation de cette option. Si BNP Paribas l'utilisait, le ratio s'élèverait à 24,4% des RWA et 7,2% des expositions de levier. 3. Capital restant dû et autres ajustements réglementaires, dont fraction amortie des instruments de Tier 2 ayant une échéance résiduelle supérieure à 1 an.



BNP PARIBAS

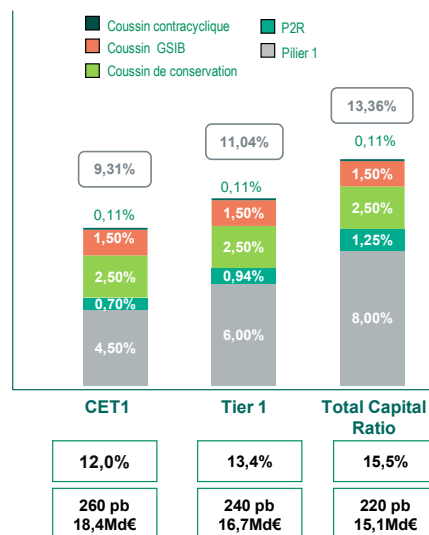
La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 79

Calcul de la distance aux restrictions de distributions

- **Rappel : Le Pilier 2 est composé:**
 - De l'exigence Pilier 2 (P2R), publique, applicable aux ratios de CET1, Tier 1 et Total Capital
 - De la recommandation Pilier 2 (P2G), non publique, non applicable pour le calcul des restrictions applicables aux distributions
- **Exigences de Fonds Propres au 1T20¹:**
 - CET1 : 9,31%
 - Tier 1 : 11,04%
 - Total Capital : 13,36%
- **Distance au 31 mars 2020² aux restrictions applicables aux distributions, égale au plus petit des trois montants : 15,1 Md€**

Exigence de Fonds Propres au 1T20¹



1. Y compris un coussin contracyclique de 11pb ; 2. Telle que définie dans l'article 141 de la CRD4 ; 3. Calculée sur la base de 697Md€ d'actifs pondérés au 31.03.20



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 80

Coût du risque sur encours (1/2)

	2017	2018	1T19	2T19	3T19	4T19	2019	1T20
Domestic Markets*								
Encours début de trimestre (en Md€)	362,3	401,3	411,0	412,6	416,4	416,1	414,0	422,1
Coût du risque (en M€)	1 356	1 046	307	214	245	254	1 021	313
Coût du risque (en pb, annualisé)	37	26	30	21	24	24	25	30
BDDF*								
Encours début de trimestre (en Md€)	155,9	185,2	189,2	189,8	191,2	191,4	190,4	195,1
Coût du risque (en M€)	331	288	72	83	75	98	329	101
Coût du risque (en pb, annualisé)	21	16	15	17	16	21	17	21
BNL bc*								
Encours début de trimestre (en Md€)	78,3	78,6	78,0	77,6	77,1	75,9	77,2	74,8
Coût du risque (en M€)	871	592	165	107	109	109	490	120
Coût du risque (en pb, annualisé)	111	75	85	55	56	57	64	64
BDDB*								
Encours début de trimestre (en Md€)	100,4	106,4	111,0	111,9	114,5	114,6	113,0	117,3
Coût du risque (en M€)	65	43	34	-3	20	5	55	54
Coût du risque (en pb, annualisé)	6	4	12	-1	7	2	5	18

* Avec la Banque Privée à 100%



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 81

Coût du risque sur encours (2/2)

Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2017	2018	1T19	2T19	3T19	4T19	2019	1T20
BancWest*								
Encours début de trimestre (en Md€)	64,9	51,3	53,7	54,5	54,7	57,5	55,1	55,4
Coût du risque (en M€)	111	70	18	2	43	84	148	62
Coût du risque (en pb, annualisé)	17	14	14	2	32	58	27	45
Europe Méditerranée*								
Encours début de trimestre (en Md€)	38,2	37,7	40,6	40,7	40,4	41,1	40,7	40,6
Coût du risque (en M€)	259	308	77	97	112	113	399	86
Coût du risque (en pb, annualisé)	68	82	75	96	110	110	98	85
Personal Finance								
Encours début de trimestre (en Md€)	68,7	84,3	90,9	93,7	94,7	94,7	93,5	97,0
Coût du risque (en M€)	1 009	1 186	329	289	366	370	1 354	582
Coût du risque (en pb, annualisé)	147	141	145	123	154	156	145	240
CIB - Corporate Banking								
Encours début de trimestre (en Md€)	123,5	132,6	138,0	146,0	150,2	148,0	145,6	153,1
Coût du risque (en M€)	70	31	35	21	88	80	223	201
Coût du risque (en pb, annualisé)	6	2	10	6	23	22	15	52
Groupe**								
Encours début de trimestre (en Md€)	738,6	788,4	807,9	826,3	836,4	837,8	827,1	846,4
Coût du risque (en M€)	2 907	2 764	769	621	847	966	3 203	1 426
Coût du risque (en pb, annualisé)	39	35	38	30	41	46	39	67

* Avec la Banque Privée à 100%; ** Y compris coût du risque des activités de marché, International Financial Services et Autres Activités



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 82

Actifs pondérés Bâle 3

● Actifs pondérés Bâle 3¹ : 697 Md€ au 31.03.20 (669 Md€ au 31.12.19)

En Md€	31.03.20	31.12.19
Risque de Crédit ²	531	524
Risque Opérationnel	69	69
Risque de Contrepartie	41	30
Risque Marché / Change	26	19
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	14	11
Autres ³	16	16
Total des actifs pondérés Bâle 3¹	697	669

1. CRD4 ; 2. Impact des actifs pondérés liés au risque assurance 27,8 Md€ au 4T19 et 24,3 Md€ au 1T20 ; 3. Inclut les DTA et les participations significatives dans les entités du secteur financier, sujets à une pondération de 250%



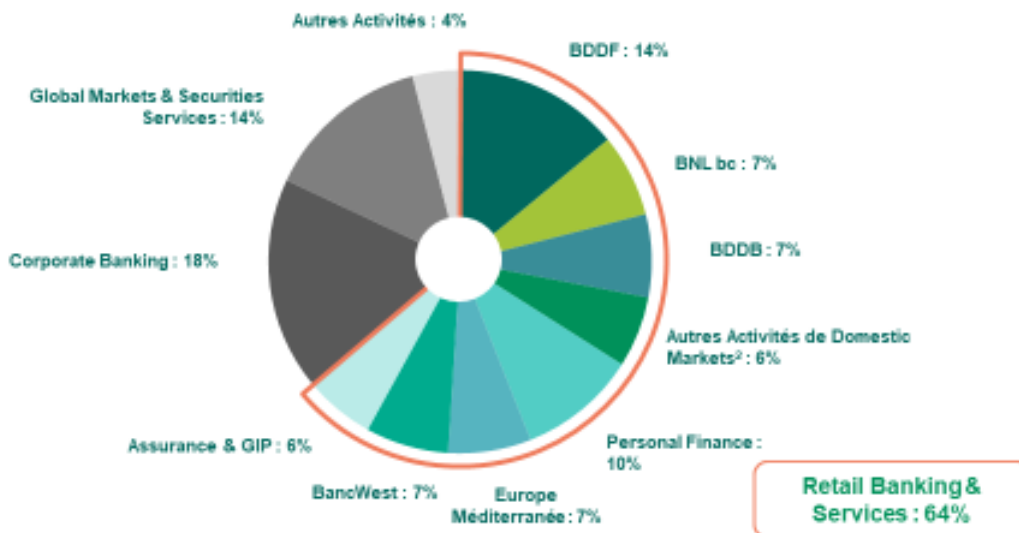
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 83

Actifs pondérés par métier

● Actifs pondérés Bâle 3¹ par métier au 31.03.2020



1. CRD 4 ; 2. Y compris BDEL



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 31.03.20 | 84

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - GROUPE

	1T20	1T19	1T20 / 1T19	4T19	1T20 / 4T19
<i>En millions d'euros</i>					
Groupe					
Produit net bancaire	10 888	11 144	-2,3%	11 333	-3,9%
Frais de gestion	-8 157	-8 449	-3,5%	-8 032	+1,6%
Résultat Brut d'exploitation	2 731	2 695	+1,3%	3 301	-17,3%
Coût du risque	-1 426	-769	+85,4%	-966	+47,6%
Résultat d'exploitation	1 305	1 926	-32,2%	2 335	-44,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	95	134	-29,1%	129	-26,3%
Autres éléments hors exploitation	395	623	-36,6%	65	n.s.
Éléments hors exploitation	490	757	-35,3%	194	n.s.
Résultat avant impôt	1 795	2 683	-33,1%	2 529	-29,0%
Impôt sur les bénéfices	-411	-667	-38,4%	-582	-29,4%
Intérêts minoritaires	-102	-98	+4,1%	-98	+4,1%
Résultat net part du groupe	1 282	1 918	-33,2%	1 849	-30,7%
Coefficient d'exploitation	74,9%	75,8%	-0,9 pt	70,9%	+4,0 pt

L'information financière de BNP Paribas pour le premier trimestre 2020 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée.

L'information réglementée intégrale, y compris le document d'enregistrement universel, est disponible sur le site Internet : <http://invest.bnpparibas.com> dans l'espace « Résultats » et est publiée par BNP Paribas en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

RÉSULTAT PAR POLE AU PREMIER TRIMESTRE 2020

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	3 757	4 053	2 953	10 762	126	10 888	
	var/1T19	-1,6%	-5,4%	-1,9%	-3,1%	n.s.	-2,3%
	var/4T19	-3,4%	-7,7%	-4,8%	-5,4%	n.s.	-3,9%
Frais de gestion	-2 885	-2 766	-2 393	-8 043	-114	-8 157	
	var/1T19	-0,4%	+2,9%	-2,8%	-0,1%	-71,6%	-3,5%
	var/4T19	+12,7%	+1,9%	+7,3%	+7,2%	-78,5%	+1,6%
Résultat Brut d'exploitation	872	1 287	560	2 719	12	2 731	
	var/1T19	-5,1%	-19,2%	+2,6%	-11,1%	n.s.	+1,3%
	var/4T19	-34,3%	-23,2%	-35,8%	-29,8%	n.s.	-17,3%
Coût du risque	-311	-739	-363	-1 413	-13	-1 426	
	var/1T19	+2,2%	+72,5%	n.s.	+84,8%	n.s.	+85,4%
	var/4T19	+23,6%	+28,8%	n.s.	+56,0%	-79,2%	+47,6%
Résultat d'exploitation	561	548	197	1 306	-1	1 305	
	var/1T19	-8,7%	-53,0%	-61,7%	-43,1%	-99,9%	-32,2%
	var/4T19	-47,9%	-50,2%	-75,1%	-56,0%	-99,9%	-44,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	75	3	77	18	95	
Autres éléments hors exploitation	0	12	2	14	381	395	
Résultat avant impôt	561	634	202	1 397	398	1 795	
	var/1T19	-8,0%	-50,4%	-60,8%	-41,9%	+42,1%	-33,1%
	var/4T19	-48,3%	-47,2%	-74,8%	-54,7%	n.s.	-29,0%

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	3 757	4 053	2 953	10 762	126	10 888	
	1T19	3 816	4 282	3 008	11 107	37	11 144
	4T19	3 887	4 391	3 101	11 378	-45	11 333
Frais de gestion	-2 885	-2 766	-2 393	-8 043	-114	-8 157	
	1T19	-2 897	-2 688	-2 463	-8 049	-400	-8 449
	4T19	-2 559	-2 715	-2 229	-7 503	-529	-8 032
Résultat Brut d'exploitation	872	1 287	560	2 719	12	2 731	
	1T19	919	1 594	545	3 058	-363	2 695
	4T19	1 328	1 675	871	3 875	-574	3 301
Coût du risque	-311	-739	-363	-1 413	-13	-1 426	
	1T19	-305	-428	-32	-765	-4	-769
	4T19	-252	-574	-80	-906	-60	-966
Résultat d'exploitation	561	548	197	1 306	-1	1 305	
	1T19	615	1 165	513	2 293	-367	1 926
	4T19	1 077	1 101	791	2 969	-634	2 335
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	75	3	77	18	95	
	1T19	-6	113	2	110	24	134
	4T19	4	107	4	115	14	129
Autres éléments hors exploitation	0	12	2	14	381	395	
	1T19	1	0	-2	0	623	623
	4T19	4	-8	6	3	62	65
Résultat avant impôt	561	634	202	1 397	398	1 795	
	1T19	610	1 279	514	2 403	280	2 683
	4T19	1 085	1 201	801	3 087	-558	2 529
Impôt sur les bénéfices							-411
Intérêts minoritaires							-102
Résultat net part du groupe							1 282

HISTORIQUE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
Groupe					
PNB	10 888	11 333	10 896	11 224	11 144
Frais de gestion	-8 157	-8 032	-7 421	-7 435	-8 449
RBE	2 731	3 301	3 475	3 789	2 695
Coût du risque	-1 426	-966	-847	-621	-769
Résultat d'exploitation	1 305	2 335	2 628	3 168	1 926
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	95	129	143	180	134
Autres éléments hors exploitation	395	65	34	29	623
Résultat avant impôt	1 795	2 529	2 805	3 377	2 683
Impôt sur les bénéfices	-411	-582	-767	-795	-667
Intérêts minoritaires	-102	-98	-100	-114	-98
Résultat net part du groupe	1 282	1 849	1 938	2 468	1 918
Coefficient d'exploitation	74,9%	70,9%	68,1%	66,2%	75,8%

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
RETAIL BANKING & SERVICES - HORS EFFETS PEL/CEL					
PNB	7 823	8 286	8 006	8 045	8 096
Frais de gestion	-5 650	-5 274	-5 084	-5 002	-5 586
RBE	2 172	3 012	2 922	3 042	2 510
Coût du risque	-1 050	-826	-765	-604	-733
Résultat d'exploitation	1 122	2 187	2 158	2 439	1 777
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	74	111	119	151	108
Autres éléments hors exploitation	12	-4	3	-27	1
Résultat avant impôt	1 208	2 294	2 280	2 563	1 886
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	55,8	54,9	54,7	54,6	54,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
RETAIL BANKING & SERVICES					
PNB	7 810	8 278	7 997	8 072	8 099
Frais de gestion	-5 650	-5 274	-5 084	-5 002	-5 586
RBE	2 159	3 004	2 913	3 070	2 513
Coût du risque	-1 050	-826	-765	-604	-733
Résultat d'exploitation	1 109	2 178	2 148	2 467	1 780
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	74	111	119	151	108
Autres éléments hors exploitation	12	-4	3	-27	1
Résultat avant impôt	1 195	2 286	2 270	2 591	1 889
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	55,8	54,9	54,7	54,6	54,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
DOMESTIC MARKETS - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de BP France, Italie, Belgique, Luxembourg)*					
PNB	3 913	4 036	3 892	3 925	3 961
Frais de gestion	-2 970	-2 635	-2 607	-2 516	-2 983
RBE	943	1 402	1 285	1 408	978
Coût du risque	-313	-254	-245	-214	-307
Résultat d'exploitation	630	1 147	1 040	1 194	671
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	4	1	2	-6
Autres éléments hors exploitation	1	4	2	-6	1
Résultat avant impôt	630	1 156	1 043	1 190	666
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-56	-62	-67	-68	-58
Résultat avant impôt de Domestic Markets	574	1 093	975	1 122	608
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	26,0	25,7	25,7	25,7	25,5

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
DOMESTIC MARKETS (Intégrant 2/3 de BP France, Italie, Belgique et Luxembourg)					
PNB	3 757	3 887	3 748	3 810	3 816
Frais de gestion	-2 885	-2 559	-2 539	-2 443	-2 897
RBE	872	1 328	1 209	1 367	919
Coût du risque	-311	-252	-246	-213	-305
Résultat d'exploitation	561	1 077	963	1 154	615
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	4	1	2	-6
Autres éléments hors exploitation	0	4	2	-6	1
Résultat avant impôt	561	1 085	966	1 149	610
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	26,0	25,7	25,7	25,7	25,5

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 100% de Banque Privée France)*					
PNB	1 511	1 560	1 558	1 624	1 597
<i>Dont revenus d'intérêt</i>	810	881	891	916	915
<i>Dont commissions</i>	702	679	667	708	682
Frais de gestion	-1 166	-1 152	-1 163	-1 102	-1 186
RBE	345	408	396	522	412
Coût du risque	-101	-98	-75	-83	-72
Résultat d'exploitation	244	310	320	440	340
Éléments hors exploitation	-1	6	0	0	1
Résultat avant impôt	244	316	320	440	340
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-35	-32	-40	-37	-34
Résultat avant impôt de BDDF	209	283	281	402	306
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,6	10,1	10,0	9,9	9,8

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANQUE DE DETAIL EN FRANCE - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de Banque Privée France)*					
PNB	1 524	1 569	1 568	1 596	1 595
<i>Dont revenus d'intérêt</i>	823	889	901	889	912
<i>Dont commissions</i>	702	679	667	708	682
Frais de gestion	-1 166	-1 152	-1 163	-1 102	-1 186
RBE	358	417	405	495	409
Coût du risque	-101	-98	-75	-83	-72
Résultat d'exploitation	257	318	330	412	337
Éléments hors exploitation	-1	6	0	0	1
Résultat avant impôt	257	324	330	412	338
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-35	-32	-40	-37	-34
Résultat avant impôt de BDDF	222	292	290	374	304
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,6	10,1	10,0	9,9	9,8

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 2/3 de Banque Privée France)					
PNB	1 437	1 489	1 490	1 549	1 522
Frais de gestion	-1 129	-1 116	-1 133	-1 065	-1 147
RBE	308	373	357	484	376
Coût du risque	-99	-96	-77	-81	-70
Résultat d'exploitation	209	277	281	402	305
Éléments hors exploitation	-1	6	0	0	1
Résultat avant impôt	209	283	281	402	306
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,6	10,1	10,0	9,9	9,8

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

** Rappel Provision PEL/CEL : provision, comptabilisée dans le PNB de la Banque de Détail en France, en regard du risque généré par les Plans Epargne Logement (PEL) et Comptes Epargne Logement (CEL) sur l'ensemble de leur durée

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
Effet PEL-CEL	-13	-9	-10	28	2

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BNL banca commerciale (Intégrant 100% de Banque Privée Italie)*					
PNB	659	755	663	684	675
Frais de gestion	-465	-450	-446	-433	-470
RBE	194	305	217	251	205
Coût du risque	-120	-109	-109	-107	-165
Résultat d'exploitation	74	196	108	144	40
Éléments hors exploitation	0	-4	0	0	0
Résultat avant impôt	73	191	108	144	40
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-10	-10	-10	-11	-10
Résultat avant impôt de BNL bc	64	181	98	133	30
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BNL banca commerciale (Intégrant 2/3 de Banque Privée Italie)					
PNB	637	732	641	663	654
Frais de gestion	-453	-438	-434	-422	-460
RBE	184	295	207	241	195
Coût du risque	-120	-109	-109	-108	-164
Résultat d'exploitation	64	186	98	133	30
Éléments hors exploitation	0	-4	0	0	0
Résultat avant impôt	64	181	98	133	30
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 100% de Banque Privée Belgique)*					
PNB	885	878	853	878	915
Frais de gestion	-830	-560	-541	-535	-844
RBE	55	318	312	342	71
Coût du risque	-54	-5	-20	3	-34
Résultat d'exploitation	0	313	292	345	37
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	6	5	5	-3
Autres éléments hors exploitation	1	2	1	-6	0
Résultat avant impôt	5	321	298	344	35
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-10	-19	-17	-19	-14
Résultat avant impôt de BDDB	-4	302	281	325	21
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,7	5,8	5,8	5,9	5,8

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Belgique)					
PNB	842	836	813	836	868
Frais de gestion	-797	-536	-519	-512	-811
RBE	45	300	295	323	57
Coût du risque	-54	-5	-20	3	-33
Résultat d'exploitation	-9	294	275	326	24
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	6	5	5	-3
Autres éléments hors exploitation	1	2	1	-6	0
Résultat avant impôt	-4	302	281	325	21
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,7	5,8	5,8	5,9	5,8

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 100% de Banque Privée Luxembourg)*					
PNB	845	834	807	767	776
Frais de gestion	-508	-473	-457	-447	-483
RBE	337	362	351	320	292
Coût du risque	-38	-42	-41	-27	-37
Résultat d'exploitation	299	320	310	293	256
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-4	-2	-4	-4	-3
Autres éléments hors exploitation	0	0	1	0	0
Résultat avant impôt	295	318	307	290	253
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-2	-1	-1	-1	0
Résultat avant impôt de Autres Domestic Markets	293	318	306	289	253
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,4	4,5	4,6	4,6	4,5

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 2/3 de Banque Privée Luxembourg)					
PNB	841	830	804	763	772
Frais de gestion	-505	-469	-454	-444	-480
RBE	335	361	350	319	292
Coût du risque	-38	-42	-41	-27	-37
Résultat d'exploitation	297	319	309	292	255
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-4	-2	-4	-4	-3
Autres éléments hors exploitation	0	0	1	0	0
Résultat avant impôt	293	318	306	289	253
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,4	4,5	4,6	4,6	4,5

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES					
PNB	4 053	4 391	4 248	4 262	4 282
Frais de gestion	-2 766	-2 715	-2 545	-2 559	-2 688
RBE	1 287	1 675	1 704	1 703	1 594
Coût du risque	-739	-574	-518	-390	-428
Résultat d'exploitation	548	1 101	1 186	1 313	1 165
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	75	107	118	149	113
Autres éléments hors exploitation	12	-8	1	-21	0
Résultat avant impôt	634	1 201	1 305	1 442	1 279
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	29,8	29,2	29,1	28,9	28,8

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
Personal Finance					
PNB	1 475	1 485	1 444	1 440	1 427
Frais de gestion	-787	-721	-664	-702	-770
RBE	688	764	781	738	656
Coût du risque	-582	-370	-366	-289	-329
Résultat d'exploitation	105	394	415	449	327
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	8	-9	19	17	13
Autres éléments hors exploitation	0	-11	0	-13	0
Résultat avant impôt	113	374	434	454	340
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,1	7,9	8,0	7,9	7,8

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 100% de Banque Privée Turquie et Pologne)*					
PNB	665	702	657	674	665
Frais de gestion	-490	-459	-439	-445	-456
RBE	175	243	218	230	210
Coût du risque	-86	-113	-112	-97	-77
Résultat d'exploitation	89	129	107	132	133
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	55	61	44	66	53
Autres éléments hors exploitation	3	8	-1	0	0
Résultat avant impôt	147	198	150	198	186
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-3	-1	-1	-1	-1
Résultat avant impôt de EM	144	197	150	197	185
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Turquie et Pologne)					
PNB	660	699	655	672	663
Frais de gestion	-488	-458	-438	-444	-455
RBE	172	241	217	228	209
Coût du risque	-86	-113	-111	-97	-77
Résultat d'exploitation	86	128	106	131	132
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	55	61	44	66	53
Autres éléments hors exploitation	3	8	-1	0	0
Résultat avant impôt	144	197	150	197	185
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANCWEST (Intégrant 100% de Banque Privée Etats-Unis)*					
PNB	611	611	601	593	569
Frais de gestion	-465	-406	-433	-431	-442
RBE	146	205	168	162	127
Coût du risque	-62	-84	-43	-2	-18
Résultat d'exploitation	83	121	125	160	109
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	0	-5	1	1	0
Résultat avant impôt	83	116	126	161	109
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-5	-6	-7	-7	-8
RNAI	78	110	119	153	101
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,7	5,4	5,4	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
BANCWEST (Intégrant 2/3 de Banque Privée Etats-Unis)					
PNB	596	595	585	576	553
Frais de gestion	-455	-396	-423	-421	-433
RBE	141	199	161	155	119
Coût du risque	-62	-84	-43	-2	-18
Résultat d'exploitation	78	115	118	152	101
Éléments hors exploitation	0	-5	1	1	0
Résultat avant impôt	78	110	119	153	101
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,7	5,4	5,4	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
Assurance					
PNB	579	654	761	779	874
Frais de gestion	-393	-380	-370	-360	-389
RBE	186	274	390	419	484
Coût du risque	1	-1	-2	1	-2
Résultat d'exploitation	187	273	389	420	482
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	30	43	57	37
Autres éléments hors exploitation	9	0	0	-16	0
Résultat avant impôt	197	304	432	461	520
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,6	8,4	8,4	8,3	8,4

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
GESTION INSTITUTIONNELLE ET PRIVEE					
PNB	743	957	803	795	766
Frais de gestion	-642	-760	-649	-632	-641
RBE	101	197	154	163	125
Coût du risque	-9	-6	4	-2	-2
Résultat d'exploitation	92	191	157	161	123
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	11	25	12	10	10
Autres éléments hors exploitation	0	-1	0	7	0
Résultat avant impôt	102	216	170	177	132
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING					
PNB	2 953	3 101	2 873	3 099	3 008
Frais de gestion	-2 393	-2 229	-1 974	-1 997	-2 463
RBE	560	871	898	1 102	545
Coût du risque	-363	-80	-81	-24	-32
Résultat d'exploitation	197	791	817	1 078	513
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3	4	5	5	2
Autres éléments hors exploitation	2	6	11	-25	-2
Résultat avant impôt	202	801	834	1 058	514
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	22,3	21,7	21,6	21,3	20,7
<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
CORPORATE BANKING					
PNB	1 070	1 210	1 039	1 094	969
Frais de gestion	-748	-668	-600	-607	-724
RBE	321	541	440	487	245
Coût du risque	-201	-80	-88	-21	-35
Résultat d'exploitation	121	461	352	467	210
Éléments hors exploitation	3	3	4	3	3
Résultat avant impôt	124	464	356	470	213
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	13,0	12,5	12,5	12,4	12,2
<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
GLOBAL MARKETS					
PNB	1 306	1 340	1 299	1 409	1 523
<i>dont FICC</i>	<i>1 392</i>	<i>820</i>	<i>915</i>	<i>793</i>	<i>1 035</i>
<i>dont Equity & Prime Services</i>	<i>-87</i>	<i>520</i>	<i>384</i>	<i>615</i>	<i>488</i>
Frais de gestion	-1 162	-1 117	-926	-913	-1 276
RBE	143	223	373	496	248
Coût du risque	-161	0	4	-6	3
Résultat d'exploitation	-17	222	377	491	251
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	1	1	0
Autres éléments hors exploitation	0	6	9	-25	1
Résultat avant impôt	-17	229	387	467	252
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,4	8,3	8,1	8,0	7,7
<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
SECURITIES SERVICES					
PNB	577	551	535	596	516
Frais de gestion	-482	-444	-449	-477	-463
RBE	95	107	86	119	53
Coût du risque	-2	0	2	2	-1
Résultat d'exploitation	93	108	88	121	52
Éléments hors exploitation	2	0	2	0	-3
Résultat avant impôt	95	108	91	121	50
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8

<i>En millions d'euros</i>	1T20	4T19	3T19	2T19	1T19
AUTRES ACTIVITÉS					
PNB	126	-45	27	53	37
<i>Frais de gestion</i>	<i>-114</i>	<i>-529</i>	<i>-363</i>	<i>-436</i>	<i>-400</i>
<i> Dont coûts de transformation, coûts de restructuration et coûts d'adaptation</i>	<i>-79</i>	<i>-420</i>	<i>-256</i>	<i>-335</i>	<i>-206</i>
RBE	12	-574	-336	-383	-363
Coût du risque	-13	-60	-1	7	-4
Résultat d'exploitation	-1	-634	-337	-377	-367
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	18	14	19	24	24
Autres éléments hors exploitation	381	62	20	81	623
Résultat avant impôt	398	-558	-299	-272	280

Indicateurs alternatifs de performance - Article 223-1 du Règlement Général de l'AMF

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels (PNB, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	Somme des agrégats du compte de résultat de Domestic Markets (avec les agrégats du compte de résultat de Domestic Markets, incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique et au Luxembourg), IFS et CIB Agrégats du compte de résultat du Groupe BNP Paribas = Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels + agrégats du compte de résultat de Autres Activités La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Résultats par pôle »	Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas
Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels (PNB, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt), hors impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20	Somme des agrégats du compte de résultat de Domestic Markets (avec les agrégats du compte de résultat de Domestic Markets, incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique et au Luxembourg), IFS et CIB, retraité des impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20, tels que définis dans le slide « Crise sanitaire. Trois impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20 » Agrégats du compte de résultat du Groupe BNP Paribas = Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels + agrégats du compte de résultat de Autres Activités, retraité des impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20, tels que définis dans le slide « Crise sanitaire. Trois impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20 »	Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas, retraité des impacts majeurs de la crise sanitaire au 1T20, pour fournir une vision adéquate, permettant la comparaison aux objectifs donnés en février 2020.
Agrégats du compte de résultat hors effet PEL/CEL (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	Agrégat du compte de résultat hors effet PEL/CEL La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative des agrégats de la période retraités de la variation de provision comptabilisant le risque généré par les PEL et CEL sur l'ensemble de leur durée
Agrégats du compte de résultat d'une activité de Banque de Détail avec 100 % de la Banque Privée	Agrégat du compte de résultat d'une activité de Banque de Détail, incluant la totalité du compte de résultat de la banque privée La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative de la performance de l'activité d'une Banque de Détail y compris la totalité de la performance de la banque privée (avant partage du compte de résultat avec le métier Wealth Management, la banque privée étant sous la responsabilité conjointe de la Banque de Détail (2/3 du compte de résultat) et du métier Wealth Management (1/3 du compte de résultat)
Évolution des frais de gestion hors impact IFRIC 21	Évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21	Mesure représentative de l'évolution des frais de gestion au 1 ^{er} trimestre excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21 comptabilisées dans leur quasi-totalité au 1 ^{er} trimestre pour l'ensemble de l'année, donnée afin d'éviter toute confusion par rapport aux autres trimestres
Coefficient d'exploitation	Rapport entre les coûts et les revenus	Mesure de l'efficacité opérationnelle dans le secteur bancaire
Coût du risque/encours de crédit à la clientèle début de période (en points de base)	Rapport entre coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Les détails du calcul sont fournis dans l'annexe « Coût du risque sur encours » des diapositives de présentation des résultats	Mesure du niveau de risque par métier en pourcentage du volume des encours
Taux de couverture des engagements douteux	Rapport entre les dépréciations stage 3 et les encours dépréciés (stage 3), bilan et hors-bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)	Mesure du provisionnement des créances douteuses
Résultat net part du Groupe hors exceptionnels	Résultat net part du Groupe retraité des éléments exceptionnels Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans	Mesure du résultat du Groupe BNP Paribas hors éléments non récurrents d'un montant significatif ou éléments ne reflétant pas la performance

	la diapositive « Principaux éléments exceptionnels » de présentation des résultats	opérationnelle, notamment les coûts de transformation et de restructuration
Rentabilité des fonds propres (ROE)	Les détails du calcul du ROE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres du Groupe BNP Paribas
Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)	Les détails du calcul du ROTÉ sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres tangibles du Groupe BNP Paribas

Note méthodologique – Analyse comparative à périmètre et change constants

Les modalités de détermination des effets périmètre sont liées à différents types d'opérations (acquisitions, cessions, etc.). L'objectif sous-tendant le calcul des effets périmètre est d'améliorer la comparabilité des données d'une période sur l'autre.

Dans le cas d'acquisitions ou de création de société, l'entité est exclue pour chaque agrégat des résultats à périmètre constant des trimestres de l'exercice courant pour la période correspondante de non détention au cours de l'exercice précédent.

Dans le cas de cessions, les résultats de l'entité sont exclus de manière symétrique pour chaque agrégat sur l'exercice précédent pour les trimestres où l'entité n'est plus détenue.

En cas de changement de méthode de consolidation, les résultats sont présentés au taux d'intégration minimum sur les deux années (exercice courant et exercice antérieur) pour les trimestres faisant l'objet d'un retraitement à périmètre constant.

Le principe retenu par le Groupe BNP Paribas pour élaborer les analyses à change constant est de recalculer les résultats du trimestre de l'année N-1 (trimestre de référence) en les convertissant au cours de change du trimestre équivalent de l'année N (trimestre analysé). L'ensemble de ces calculs est effectué par rapport à la devise de reporting de l'entité.

Rappel

Produit Net Bancaire (PNB) : dans l'ensemble du document, les termes « Produit Net Bancaire » ou « Revenus » sont utilisés indifféremment.

Frais de gestion : correspondent à la somme des Frais de personnel, Autres charges générales d'exploitation, Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles. Dans l'ensemble du document, les termes « Frais de gestion » ou « Coûts » peuvent être utilisés indifféremment.

Pôles Opérationnels : ils regroupent les trois pôles suivants :

- Domestic Markets composé de : Banque De Détail en France (BDDF), BNL banca commerciale (BNL bc), Banque De Détail en Belgique (BDDB), Autres activités de Domestic Markets qui comprend Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Compte-Nickel et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
- International Financial Services (IFS) composé de : Europe Méditerranée, BancWest, Personal Finance, Assurance, Gestion Institutionnelle et Privée (GIP) qui comprend Gestion d'actifs, Wealth Management et Real Estate ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant : Corporate Banking, Global Markets, Securities Services.

1.2 Bilan au 31 mars 2020 (non audité)

En millions d'euros	31/03/2020	31/12/2019
ACTIF		
Caisse, banques centrales	182 608	155 135
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	199 254	131 935
Prêts et opérations de pensions	370 291	196 927
Instruments financiers dérivés	369 561	247 287
Instruments financiers dérivés de couverture	15 791	12 452
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
Titres de dettes	62 177	50 403
Instruments de capitaux propres	2 015	2 266
Actifs financiers au coût amorti		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	41 825	21 692
Prêts et créances sur la clientèle	841 099	805 777
Titres de dettes	118 096	108 454
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7 176	4 303
Placements des activités d'assurance	240 076	257 818
Actifs d'impôts courants et différés	6 893	6 813
Comptes de régularisation et actifs divers	167 001	113 535
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 750	5 952
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	32 101	32 295
Immobilisations incorporelles	3 768	3 852
Ecarts d'acquisition	7 794	7 817
TOTAL ACTIF	2 673 276	2 164 713
DETTES		
Banques centrales	5 952	2 985
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	93 582	65 490
Dépôts et opérations de pensions	398 093	215 093
Dettes représentées par un titre	55 421	63 758
Instruments financiers dérivés	358 039	237 885
Instruments financiers dérivés de couverture	16 185	14 116
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes envers les établissements de crédit	143 854	84 566
Dettes envers la clientèle	907 662	834 667
Dettes représentées par un titre	167 966	157 578
Dettes subordonnées	21 501	20 003
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7 748	3 989
Passifs d'impôts courants et différés	3 277	3 566
Comptes de régularisation et passifs divers	152 980	102 749
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	218 472	236 937
Provisions pour risques et charges	9 067	9 486
TOTAL DETTES	2 559 799	2 052 868
CAPITAUX PROPRES		
<i>Capital et réserves</i>	<i>106 785</i>	<i>97 135</i>
<i>Résultat de la période, part du groupe</i>	<i>1 282</i>	<i>8 173</i>
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	108 067	105 308
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	969	2 145
Total part du Groupe	109 037	107 453
Intérêts minoritaires	4 440	4 392
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	113 477	111 845
TOTAL PASSIF	2 673 276	2 164 713

1.3 Notations long-terme :

Notation LT/CT	S&P	Fitch	Moody's	DBRS
Au 3 mars 2020	A+/A-1 (perspective stable)	AA-/F1+ (perspective stable)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Au 5 mai 2020	A+/A-1 (perspective negative)	AA-/F1+ (Rating Watch Negative)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Date de la dernière revue	23 avril 2020	30 mars 2020	9 décembre 2019	12 juillet 2019

2. RISQUES ET ADEQUATIONS DES FONDS PROPRES – PILIER 3 (NON AUDITE)

FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque, aux pages 276 à 288 du Document d'enregistrement universel « Les notations des sociétés du Groupe BNP Paribas pourraient être dégradées et la rentabilité du Groupe pourrait en être sérieusement impactée », « La non réalisation par le Groupe BNP Paribas de son plan stratégique et de ses objectifs financiers communiqués au marché pourrait se traduire par une perte de valeur de ses instruments financiers », et « Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe » sont révisés comme indiqués ci-dessous :

4.3 Les notations des sociétés du Groupe BNP Paribas pourraient être dégradées et la rentabilité du Groupe pourrait en être sérieusement impactée.

Les notations de crédit ont un impact significatif sur la liquidité du Groupe BNP Paribas. Le 23 avril 2019, Standard & Poor's a confirmé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de BNP Paribas SA de A+, et confirmé la note court terme à A-1 et a révisé la perspective de stable à négative. Le 30 mars 2020, Fitch a placé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de AA- et F1+, sous Rating Watch Negative. Le 9 décembre 2019, Moody's a confirmé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée à Aa3, et confirmé la note court terme à P-1, avec une perspective stable. Le 12 juillet 2019, DBRS a confirmé la notation de la dette senior préférée à AA(low), ainsi que la notation de la note court terme à R-1(middle) avec une perspective stable. Une dégradation de la notation de crédit des sociétés du Groupe BNP Paribas pourrait nuire à la liquidité et compétitivité du Groupe. Cela pourrait également augmenter les coûts de financement du Groupe BNP Paribas, limiter son accès aux marchés de capitaux ou encore déclencher des obligations supplémentaires au titre de ses programmes d'émissions de covered bonds ou de contrats financiers de marché, de dérivés ou de couverture.

Par ailleurs, le coût de financement à long terme non garanti du Groupe BNP Paribas auprès d'investisseurs de marché est également directement lié à ses spreads de crédit, qui à leur tour dépendent dans une certaine mesure de ses notations de crédit. Un accroissement des spreads de crédit peut significativement augmenter le coût de financement du Groupe BNP Paribas. Les spreads de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les spreads de crédit sont aussi influencés par la perception que le marché a de la solvabilité du Groupe BNP Paribas. Enfin, les spreads de crédit peuvent être affectés par les fluctuations des coûts d'acquisition des swaps de crédit indexés sur les titres de créance du Groupe, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres mais aussi par un certain nombre de facteurs de marché échappant à tout contrôle du Groupe BNP Paribas.

7.1 Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe.

Depuis son apparition en Chine en Décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) s'est transformée en pandémie et s'est propagée dans de nombreux pays à travers le monde, avec une forte concentration de cas dans de nombreux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités. La pandémie et les mesures gouvernementales prises pour y répondre (fermetures de frontières, restrictions de déplacements, mesures de confinement...) ont eu et continueront d'avoir un impact important, direct et indirect, sur l'activité économique et les marchés financiers à l'échelle mondiale. En particulier, les forts ralentissements des économies dans de nombreuses régions ainsi que la réduction des échanges commerciaux mondiaux ont eu et pourront continuer à avoir des effets négatifs sévères sur la conjoncture économique mondiale, à mesure que la production mondiale, les investissements, les chaînes d'approvisionnement et les dépenses de consommation sont et continueront d'être affectés.

Face aux conséquences économiques et de marché négatives de la pandémie, divers gouvernements et banques centrales ont pris ou annoncé des mesures pour soutenir l'économie (systèmes de garantie de prêts, reports d'échéances fiscales, couverture élargie du chômage...) ou pour améliorer la liquidité sur les marchés

financiers (achats d'actifs accrus, lignes de financement...). Le Groupe a relayé et continue de relayer ces mesures et d'accompagner ses clients notamment dans les réseaux de Domestic Markets, ainsi que par une participation active au programme de garantie des prêts du gouvernement français (en conservant 10 à 30% du risque, selon la taille de l'emprunteur). Rien ne permet toutefois de garantir que de telles mesures suffiront à compenser les effets négatifs de la pandémie sur l'économie régionale ou mondiale, à atténuer les récessions régionales ou mondiales (qui se produisent actuellement ou sont généralement prévues) ou à stabiliser les marchés financiers, pleinement et durablement. L'environnement économique pourrait bien se détériorer encore avant de commencer à s'améliorer.

Le Groupe est exposé aux risques liés à la pandémie et à ses conséquences économiques et de marché en raison de sa sensibilité générale inhérente, en tant qu'institution financière mondiale, aux conditions macroéconomiques et aux conditions du marché, ainsi qu'aux implications spécifiques décrites ci-après.

Les résultats et la situation financière du Groupe pourraient être affectés de manière défavorable par la réduction de l'activité économique (y compris des récessions) sur ses principaux marchés. Les mesures de confinement prises dans plusieurs des principaux pays où le Groupe exerce ses activités, notamment ses marchés domestiques (France, Italie, Belgique et Luxembourg qui représentent collectivement 43% des expositions brutes de crédit du Groupe au 31 décembre 2019), ont significativement réduit l'activité économique à des niveaux de récession et une prolongation substantielle de ces mesures ou leur rétablissement aurait un effet similaire. Les résultats du Groupe sont impactés par de telles mesures, en raison de la baisse des revenus et de la dégradation de la qualité des actifs d'une manière générale et dans certains secteurs spécifiques qui sont plus particulièrement affectés. Les secteurs les plus impactés à ce jour incluent les secteurs du voyage et du tourisme ; l'exposition du Groupe au secteur aéronautique (compagnies aériennes, bailleurs...) et au secteur du tourisme représentait chacun environ 1% de ses expositions brutes de crédit totales au 31 décembre 2019. Le secteur du commerce de détail non alimentaire a été touché par les mesures de confinement ; ce secteur représente un peu plus de 1 % des expositions brutes de crédit totales du Groupe au 31 décembre 2019. Le secteur du transport et du stockage (hors transport maritime), qui représente environ 3% du total des expositions brutes de crédit totales du Groupe au 31 décembre 2019, a été affecté par les mesures de confinement et la perturbation du commerce mondial. Le secteur pétrolier et gazier a également été touché par une baisse de la demande résultant de la pandémie concomitante à l'augmentation de l'offre due à la rupture temporaire de la coopération entre l'OPEP et la Russie sur les niveaux de production ; ce secteur représentait au 31 décembre 2019, environ 2,2 % des expositions brutes de crédit totales du Groupe. Les résultats et la situation financière du Groupe pourraient être affectés de manière défavorable dans la mesure où les contreparties auxquelles il est exposé dans ces secteurs (et plus généralement dans la mesure où l'effet négatif sur la qualité du crédit est plus répandu) pourraient être affectés de manière significative et défavorable, entraînant notamment une augmentation du coût du risque du Groupe.

Un effet financier immédiat de la crise sanitaire est l'impact sur le coût du risque du Groupe reflétant des anticipations macroéconomiques basées sur plusieurs scénarios, conformément au cadre existant avant la crise sanitaire. En application de ce cadre, les scénarios macroéconomiques et en particulier les hypothèses et les prévisions du PIB sont un élément clé du calcul du coût du risque, et la crise sanitaire a conduit, entre autres, à une dégradation des hypothèses du PIB pour bon nombre de nos marchés. Le calcul du coût du risque intègre également les spécificités de la dynamique de la crise sanitaire sur le risque de crédit et de contrepartie et notamment l'impact des mesures de confinement sur l'activité économique et les effets des mesures de soutien du gouvernement et des décisions des autorités.

Il comprend enfin une composante sectorielle ex-ante basée sur une revue de plusieurs secteurs sensibles (hôtels, tourisme et loisirs; commerce de détail non alimentaire (hors mobilier domestique et e-commerce), transports et logistique, et pétrole et gaz). Ces éléments ont contribué à l'augmentation substantielle du coût du risque du Groupe au premier trimestre 2020, et pourrait également contribuer au maintien d'un coût du risque élevé dans les trimestres à venir, en fonction des scénarios macroéconomiques et notamment des incertitudes actuelles liées à l'évolution de la pandémie et ses conséquences économiques à venir. De plus, l'impact de la pandémie sur les perspectives à long terme des entreprises dans les secteurs touchés, et au-delà, est incertain et peut entraîner des charges importantes sur des expositions spécifiques, qui peuvent ne pas être pleinement prises en compte par les techniques de modélisation. Enfin, l'exposition du Groupe à l'augmentation du coût du risque pourrait provenir de sa participation aux programmes de prêts garantis par le gouvernement (au titre de son exposition résiduelle) et de l'existence de périodes de moratoire limitant les mesures de protection du crédit (comme la déchéance du terme) dans le cadre de la législation d'urgence sanitaire prises dans divers marchés.

Enfin, la crise sanitaire actuelle pourrait accroître la probabilité et l'ampleur de divers risques existants auxquels le Groupe est confronté, tels que : i) la pression sur les revenus due notamment a) à une nouvelle réduction des taux d'intérêt de marché et à une prolongation probable de l'environnement de taux bas et b) à une baisse des entrées de gestion d'actifs et donc des revenus des commissions et frais ; ii) à un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation ; iii) à une dégradation de la liquidité du Groupe due à divers facteurs, notamment à une augmentation des tirages des clients et/ou à

une baisse du solde des dépôts et iv) à des actifs pondérés plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque affectant ainsi la situation de capital du Groupe.

L'incertitude quant à la durée, l'ampleur et la trajectoire à venir de la pandémie ainsi que le rythme de sortie des confinements et du relâchement des contraintes sur la mobilité et d'autres restrictions rendent difficile la prévision de l'impact global sur les économies des principaux marchés du Groupe ainsi que sur l'économie mondiale. La mesure dans laquelle les conséquences économiques de la pandémie continueront d'affecter les résultats et la situation financière du Groupe dépendra en effet en grande partie i) du moment et de l'ampleur du retour aux modes de vie, aux opérations commerciales et aux interactions économiques pré-pandémiques, ii) des effets des mesures prises jusqu'à présent ou des mesures futures qui pourraient être prises par les gouvernements et les banques centrales pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie et iii) de la durée et de l'ampleur de la trajectoire à venir de la pandémie, y compris la perspective de vagues supplémentaires et, partant, d'une ré-institution des mesures de confinement dans les différents marchés où le Groupe exerce ses activités. En outre, bien que les mesures prises par les banques centrales et les gouvernements et les mesures de soutien prises en réponse à la pandémie aient jusqu'à présent et pourraient continuer d'aider à atténuer ses conséquences économiques et commerciales défavorables, elles ont également émis et peuvent émettre des restrictions ou des recommandations supplémentaires concernant les mesures prises par les banques (voir en particulier la recommandation émise par la Banque centrale européenne le 27 mars 2020). En particulier, elles ont limité et peuvent continuer à limiter ou chercher à limiter la flexibilité des banques dans la gestion de leur activité et en matière de distribution de dividendes et d'allocation de capital. À cet égard, la Banque a annoncé le 2 avril 2020 que son conseil d'administration proposerait à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de suspendre le paiement du dividende initialement proposé pour 2019 et d'allouer le montant aux réserves, avec une éventuelle décision à prendre après le 1er octobre 2020 concernant une éventuelle distribution des réserves aux actionnaires.

7.2 La non réalisation par le Groupe BNP Paribas de son plan stratégique et de ses objectifs financiers communiqués au marché pourrait se traduire par une perte de valeur de ses instruments financiers.

Le Groupe BNP Paribas a communiqué un plan stratégique pour la période 2017-2020, présenté le 7 février 2017. Ce plan prévoit un certain nombre d'initiatives, notamment la mise en œuvre de nouveaux parcours clients, la transformation digitale du Groupe BNP Paribas, la poursuite de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et des initiatives de développement. Ces initiatives font l'objet d'un suivi régulier par le Groupe BNP Paribas. Lors de la publication des résultats du 1er trimestre le 5 mai 2020, le Groupe a communiqué de nouveaux éléments de perspectives en termes d'objectifs de tendances de revenus, de frais de gestion, de coût du risque et de résultat net part du Groupe pour 2020 afin de tenir compte des impacts possibles, avec un niveau d'incertitude important, de la crise sanitaire qui mène à réviser drastiquement le scénario macroéconomique de 2020. Ces objectifs financiers ont été initialement préparés pour les besoins de la planification interne et de l'allocation des ressources et sont fondés sur plusieurs hypothèses relatives à l'activité et aux conditions économiques. Les résultats réalisés du Groupe BNP Paribas sont susceptibles de différer significativement de ces objectifs pour diverses raisons, y compris en cas de réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section, en particulier du fait des conséquences de la crise sanitaire qui ont eu et pourraient continuer d'avoir des répercussions majeures sur les perspectives économiques et de générer des chocs majeurs sur les marchés financiers. Si le Groupe BNP Paribas n'atteint pas ses objectifs, sa situation financière et la valeur de ses instruments financiers pourraient en être affectées, de même que ses coûts de financement. De plus, le Groupe mène une politique ambitieuse de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et s'engage pour avoir un impact positif sur la société avec des réalisations concrètes. Fin 2019, BNP Paribas a réaffirmé son ambition d'être un leader mondial de la finance durable. Le Groupe prend ainsi des positions fortes, en étant membre fondateur des Principes pour une Banque Responsable de l'ONU, qui l'engage à aligner sa stratégie sur l'Accord de Paris et sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il a pour objectif en 2020 un total de financements de 185 milliards d'euros en faveur des secteurs contribuant aux ODD. Il accélère son accompagnement de la transition énergétique et écologique, en prenant par exemple la décision de ramener à zéro ses encours de crédit aux entreprises liées au charbon thermique d'ici 2030 dans l'Union Européenne et 2040 pour le reste du monde, et en révisant à la hausse son objectif de soutien au développement des énergies renouvelables à 18 milliards d'euros en 2021. Ces mesures (ou des mesures similaires susceptibles d'être prises à l'avenir) pourraient dans certains cas affecter le résultat réalisé dans les secteurs concernés.

« page laissée vierge intentionnellement »

CHIFFRES CLES

Actualisation du tableau n° 1 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 268.

► RATIOS DE FONDS PROPRES

En millions d'euros	31 mars 2020 ^(*)	31 décembre 2019 ^(**)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	83 342	81 204
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (TIER 1)	93 713	89 962
TOTAL DES FONDS PROPRES	108 186	103 716
ACTIFS PONDÉRÉS	697 065	668 828
RATIOS		
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	12,0 %	12,1 %
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	13,4 %	13,5 %
Total fonds propres	15,5 %	15,5 %

^(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues dans l'article 473bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et à la décision du Conseil d'administration du 2 avril 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 à la suite de la recommandation de la Banque centrale européenne du 27 mars 2020 (sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020).

^(**) Les fonds propres prudentiels et les ratios de fonds propres présentés au 31 décembre 2019 tiennent compte du projet de distribution de dividende initialement prévu dans la décision du Conseil d'administration du 4 février 2020.

Au 31 mars 2020, hors prise en compte des résultats du 1^{er} trimestre, le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 s'élève à 11,9 %, le ratio de fonds propres de catégorie 1 à 13,4 %, et le ratio total des fonds propres à 15,4 %.

Actualisation du tableau n° 2 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 268.

► RATIO TLAC

En millions d'euros	31 mars 2020 ^(*)	31 décembre 2019 ^(**)
Total des fonds propres et autres instruments de dettes éligibles en TLAC	153 235	143 639
Actifs pondérés	697 065	668 828
RATIO TLAC	22,0 %	21,5 %
Prise en compte des dettes senior préférées éligibles sur option ^(***)	2,4%	2,5%
RATIO TLAC APRES EFFET DES DETTES SENIOR ELIGIBLES SUR OPTION	24,4 %	24,0 %

^(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues dans l'article 473bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et à la décision du Conseil d'administration du 2 avril 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 à la suite de la recommandation de la Banque centrale européenne du 27 mars 2020 (sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020).

^(**) Le total des fonds propres et autres instruments de dettes éligibles en TLAC et le ratio TLAC présentés au 31 décembre 2019 tiennent compte du projet de distribution de dividende initialement prévu dans la décision du Conseil d'administration du 4 février 2020.

^(***) Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 17 188 millions d'euros au 31 mars 2020) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés (3,5 % au-delà du 31 décembre 2021, conformément à l'article 494 du Règlement (UE) n° 2019/876).

Au 31 mars 2020, le ratio TLAC s'élève à 6,4 % des expositions de levier (à comparer à une exigence minimale de 6 % en 2020).

Avec un ratio TLAC de 22,0 % au 31 mars 2020, le Groupe est au-dessus du niveau minimal d'exigence applicable, sans utiliser les dettes senior préférées éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés. Le ratio TLAC atteindrait 24,4 % si le Groupe utilisait cette option.

Au 31 mars 2020, le niveau minimal d'exigence de TLAC pour le Groupe s'élève à 20,11 % des actifs pondérés, compte tenu d'un coussin de conservation de 2,5 %, d'un coussin G-SIBs de 1,5 % et d'un coussin contracyclique de 0,11 %.

Actualisation du tableau n° 23 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 312.

► RATIO DE LEVIER

En millions d'euros	31 mars 2020 ^(*)	31 décembre 2019 ^(**)
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	93 713	89 962
Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 377 316	1 955 211
RATIO DE LEVIER	3,9 %	4,6 %

^(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues dans l'article 473bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et à la décision du Conseil d'administration du 2 avril 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 à la suite de la recommandation de la Banque centrale européenne du 27 mars 2020 (sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020).

^(**) Les fonds propres prudentiels et le ratio de levier présentés au 31 décembre 2019 tiennent compte du projet de distribution de dividende initialement prévu dans la décision du Conseil d'administration du 4 février 2020.

Depuis le 31 mars 2020, le Groupe applique les dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues par le Règlement (UE) n° 2017/2395 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 (y compris les dispositions définies au paragraphe 4 de l'article 473bis du Règlement (UE) n° 575/2013).

► EFFET DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES À LA NORME IFRS 9

En millions d'euros		31 mars 2020(*)
Fonds propres		
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	83 342
2	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	82 720
3	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	93 713
4	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	93 091
5	Total des fonds propres	108 186
6	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	107 788
Actifs pondérés		
7	Actifs pondérés	697 065
8	Actifs pondérés si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	697 463
Ratios de fonds propres		
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	12,0 %
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	11,9 %
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	13,4 %
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	13,3 %
13	Total des fonds propres	15,5 %
14	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	15,5 %
Ratio de levier		
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 377 316
16	Ratio de levier	3,9 %
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	3,9 %

(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues dans l'article 473bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et à la décision du Conseil d'administration du 2 avril 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 à la suite de la recommandation de la Banque centrale européenne du 27 mars 2020 (sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020).

FONDS PROPRES

Actualisation du tableau n° 14 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 301.

► FONDS PROPRES PRUDENTIELS

<i>En millions d'euros</i>	31 mars 2020 ^(*)	31 décembre 2019 ^(**)
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves		
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	27 133	27 133
<i>dont actions ordinaires</i>	27 133	27 133
Bénéfices non distribués	69 755	62 139
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	963	2 139
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	1 784	1 742
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible	585	3 888
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES	100 219	97 041
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements réglementaires	(16 877)	(15 837)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	83 342	81 204
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments	10 869	9 258
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires	(498)	(500)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	10 370	8 758
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)	93 713	89 962
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions	18 296	17 351
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	(3 822)	(3 598)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)	14 474	13 753
TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)	108 186	103 716

^(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues dans l'article 473bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et à la décision du Conseil d'administration du 2 avril 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 à la suite de la recommandation de la Banque centrale européenne du 27 mars 2020 (sous réserve de la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020).

^(**) Les fonds propres prudentiels présentés au 31 décembre 2019 tiennent compte du projet de distribution de dividende initialement prévu dans la décision du Conseil d'administration du 4 février 2020.

Au 31 mars 2020, hors prise en compte des résultats du 1^{er} trimestre, les fonds propres de base de catégorie 1 s'élèvent à 82 806 millions d'euros, les fonds propres de catégorie 1 s'élèvent à 93 177 millions d'euros et le total des fonds propres s'élèvent à 107 850 millions d'euros.

ACTIFS PONDERES ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES

Actualisation du tableau n° 17 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 303.

► ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1)

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres
	31 mars 2020(*)	31 décembre 2019	31 mars 2020(*)
1 Risque de crédit	531 266	524 231	42 501
2 dont approche standard	206 875	210 490	16 550
4 dont approche basée sur les notations internes - avancée (AIRB)	274 957	259 552	21 997
5 dont participations en actions traitées en méthode de pondération simple	49 434	54 189	3 955
6 Risque de contrepartie	41 193	29 520	3 295
7 dont méthode de l'évaluation au prix du marché	3 296	2 682	264
10 dont méthode du modèle interne	33 299	23 221	2 664
11 dont CCP - contributions aux fonds de défaillance	1 331	1 323	106
12 dont CVA	3 267	2 294	261
13 Risque de règlement	142	3	11
14 Positions de titrisation du portefeuille bancaire	14 193	10 510	1 135
14a dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)	11 915	4 324	953
14b dont approche standard (SEC-SA)	1 358	1 257	109
14c dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA)	920	177	74
15 dont approche fondée sur les notations (IRB)	-	781	-
16 dont méthode de la formule prudentielle (SFA)	-	3 571	-
18 dont approche standard	-	400	-
19 Risque de marché	26 208	19 296	2 097
20 dont approche standard	2 456	1 776	197
21 dont approche par modèle interne (IMA)	23 751	17 521	1 900
23 Risque opérationnel	68 667	68 891	5 493
24 dont approche de base	4 436	4 371	355
25 dont approche standard	10 155	10 243	812
26 dont approche par mesure avancée (AMA)	54 076	54 278	4 326
27 Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)	15 397	16 376	1 232
29 TOTAL	697 065	668 828	55 765

(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues dans l'article 473bis du Règlement (UE) n° 2017/2395.

Actualisation du tableau n° 30 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 340.

► VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)

En millions d'euros	Actifs pondérés - risque de crédit		Exigences de fonds propres - risque de crédit	
	Total	dont approche IRBA	Total	dont approche IRBA
31 décembre 2019	524 231	259 552	41 939	20 764
Volume des actifs	10 948	13 769	876	1 102
Qualité des actifs	(2 727)	(2 339)	(218)	(187)
Mise à jour des modèles	1 195	1 195	96	96
Méthodologie et réglementation	1 771	1 333	142	107
Acquisitions et cessions	(1 441)	1 949	(115)	156
Variation des taux de change	(2 565)	(137)	(205)	(11)
Autres	(147)	(365)	(12)	(29)
31 MARS 2020	531 266	274 957	42 501	21 997

Actualisation du tableau n° 74 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 397.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCR7)**

En millions d'euros	Actifs pondérés - risque de contrepartie		Exigences de fonds propres - risque de contrepartie	
	Total	dont méthode du modèle interne	Total	dont méthode du modèle interne
31 décembre 2019	29 520	23 221	2 362	1 858
Volume des actifs	9 604	8 718	768	697
Qualité des actifs	822	985	66	79
Mise à jour des modèles	499	499	40	40
Méthodologie et réglementation	23	23	2	2
Acquisitions et cessions	-	-	-	-
Variation des taux de change	(20)	0	(2)	0
Autres	746	(147)	60	(12)
31 MARS 2020	41 193	33 299	3 295	2 664

Actualisation du tableau n° 78 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 400.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE MARCHÉ PAR TYPE D'EFFETS (EU MR2-B)**

En millions d'euros	Actifs pondérés - risque de marché						Exigences de fonds propres - risque de marché
	VaR	SVaR	IRC(*)	CRM(**)	Approche standard	Total	
31 décembre 2019	4 644	9 999	2 384	494	1 776	19 296	1 544
Volume des actifs	1 273	3 143	379	176	735	5 706	456
Qualité des actifs	37	(96)	-	-	-	(59)	(5)
Modèle	337	865	39	-	-	1 241	99
Méthodologies	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	73	4	1	(55)	23	2
31 MARS 2020	6 291	13 984	2 806	671	2 456	26 208	2 097

(*) Incremental Risk Charge.

(**) Comprehensive Risk Measure.

3. INFORMATIONS GENERALES

3.1 Accessibilité de l'actualisation du Document d'enregistrement universel au public

Ce document est disponible sur le site internet www.invest.bnpparibas.com ou sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org.

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe BNP Paribas peut, sans engagement, demander les documents :

- par courrier :

BNP Paribas – Finance Groupe

Relations Investisseurs et Information Financière

3, rue d'Antin – CAA01B1

75002 Paris

- par téléphone : 01 40 14 63 58

L'information règlementée est accessible sur le site : <https://invest.bnpparibas.com/information-reglementee>.

3.1 Changement significatif

A l'exception des éléments mentionnés dans l'Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, aucun changement significatif de la situation financière du Groupe n'est survenu depuis le 31 mars 2020, aucun changement significatif défavorable des perspectives de l'émetteur et aucun changement significatif de la situation financière ou de la performance financière du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés en date du 3 mars 2020.

3.2 Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage

BNP Paribas (la « Banque ») est partie en tant que défenderesse à plusieurs litiges, différends et procédures (y compris des enquêtes par des autorités judiciaires ou de supervision) dans un certain nombre de juridictions, découlant du cours normal de ses activités commerciales, y compris entre autres en lien avec ses activités en qualité de contrepartie, prêteur, employeur, investisseur et contribuable. Bien que la Banque ne puisse prédire l'issue finale de toutes les procédures judiciaires ou règlementaires en cours ou en germe, la Banque a de bonnes raisons d'estimer qu'elles sont soit sans fondement juridique, soit qu'elles peuvent être contestées avec succès, soit qu'il est peu probable que l'issue de ces actions engendre une perte significative pour la Banque.

Le liquidateur de la société Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (ci-après « BLMIS ») a intenté un certain nombre de recours contre la Banque et certaines de ses filiales, auprès du tribunal des faillites américain (United States Bankruptcy Court Southern District of New York). Ces recours, connus sous le nom de demandes de « clawback », s'apparentent aux divers recours introduits par le liquidateur de BLMIS à l'encontre de nombreuses institutions, et visent au recouvrement de fonds prétendument transférés aux entités du Groupe BNP Paribas par BLMIS ou indirectement par le biais de fonds liés à BLMIS et dans lesquels des entités du Groupe BNP Paribas détenaient des participations. Le liquidateur de BLMIS prétend qu'en vertu du droit fédéral américain des procédures collectives et du droit de l'Etat de New York, les paiements effectués en faveur des entités du Groupe BNP Paribas sont nuls et recouvrables. Au total, ces recours visaient initialement au recouvrement d'une somme d'environ 1,3 milliard de dollars américains. BNP Paribas dispose d'arguments très solides à opposer à ces recours, et se défend vigoureusement dans ces instances.

Deux décisions du tribunal des faillites américain, du 22 novembre 2016 et du 3 octobre 2018, ont rejeté la majorité des demandes que le liquidateur de BLMIS cherchait à recouvrer auprès des entités du Groupe BNP Paribas. Le 25 février 2019, la Cour d'appel (United States Court of Appeals for the Second Circuit) a infirmé la décision du tribunal des faillites américain du 22 novembre 2016. Le 29 août 2019, les défendeurs ont déposé

une requête auprès de la Cour suprême américaine afin qu'elle réforme la décision de la Cour d'appel. A la fin de cette procédure, la décision du 3 octobre 2018 sera susceptible d'appel.

Une action judiciaire est en cours en Belgique à la requête d'actionnaires minoritaires de l'ancien groupe Fortis contre la Société fédérale de Participations et d'Investissement, Ageas et BNP Paribas, demandant notamment la condamnation de BNP Paribas à des dommages et intérêts à titre de restitution par équivalent d'une partie des actions de BNP Paribas Fortis qui lui ont été apportées en 2009, au motif que le transfert de ces actions serait nul. Le Tribunal de Commerce de Bruxelles a décidé, le 29 avril 2016, de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de la procédure pénale en cours en Belgique dans le dossier Fortis. Le Procureur a annoncé le 20 décembre 2018 qu'il ne voyait pas de raison de solliciter auprès de la chambre du Conseil de la Cour qu'elle ordonne un renvoi. Ladite affaire pénale est actuellement pendante devant la Chambre du Conseil à Bruxelles.

Comme de nombreuses autres institutions financières dans les secteurs de la banque, de l'investissement, des fonds communs ou du courtage, la Banque a reçu ou est susceptible de recevoir des demandes d'information d'autorités de supervision, d'agences gouvernementales ou d'autorégulation. La Banque répond à ces requêtes, coopère avec les autorités et régulateurs en question et s'efforce de traiter et de remédier aux points soulevés.

Les autorités de régulation et judiciaires américaines mènent actuellement différentes enquêtes ou procèdent à des demandes d'informations qui ont été mentionnées dans la presse financière internationale notamment en ce qui concerne le marché des bons du Trésor américain et les émissions obligataires des agences publiques américaines. La Banque, qui a elle-même reçu des demandes d'informations, coopère aux enquêtes et répond aux demandes qui lui sont faites. L'issue et l'impact potentiel de ces enquêtes ou demandes d'informations est difficile à prédire avant leur terme et les discussions subséquentes avec les autorités américaines. Il est à noter qu'il a été rapporté qu'un certain nombre d'institutions financières sont concernées par ces enquêtes ou demandes d'informations et que les revues auxquelles elles peuvent donner lieu peuvent parfois conduire à des accords transactionnels comprenant notamment le paiement d'amendes ou de pénalités significatives en fonction des circonstances propres à chaque situation.

Le 26 février 2020 le Tribunal correctionnel de Paris a jugé BNP Paribas Personal Finance coupable de pratique commerciale trompeuse et de recel de ce délit. BNP Paribas Personal Finance est condamnée à payer une amende de 187 500 euros. Le Tribunal a ordonné la publication du dispositif du jugement dans certains journaux de presse nationale. BNP Paribas Personal Finance est condamnée à des dommages et intérêts en faveur des parties civiles et à un montant au titre des frais de défense, en ce compris trois associations de consommateurs. Le jugement est assorti de l'exécution provisoire sur les intérêts civils. BNP Paribas Personal Finance a interjeté appel de la décision le 6 mars 2020. Par ailleurs, une demande en référé de suspension de l'exécution provisoire a également été initiée. Le calendrier des audiences étant suspendu en raison de la crise COVID19, la date d'audience du référé qui devait se tenir le 29 avril 2020 a été reportée.

3.3 Rémunération des collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe au titre de l'exercice 2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
1 - GOUVERNANCE	8
Comité Conformité Risques Finance Groupe	8
Le Comité des Rémunérations et Conseil d'Administration	9
Assemblée Générale des Actionnaires	10
Audit et Contrôles	10
2 - PRINCIPES DE RÉMUNÉRATION DU GROUPE	11
Principes de Rémunération Applicables à l'Ensemble des Collaborateurs du Groupe	11
3 - LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MRT GROUPE	13
Le Périmètre	13
Détermination des Enveloppes de Bonus et Répartition par Ligne d'Activité	14
Allocations Individuelles	15
Paiement des Rémunérations Variables	16
Ratio entre Rémunérations Variable et Fixe	18
Champ d'Application et Règles Locales	18
Les Dirigeants Mandataires Sociaux de BNP Paribas SA	18
4 - INFORMATIONS QUANTITATIVES CONCERNANT LES RÉMUNÉRATIONS ATTRIBUÉES AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	19
Données d'Ensemble	19
Rémunération des Collaborateurs MRT Groupe en 2019	20
5 - INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LES RÉMUNÉRATIONS DES MRT VERSÉES EN 2019	22

ÉDITO

Yves Martrenchar, Responsable des Ressources Humaines Groupe



“ Groupe bancaire européen à dimension internationale, fort de près de 200 000 collaborateurs présents dans plus de 70 pays, BNP Paribas porte une attention toute particulière à sa politique de rémunération.

Cette politique se veut compétitive afin d'attirer et de retenir les collaborateurs les plus performants et talentueux, et permet de les rémunérer en tenant compte du marché local et des spécificités propres à certains métiers.

Appliquant strictement la réglementation européenne d'encadrement des rémunérations, ainsi que les dispositions réglementaires propres à certains pays ou métiers, la politique de rémunération du Groupe vise à ne pas encourager la prise de risque excessive, et à éviter la mise en place d'incitations qui pourraient entraîner des situations de conflits d'intérêt entre les collaborateurs et les clients.

Elle repose sur des principes d'équité et de transparence et se traduit notamment par un processus annuel unique de révision des rémunérations, concomitant à l'évaluation de la performance des collaborateurs, permettant une traçabilité et une cohérence interne des décisions ainsi qu'un contrôle et une maîtrise des évolutions par la Direction Générale.

L'évolution des effectifs fait également l'objet d'un pilotage strict, afin de s'assurer de la bonne adéquation avec les besoins des métiers, et d'anticiper les éventuels écarts pouvant conduire à un recours accru au recrutement externe, ou au contraire au redéploiement des équipes, en cohérence avec la volonté du Groupe de développer l'employabilité interne des collaborateurs et leurs perspectives de mobilité. Ces évolutions de carrière sont accompagnées tant que de besoins par des programmes de formations ambitieux (renforcement des compétences, ou nouveaux apprentissages) et donnent lieu à un réexamen des niveaux de rémunération de chacun, en adéquation avec les postes occupés.

Dans la mise en œuvre de la politique du Groupe, les différents métiers procèdent annuellement à des examens leur permettant de mesurer la compétitivité de leurs rémunérations par rapport aux pratiques de marché. Le Groupe s'est de nouveau assuré en 2019 que les niveaux de rémunération variables des différents métiers étaient en adéquation avec leurs résultats et la maîtrise de leurs coûts.

BNP Paribas renforce continuellement l'attention portée à l'égalité de traitement pour tous, l'absence de discrimination, y compris entre les femmes et les hommes, et la prise en compte pour chacun de nos collaborateurs – outre la mesure de la performance individuelle et collective – du respect du Code de Conduite, de la réglementation, ainsi que de la maîtrise des risques et des règles internes, qui font l'objet pour certains collaborateurs d'une revue individuelle par les Fonctions Indépendantes et de contrôle.

Concernant l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, lorsque cela s'avère nécessaire, le Groupe met en place des mesures spécifiques dédiées au rattrapage salarial. En France, où la publication de l'Index sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes a été introduit pour la première fois en 2019 pour les entreprises de plus de 250 salariés, les scores des entités du Groupe concentrant plus de 60 000 collaborateurs atteignent des niveaux parmi les meilleurs du secteur et bien au-delà des minimums requis par la Loi.

Enfin, soucieux de sa responsabilité sociale et environnementale depuis plusieurs années, le Groupe a intégré depuis 2013 dans sa politique de rémunération des indicateurs RSE représentatifs des 4 piliers de la politique RSE du Groupe pour certains collaborateurs clés pour le Groupe. Ces indicateurs RSE ont également été explicitement pris en compte en 2019 pour l'appréciation d'une partie des critères utilisés pour la détermination de la rémunération variable annuelle des dirigeants du Groupe.

Le présent rapport présente la politique de rémunération du Groupe, la gouvernance mise en place pour en assurer sa cohérence et sa correcte application, ainsi que des éléments détaillés sur la rémunération de certains de ses collaborateurs. Il s'agit de ceux qui, compte tenu de leurs activités, sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur le profil de risque du Groupe, sont identifiés comme preneurs de risque significatifs en application des critères d'identification prévus par la réglementation au niveau du Groupe, et font l'objet de dispositions d'encadrement spécifiques sur leurs rémunérations telles que requises par la réglementation Européenne. ”

INTRODUCTION

Le Groupe BNP Paribas applique l'ensemble des dispositions réglementaires en matière d'encadrement des rémunérations telles que prévues par :

- **La Directive Européenne CRD4¹** du 26 Juin 2013, telle que transposée en droit français dans le Code Monétaire et Financier et l'arrêté du 3 novembre 2014 et le Règlement Européen CRR1 du 26 Juin 2013;
- **Le règlement délégué (UE)** de la Commission du 4 mars 2014 sur les critères d'identification des collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise (« Material Risk Takers » ou « MRT »), au niveau consolidé à l'ensemble de ses succursales et filiales, y compris celles en dehors de l'Union Européenne;
- **Les orientations de l'ABE²** sur les politiques de rémunérations saines du 27 Juin 2016 telles que reprises par la position de l'ACPR³.

Ainsi, la politique de rémunération du Groupe est conforme à l'ensemble de ces dispositions et vise à ne pas encourager la prise de risque excessive, à éviter la mise en place d'incitations qui pourraient entraîner des conflits d'intérêts, et à ne pas inciter ou encourager les activités de gestion non autorisées.

Ces dispositions réglementaires prudentielles s'appliquent sur base consolidée à l'ensemble du Groupe (y compris les filiales et succursales en dehors de l'Union Européenne), sauf exemptions prévues par la réglementation. En cas de divergences entre la réglementation qui s'applique au niveau du Groupe et celle qui s'applique au niveau local, ce sont les dispositions les plus contraignantes qui s'imposent.

Ce rapport répond aux exigences réglementaires liées à l'article 450 du Règlement (UE) 575/2013 du 26 Juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR).⁴

S'agissant des populations spécifiquement visées par les dispositions légales et réglementaires, ont été identifiés :

1 | MRT Groupe

Les collaborateurs entrant en 2019 dans la catégorie des MRT au niveau du Groupe conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, ont été inclus dans le périmètre des MRT Groupe, l'ensemble des collaborateurs répondant à l'un des critères établis dans le Règlement Délégué, y compris ceux identifiés

en raison de leur niveau de rémunération (du fait de leur expertise, sans qu'il soit avéré que leur activité professionnelle ait une incidence sur le profil de risque du Groupe). Ces collaborateurs sont soumis à l'ensemble des dispositions prévues dans la politique de rémunération du Groupe telles que détaillées ci-après.

1 | Capital Requirements Directive
2 | Autorité Bancaire Européenne

3 | Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
4 | Capital Requirements Regulation

En complément de ces dispositions légales et réglementaires applicables au niveau du Groupe, d'autres mesures d'encadrement des rémunérations peuvent s'appliquer à certains collaborateurs qui, bien que n'étant pas considérés comme des MRT au niveau du Groupe, sont soumis à des règles particulières dans certaines entités du Groupe :

2 | MRT Locaux

Sont considérés comme « MRT locaux » les collaborateurs identifiés dans les filiales bancaires significatives du Groupe, basées au sein de l'Union Européenne, appliquant la CRD4 sur base individuelle en vertu des transpositions nationales.

Le nombre de collaborateurs identifiés au titre de chacune de ces dispositions (1, 2, 3 ci-dessus) est détaillé en page 19. Par ailleurs, même si un certain nombre de principes relatifs à la politique de rémunération sont applicables à l'ensemble des collaborateurs du Groupe, les éléments chiffrés tels que détaillés à partir de la page 20 du présent rapport ne portent que sur les collaborateurs identifiés comme « MRT Groupe » soumis aux dispositions CRD4 au niveau du Groupe tel que requis par la réglementation.

3 | Régulés Locaux

Sont considérés comme régulés locaux les collaborateurs identifiés en raison d'autres dispositions réglementaires prudentielles bancaires applicables en vertu des règles locales dans des pays en dehors de l'Union Européenne.

Par ailleurs, d'autres règles spécifiques sur les rémunérations peuvent s'appliquer à certains métiers du Groupe, par exemple en raison de dispositions :

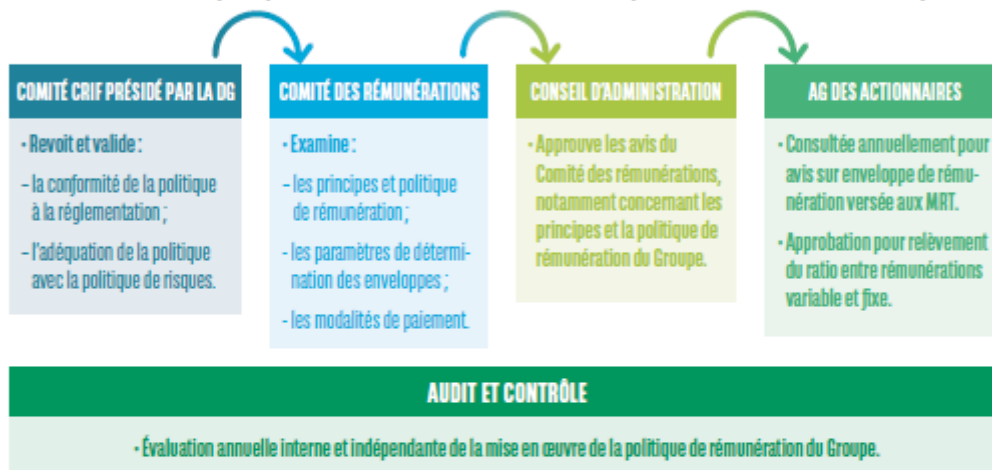
- **Liées à la protection de la clientèle** (MIFID⁵ et orientations de l'ESMA⁶) pour les collaborateurs du Groupe en relation directe ou indirecte avec les clients;
- **D'ordre sectoriel** (gestion d'actifs avec AIFMD et UCITS et assurance avec Solvency);
- **Liées à l'application des dispositions relatives à la Loi Bancaire Française** (telles que transposées dans le Code monétaire et financier) et **à la Règle Volcker** applicables aux opérateurs de marché;
- **Spécifiques au Groupe pour les collaborateurs de front office des métiers de Global Markets** au sein du domaine d'activité Corporate & Institutional Banking (CIB), pour lesquels la rémunération variable attribuée continue, comme les années précédentes, à être strictement encadrée (prise en compte de l'ensemble des coûts et des risques dans la détermination des enveloppes de rémunération variable, application de règles de différé et rémunération variable pour partie indexée à l'action).

5 | Markets in Financial Instruments Directive
6 | European Securities and Markets Authority

1 · GOUVERNANCE

Les principes de rémunération du Groupe BNP Paribas et la politique de rémunération des MRT sont élaborés et proposés par les Ressources Humaines Groupe, en collaboration avec les métiers concernés, présentés pour validation au Comité Conformité, Risques, Finance du Groupe (Comité CRIF), présidé par la Direction Générale (DG) puis présentés en Comité des rémunérations avant approbation par le Conseil d'administration. Depuis 2014, l'Assemblée Générale des actionnaires est consultée annuellement sur certains éléments. Conformément à la réglementation applicable, le Comité des rémunérations de BNP Paribas SA exerce également les fonctions de Comité des rémunérations pour les filiales significatives.

Élaboration de la politique de rémunération et de sa mise en œuvre par les Ressources Humaines Groupe



Comité Conformité Risques Finance Groupe « CRIF »

Le Comité CRIF est un comité de la Direction Générale présidé par M. Philippe Bordenave, Directeur Général délégué et comprend les responsables des trois fonctions Conformité, Risques, Finance (ou des représentants mandatés par leurs soins), ainsi que :

- Le Directeur Général adjoint Transversal et Président de substitution du Comité CRIF par délégation de M. Philippe Bordenave ;
- Le Responsable des Ressources Humaines Groupe ;
- Le Responsable Rémunérations & Avantages sociaux, qui en assure le secrétariat.

La politique de rémunération des collaborateurs régulés est présentée et discutée au sein du Comité CRIF qui revoit et valide :

- La conformité de la politique au regard de la réglementation ;
- L'adéquation de cette politique et sa mise en œuvre vis-à-vis de la politique de risques de l'entreprise ;
- La cohérence des pratiques de rémunérations variables avec le maintien d'un niveau suffisant de fonds propres.

Ce Comité a délibéré à trois reprises pour le processus de révision des rémunérations au titre de l'exercice 2019.

Le Comité des Rémunérations & Conseil d'Administration

Le Comité des rémunérations est un comité du Conseil d'administration présidé par M. Pierre André de Chalendar. Il est par ailleurs composé de M^{me} Jane Fields Wicker-Miurin, qui est également membre du Comité des comptes, et de M. Hugues Epailard administrateur élu par les salariés au Conseil d'administration et également membre du Comité de Contrôle Interne, des Risques et de la Conformité. Cette composition est de nature à favoriser les travaux du Conseil d'administration sur l'adéquation des principes de rémunération avec la politique de risques de BNP Paribas.

Sa composition est conforme à la réglementation applicable et aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise de l'AFEP MEDEF. **Ses membres sont majoritairement des administrateurs indépendants**, ils disposent d'une expérience des systèmes de rémunération et des pratiques de marché dans ce domaine. Enfin, le Président du Conseil d'administration qui n'en est pas membre, assiste aux séances du Comité et participe aux échanges, hors ceux qui le concernent personnellement.

Le règlement Intérieur du Conseil d'administration définit la mission du Comité des rémunérations qui prépare les décisions du Conseil d'administration sur les principes de la politique de rémunération et la rémunération des dirigeants mandataires sociaux du Groupe et celle des collaborateurs dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe (MRT Groupe), conformément à la réglementation en vigueur. Le Comité des rémunérations reçoit communication des décisions validées par le Comité CRIF.

Ainsi, le Comité des rémunérations analyse la politique de rémunération des MRT Groupe, les principes de rémunération et les éléments de cadrage annuel revus et validés par le Comité CRIF, notamment :

- Les paramètres de détermination de l'enveloppe de rémunération variable (ou « bonus ») de Global Markets;
- Les modalités de répartition, d'attribution individuelle et de paiement.

Le Comité des rémunérations analyse également la liste nominative des bénéficiaires dont la rémunération excède certains seuils définis chaque année par la Direction Générale, et est chargé de contrôler la rémunération individuelle du responsable des Risques et de la Conformité au niveau Groupe.

Les éléments ainsi débattus en Comité des rémunérations sont ensuite présentés au Conseil d'administration qui en approuve les principes. Les informations sont également transmises aux Conseils d'Administration des filiales significatives du Groupe.

Le Comité des rémunérations s'est réuni à quatre reprises pour délibérer du processus de révision des rémunérations au titre de l'exercice 2019.

Assemblée Générale des Actionnaires

L'Assemblée Générale des actionnaires de BNP Paribas est consultée annuellement sur l'enveloppe de rémunération versée au cours de l'exercice écoulé aux collaborateurs identifiés comme MRT Groupe au titre de cet exercice incluant la rémunération fixe et la rémunération variable, conformément au Code Monétaire et Financier (cf. p.22).

Par ailleurs, le Comité des rémunérations (sur proposition validée par le CRIF) décide de proposer au Conseil d'administration de soumettre à la décision de l'Assemblée Générale des actionnaires le relèvement du ratio entre la rémunération variable et la rémunération fixe de 100% à 200%. L'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires doit être

obtenue à la majorité des deux tiers, à condition qu'au moins la moitié des actionnaires soit représentée, à défaut, elle statue à la majorité des trois quarts. Les collaborateurs qui entrent dans la catégorie des MRT au titre de l'exercice précédent sont exclus du vote.

Enfin, la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ainsi que des autres administrateurs de BNP Paribas SA fait l'objet de résolutions spécifiques soumises annuellement à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires, en application des dispositions du Code de commerce issues de la «Loi Pacte», et qui sont détaillées dans le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Audit & Contrôles

Les procédures opérationnelles mettant en œuvre la politique de rémunération Groupe sont documentées, de manière à assurer l'auditabilité du dispositif et la traçabilité des décisions. Par ailleurs, **des contrôles ont été définis par les Ressources Humaines Groupe et mis en œuvre par les Ressources Humaines des pôles, entités, fonctions du Groupe** afin de s'assurer de la correcte identification des collaborateurs MRT, et de la correcte application de l'ensemble des dispositions réglementaires applicables à ces populations (règles de différé, indexation, ratio variable sur fixe). À l'issue du processus de révision des rémunérations, ces contrôles font l'objet d'une certification de la part de chacun des pôles, métiers, et fonctions du Groupe.

A posteriori, un contrôle de second niveau est déployé par **RISK ORC et l'Inspection Générale du Groupe effectue une revue indépendante annuelle du processus de rémunération**, pour s'assurer de sa conformité effective aux principes et aux procédures prévus par la politique de rémunération du Groupe.

Une synthèse du rapport est systématiquement portée à la connaissance du Comité des rémunérations du Conseil d'administration.

La revue effectuée en 2019 par l'Inspection Générale du Groupe sur le processus 2018 et sur la mise en œuvre des principes de la CRD4 incluant l'identification des collaborateurs au titre des critères définis dans le règlement délégué a conclu que les principes et la réglementation étaient correctement appliqués. La synthèse de cette revue a été portée à la connaissance du Comité des rémunérations du Conseil d'administration et transmise au régulateur.

Par ailleurs, la Banque Centrale Européenne procède chaque année à une revue des principes et de la mise en œuvre de la politique de rémunération du Groupe BNP Paribas.

2 · PRINCIPES DE RÉMUNÉRATION DU GROUPE

Principes de Rémunération applicables à l'ensemble des collaborateurs du Groupe

COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION DES COLLABORATEURS DU GROUPE

Plusieurs éléments composent la rémunération des collaborateurs du Groupe :

La rémunération fixe

La rémunération fixe rémunère la compétence, l'expérience, le niveau de qualification, l'implication dans les tâches confiées. Elle est fixée en fonction du marché (local et métier) et d'un principe de cohérence Interne au Groupe BNP Paribas. Elle est composée d'un salaire fixe de base, qui rémunère les compétences et les responsabilités correspondant à la fonction occupée, et le cas échéant de compléments de rémunération fixe liés notamment aux spécificités du poste occupé, conformément à la réglementation en vigueur.

La rémunération variable collective

Des systèmes de partage des profits dont les modalités de calcul sont définies généralement par accord d'entreprise peuvent exister en fonction des législations locales, permettant aux collaborateurs de percevoir une partie des résultats du Groupe et/ou de l'entité dans laquelle ils travaillent.

La rémunération variable Individuelle

La rémunération variable rémunère les réalisations quantitatives et qualitatives mesurées à partir des performances constatées et des évaluations Individuelles, au regard des objectifs fixés. Elle est déterminée en fonction des résultats dégagés par l'activité et des réalisations par rapport aux objectifs quantitatifs et qualitatifs, de la contribution à la maîtrise des risques et au respect des règles de conformité et des pratiques de marché (local et/ou métier). Elle ne constitue pas un droit et est fixée chaque année dans le respect de la politique de rémunération de l'année considérée et des principes de gouvernance en vigueur.

En complément, la rémunération variable peut également consister en un plan de fidélisation ou de rémunération variable à moyen ou long terme, ou tout autre Instrument approprié visant à motiver et fidéliser les collaborateurs clés et collaborateurs à potentiel du Groupe, en les intéressant à la croissance de la valeur créée.

Les rémunérations variables sont déterminées de manière à éviter la mise en place d'incitations qui pourraient entraîner des situations de conflit d'intérêts entre les collaborateurs et les clients, ou le non-respect des règles de Code de Conduite, Règles et Réglementation et Maîtrise des Risques.

La structure de rémunération doit permettre d'offrir un niveau de rémunération fixe suffisant pour rémunérer l'activité professionnelle, en relation avec le niveau de séniorité, d'expertise, et d'expérience professionnelle dans l'activité concernée, pour permettre le cas échéant de ne pas accorder de rémunération variable.

Les incitations commerciales

Pour les collaborateurs occupant notamment une fonction commerciale au sein des activités de détail, la rémunération variable Individuelle peut prendre la forme d'incitations commerciales. Celles-ci ne doivent pas encourager à proposer un produit ou un service au détriment d'un autre mieux adapté aux besoins du client, ni favoriser les intérêts des collaborateurs et/ou les intérêts de la Banque au détriment de ceux du client.

Les avantages sociaux

Les avantages sociaux dépendent des législations de chaque pays; ils viennent en complément des autres formes de rémunération et visent notamment à protéger le collaborateur contre les aléas de la vie (contrats de prévoyance, mutuelle...), encourager son effort d'épargne et favoriser la préparation de sa retraite, sous forme de plans de retraite collectifs.

Les autres éléments de rémunération

Les créances rachetées lors de l'embauche de collaborateurs expérimentés seront payées selon un échéancier et des conditions les plus proches possible des échéances et conditions initiales des instruments rachetés; tout en suivant les modalités de paiement ainsi que les conditions comportementales prévues dans le cadre des plans de rémunération différée du Groupe BNP Paribas, en vigueur au moment du rachat de la créance à ces collaborateurs.

Garantir par avance le paiement des rémunérations variables est interdit. Toutefois, dans un contexte d'embauche, notamment pour attirer une compétence clé, l'attribution d'une rémunération variable peut être exceptionnellement garantie la première année, cette attribution sera en tout état de cause soumise aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux rémunérations variables (c'est-à-dire avec une part différée, indexation, conditions de performance le cas échéant).

Enfin, en cas de rupture anticipée d'un contrat de travail, tout montant versé dans le cadre transactionnel (au-delà des minima légaux et accords collectifs en vigueur) doit refléter la performance effective passée du collaborateur.

INTERDICTION DE COUVERTURE

La couverture ou l'assurance par les bénéficiaires du risque liée à la fluctuation de l'action, ou à la profitabilité des métiers visant à supprimer l'aléa lié à leur rémunération différée est interdite (y compris pendant la période d'indisponibilité).

PROCESSUS DE RÉVISION ANNUELLE

La gestion des évolutions de rémunération se fait dans le cadre d'un processus annuel unique au sein du Groupe et à l'aide d'un outil centralisé permettant à la Direction Générale d'obtenir à tout moment l'état des propositions, en particulier pour l'ensemble des MRT, et de piloter ce processus jusqu'aux décisions individuelles et à leur notification, en fonction de la conjoncture, des résultats de l'entreprise et des conditions de marché.

3 · LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MRT GROUPE

Le périmètre

Les MRT Groupe sont identifiés annuellement conformément aux critères définis dans le règlement délégué de la Commission Européenne et aux critères complémentaires du Groupe selon la méthodologie suivante :

AU NIVEAU DU GROUPE

- Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ;
- Les mandataires sociaux non exécutifs ;
- Les membres du Comité Exécutif du Groupe ;
- Les responsables de niveau Groupe des fonctions Finances, Ressources Humaines, Politique de rémunération, Affaires Juridiques, Affaires Fiscales, Informatique, Analyses économiques ;
- Au sein des fonctions Conformité et Inspection Générale : le responsable de niveau Groupe et les managers qui lui sont directement rattachés ;
- Au sein de la fonction Risques : le responsable de niveau Groupe, les managers lui reportant directement, ainsi que les autres membres du Comité Exécutif de la fonction ;
- Les cadres dirigeants responsables de métiers, zones géographiques, domaines d'activité, entités opérationnelles ayant une incidence significative sur le profil de risque du Groupe.

AU NIVEAU DES PRINCIPAUX MÉTIERS DU GROUPE

Dans les entités significatives pour lesquelles le Groupe alloue plus de 2% de ses fonds propres normatifs :

- Le responsable, et les managers qui lui sont directement rattachés ;
- Le responsable des risques, et les managers qui lui sont directement rattachés.

EN VERTU DES CRITÈRES DE RISQUES

- Les collaborateurs bénéficiant de délégations en matière de crédit excédant certains seuils (0,5% du Common Equity Tier 1 « CET1 » du Groupe) et ceux ayant autorité pour approuver ou refuser les décisions en matière de crédit ;
- Les collaborateurs du Groupe ayant autorité pour initier des transactions dont la limite de Value at Risk « VaR » excède certains seuils (5% de la limite de VaR du Groupe), et ceux ayant autorité pour approuver ou refuser ce type de transactions ;
- Les membres ayant autorité au sein de comités pour valider ou refuser des transactions, opérations ou nouveaux produits ;
- Les managers dont les délégations cumulées de leurs collaborateurs directs excèdent le seuil en matière de risque de crédit.

EN VERTU DES NIVEAUX DE RÉMUNÉRATION

Sont également ajoutés à la liste, les collaborateurs du Groupe dont la rémunération totale annuelle de l'exercice précédent excède certains seuils absolus (500 000 euros) ou relatifs (0,3% les mieux rémunérés).

Détermination des enveloppes de bonus et répartition par ligne d'activité

LES ACTIVITÉS DE MARCHÉS DE GLOBAL MARKETS

Dans le cadre du strict encadrement des rémunérations de l'ensemble des collaborateurs de Global Markets, l'enveloppe de rémunération variable du métier est déterminée en prenant en compte l'ensemble des éléments constitutifs des résultats et du risque, notamment :

- Les revenus directs ;
- Les coûts directs et indirects alloués au métier ;
- Le coût du refinancement facturé en interne (y compris coût réel de la liquidité) ;
- La charge du risque générée par le métier ;
- Le coût du capital alloué à l'activité.

Toutefois, certains éléments de revenus ou de coûts ne sont pas imputés au métier lorsqu'ils ne reflètent pas sa performance sur l'année.

Les enveloppes ainsi calculées sont réparties au sein des métiers de Global Markets entre les différentes lignes d'activité, en fonction de critères adaptés aux caractéristiques propres à chaque métier ou équipe, définis et documentés de manière précise, et reflétant :

- La mesure de performance quantitative (y compris la création et le développement d'avantages compétitifs de long terme pour le Groupe),
- La mesure du risque sous-jacent,
- La valeur de marché des équipes concernées ainsi que la situation concurrentielle.

Ces éléments sont complétés par des éléments factuels permettant de mesurer le comportement collectif des équipes :

- En matière de contrôle permanent, de conformité et de respect des procédures ;
- En termes d'esprit d'équipe au sein du métier, et de ventes croisées au sein du Groupe.

Les critères retenus s'appuient sur des indicateurs quantitatifs et des éléments factuels, dont la nature est définie chaque année lors du lancement du processus de rémunération.

LES AUTRES MÉTIERS DU GROUPE

Les enveloppes de rémunération variable des autres métiers du Groupe sont déterminées en fonction des revenus générés nets de toutes les charges et besoin en capital, après prise en compte du risque (notamment pour les activités CIB), ou par application d'un taux de variation par rapport à l'exercice précédent, fixé en fonction notamment de l'évolution des performances du Groupe ou du métier dans son ensemble, après prise en compte du risque (notamment pour les activités de Banque de Détail), ainsi que des pratiques du marché.

LES ENVELOPPES DES FONCTIONS GROUPE ET FONCTIONS DE CONTRÔLE

Les enveloppes de rémunération variable des fonctions Groupe, et des fonctions de contrôle Intégrées⁷ sont déterminées indépendamment de la performance des métiers dont elles facilitent, valident ou vérifient les opérations.

Les enveloppes de rémunération variable des fonctions au sein des domaines d'activités et métiers sont définies par rapport à celles des fonctions Groupe, mais en tenant compte le cas échéant des situations de marché du travail particulières, dans une mesure limitée.

7 | Risques, Conformité, Inspection Générale, Juridique

Allocations Individuelles

L'attribution Individuelle est effectuée par décision du management sur la base :

- Des performances de l'équipe à laquelle appartient l'intéressé et de ses performances Individuelles (la performance est mesurée en fonction du niveau de résultat et du niveau de risque associé à ce résultat) ;
- Des évaluations (évaluation individuelle annuelle obligatoire réalisée par le responsable hiérarchique) qui apprécient à la fois :
 - les réalisations qualitatives par rapport aux objectifs fixés,
 - le comportement professionnel au regard des valeurs, des règles de conformité, du Code de Conduite et des procédures du Groupe,
 - la contribution à la maîtrise des risques, y compris du risque opérationnel et
 - le cas échéant le comportement managérial de l'intéressé.

Indépendamment des éventuelles procédures disciplinaires, le non-respect des règles et procédures applicables ou les manquements aux règles de conformité et au Code de Conduite du Groupe entraînent la réduction ou la suppression du bonus.

Les collaborateurs Identifiés comme MRT Groupe et MRT locaux sont formellement revus annuellement de manière Indépendante par les fonctions de contrôle (Conformité et Risques) au regard du respect du Code de Conduite, des Règles et Réglementations, et de l'évaluation et de la maîtrise des risques tels que définis par le Groupe.

Le résultat de ces revues est ensuite pris en compte par les managers des collaborateurs concernés dans le cadre de l'évaluation de performance annuelle et pour la détermination de leur rémunération variable annuelle.

Dans le cas où des défaillances à l'une au moins de ces dispositions sont constatées, les rémunérations variables attribuées au titre de l'exercice sont systématiquement réduites voire supprimées pour les collaborateurs concernés.

Les attributions Individuelles pour les collaborateurs des fonctions Groupe et des fonctions de contrôle sont effectuées selon ces principes et indépendamment des performances des métiers que les collaborateurs contrôlent. Par ailleurs, une importance particulière est accordée à la contribution des collaborateurs concernés à la maîtrise des risques lors du processus d'évaluation annuelle.

Païement des rémunérations variables

Pour les MRT⁸, les rémunérations variables comportent une partie non différée et une partie différée.

La part différée est d'autant plus importante que le montant de la rémunération variable est élevé, selon une grille fixée chaque année par le CRIF, variant de 40% à 60% au moins, pour les niveaux de rémunération variable les plus élevés.

Conformément aux obligations réglementaires, le paiement des bonus (pour la partie différée ou la partie non différée) se fait de la manière suivante :

- Pour moitié en numéraire ;
- Pour moitié en numéraire indexé sur l'action BNP Paribas à l'issue d'une période de rétention de 6 mois.

L'indexation à l'action a un double objectif : l'alignement des bénéficiaires sur les intérêts de l'actionnaire, et la solidarité avec les résultats globaux de l'entreprise.

La partie différée est acquise sur 3 ans minimum suivant l'année de l'attribution et son paiement n'est pas plus rapide que prorata temporis. Ainsi, le paiement des bonus soumis à différé sur 3 ans s'étale sur 8 échéances de paiement, avec une dernière échéance en septembre 2023, soit 3 ans et 9 mois après l'exercice de référence pour la détermination des rémunérations variables.

La partie différée est acquise progressivement sur les 3 ans suivant l'année d'attribution, sous réserve de la réalisation de conditions de performance financière du métier, de l'activité et du Groupe, et de conditions comportementales, définies lors de l'attribution.

La rémunération variable est différée à 5 ans et payée par cinquième pendant 5 ans suivant l'année de l'attribution en particulier pour les membres du Comité Exécutif du Groupe.

L'acquisition de chaque fraction annuelle est également conditionnée à la constatation, à chaque terme, de la réalisation des conditions définies lors de l'attribution initiale basées sur le niveau de profitabilité du métier, et/ou de l'activité, et/ou du Groupe dans son ensemble. Ces conditions visent à favoriser la prise en compte de l'impact des activités de l'exercice considéré sur les résultats des exercices ultérieurs, et l'alignement des comportements individuels sur la stratégie et les intérêts de l'entreprise. **En cas de non réalisation des conditions au cours d'un exercice, la fraction annuelle de la rémunération variable différée n'est pas versée («Malus»).**

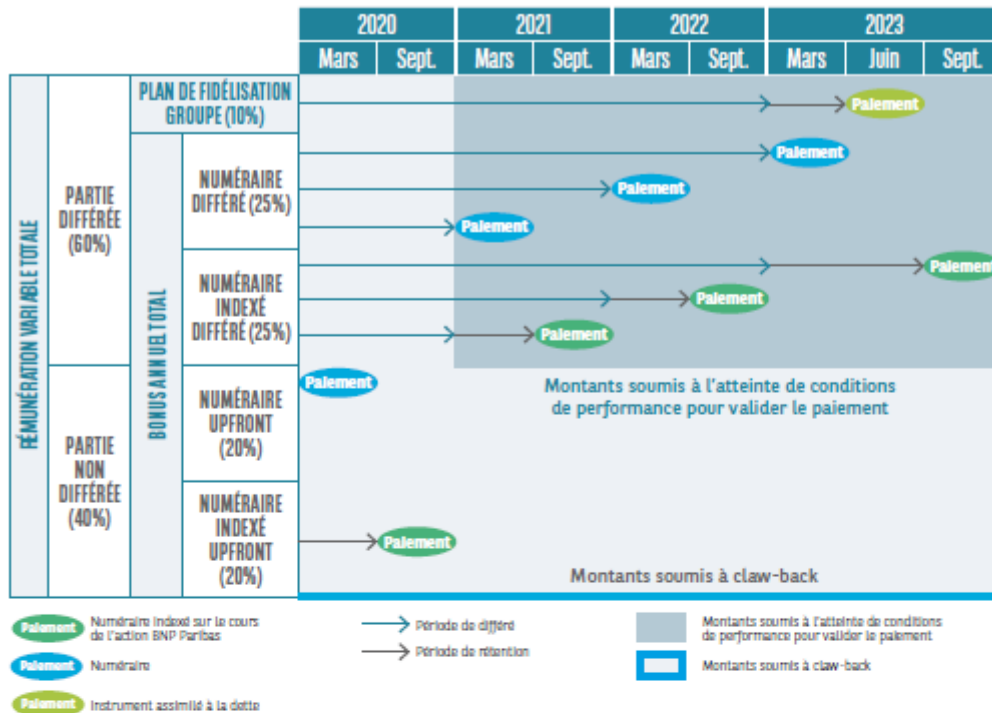
Certains MRT bénéficient également d'une attribution au titre d'un plan de fidélisation Groupe⁹ entièrement différé à plus de 3 ou 5 ans prenant la forme d'un instrument assimilé à de la dette dont le paiement est subordonné à l'absence de mesure de résolution du régulateur et au maintien d'un CET1¹⁰ Groupe supérieur à 7%. Ce plan inclut également des conditions relatives à la performance financière du Groupe ainsi qu'à des critères RSE, définis au moment de l'attribution.

Le schéma suivant illustre un exemple d'application des règles de paiement de la rémunération variable dans le cas d'un collaborateur MRT soumis à un taux de différé de 60% sur 3 ans et bénéficiant d'une attribution à hauteur de 10% de sa rémunération variable totale au titre du plan de fidélisation groupe :

8 | Hors dirigeants mandataires sociaux de BNP Paribas SA (cf p18)

9 | Rémunération variable à moyen terme

10 | Common Equity Tier 1 Groupe à 12,1% au 31/12/2019



Par application d'un principe de proportionnalité et pour limiter la gestion administrative associée à ces plans, chaque échéance de différé dont le paiement est inférieur à 5000 euros est réglée par anticipation dès l'attribution (pour les rémunérations variables attribuées inférieures à 75 000 euros).

La faute d'un collaborateur ayant entraîné son licenciement (ou, pour un collaborateur ayant quitté le Groupe, la faute qui aurait été susceptible d'entraîner son licenciement si elle avait été révélée alors qu'il était employé), lorsqu'elle consiste en un manquement en matière de gestion du risque, de conformité, ou de respect du Code de Conduite ou encore en une dissimulation ou une action ayant eu pour effet de fausser les conditions de fixation de bonus antérieurement alloués, implique la perte de tout ou partie des droits aux éléments différés de l'ensemble des rémunérations variables¹¹ précédemment attribués (« Malus ») et éventuellement la restitution (« claw-back ») des éléments de rémunération variable déjà perçus (sous réserve du respect du droit du travail local).

Par ailleurs, en cas de mise en œuvre d'un plan de résolution, tel que défini à l'article L. 613-50 et suivants du Code monétaire et financier, Les règlements de plan de

rémunération variable différée prévoient les conditions dans lesquelles les éléments de rémunérations variables attribuées pourront être réduits ou annulés.

Enfin, la rémunération variable des collaborateurs des activités de marchés qui n'entrent pas dans la catégorie des MRT continue à être strictement encadrée et fait l'objet de règles de paiement intégrant des différés, de l'indexation et des clauses suspensives de paiement.

Ainsi, les critères de risques, de conduite, et de conformité et leurs mesures sont pris en compte ex-ante pendant le processus de revue annuelle des rémunérations, pour le calcul des enveloppes de rémunération variable (collectif) et dans le cadre du processus d'évaluation annuelle (Individuel). En complément, tout manquement au regard des principes du Code de conduite, de la conformité et de la gestion des risques est également pris en compte ex-post pour le paiement des rémunérations des collaborateurs qui bénéficient d'une rémunération variable soumise à des règles de différé (malus et clawback en cas de faute).

Tout ceci contribue à renforcer la culture de conduite, conformité et risques de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

11 | Y compris au titre du plan de fidélisation Groupe

Ratio entre rémunérations variable et fixe

La rémunération variable totale attribuée à un collaborateur entrant dans la catégorie des MRT, considérée à sa valeur nominale à la date d'attribution, ne peut excéder sa rémunération fixe totale au titre de la même année multipliée par un ratio.

Un ratio maximum de 200% est proposé par le Comité CRIF au Comité des rémunérations du Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'assemblée Générale du 24 mai 2018 a approuvé à plus de 80% ce ratio de 200% pour une durée de 3 ans. Pour

le calcul du ratio, la part de la rémunération variable différée à 5 ans et versée sous forme d'instruments, dans la limite de 25% de la rémunération variable totale est actualisée avec un taux défini conformément aux orientations de l'EBA¹².

Au titre de 2019, ce taux d'actualisation a bénéficié à 4 collaborateurs en France¹³.

43% des collaborateurs identifiés comme MRT Groupe au titre de 2019 ont bénéficié d'un ratio entre 100% et 200% entre la composante variable et la composante fixe de leur rémunération totale.

Champ d'application et règles locales

Les dispositions décrites ci-dessus sont celles qui s'appliquent en principe aux MRT du Groupe. Des dispositions particulières parfois plus contraignantes notamment concernant les modalités de paiement de la rémunération variable ou le ratio peuvent dans certains pays être appliquées aux MRT du Groupe en raison de la transposition des règles de la CRD4 dans certains pays européens.

Par ailleurs, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, les activités du Groupe soumises à certaines dispositions réglementaires (AIFMD et UCITS pour la gestion d'actifs et Solvency pour l'assurance) ou les entités non assujetties CRD4 dont le total bilan est

inférieur à 10 milliards d'euros et dont les activités n'ont pas d'impact sur la solvabilité et la liquidité du Groupe (en particulier l'immobilier) ne sont pas concernées par les dispositions de la CRD4.

Ces dispositions de la CRD4 en matière d'encadrement sur les rémunérations s'appliquent également sur base individuelle au niveau des filiales bancaires du Groupe au sein de l'Union Européenne, selon la législation en vigueur, aux collaborateurs identifiés comme « MRT locaux » conformément aux principes Groupe tels que détaillés ci-avant et à la réglementation locale applicable.

Les dirigeants mandataires sociaux de BNP Paribas SA

La rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux de BNP Paribas SA est déterminée en cohérence avec les principes énoncés ci-dessus applicables à l'ensemble des MRT Groupe et selon des modalités proposées par le Comité des rémunérations, et arrêtées par le Conseil d'administration de BNP Paribas.

Les principes et la politique de rémunération spécifiques applicables aux dirigeants mandataires sociaux de BNP Paribas SA sont détaillés dans le chapitre 2 du Document d'Enregistrement Universel 2019.

¹² | En application des orientations de l'EBA (EBA/GL/2014/01)

¹³ | Hors Dirigeants Mandataires sociaux

4 · INFORMATIONS QUANTITATIVES CONCERNANT LES RÉMUNÉRATIONS ATTRIBUÉES AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

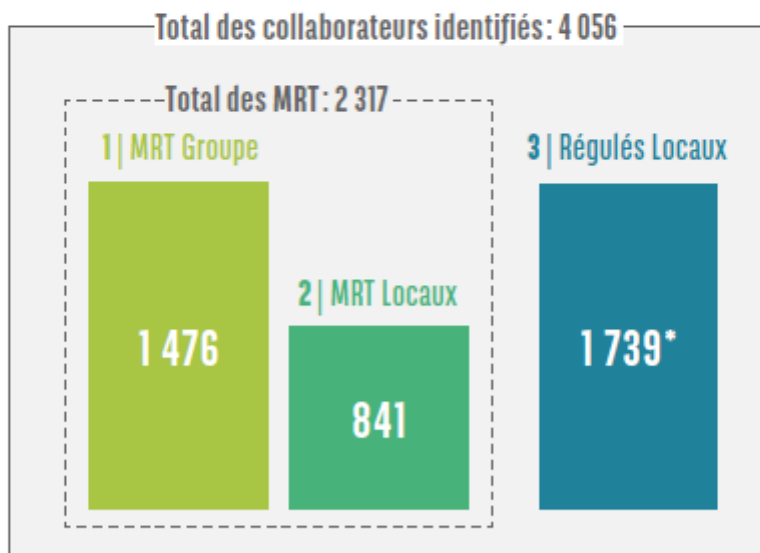
Données d'ensemble

INFORMATIONS SUR LE GROUPE

Le Groupe BNP Paribas compte près de 200 000 collaborateurs¹⁴ au 31 décembre 2019 pour un total de frais de personnel de 17,5 milliards d'euros dont 13 milliards d'euros de salaires, traitements et autres rémunérations variables (y compris Participation et Intéressement) tels que détaillés dans Les États Financiers consolidés du Document d'Enregistrement Universel 2019.

LES COLLABORATEURS DU GROUPE DONT LA RÉMUNÉRATION AU TITRE DE 2019 EST SOUMISE À DES RÈGLES D'ENCADREMENT

Ce schéma illustre le nombre de collaborateurs dont la rémunération au titre de 2019 est soumise à des règles d'encadrement en fonction des dispositions réglementaires applicables partout dans le monde et de règles Internes telles que détaillées en introduction.



*Incluant 1 230 collaborateurs de Bank of the West soumis à des dispositions réglementaires de la Federal Reserve

14 | Effectif en Équivalent Temps Plein (ETP) des entités sous contrôle exclusif et consolidées par intégration globale (Effectif financier)

Rémunération des collaborateurs MRT Groupe en 2019

Les Informations quantitatives détaillées ci-dessous concernent les rémunérations brutes hors charges patronales attribuées au titre de l'exercice 2019 aux collaborateurs identifiés comme MRT Groupe, mais ne traitent pas des rémunérations attribuées aux collaborateurs du Groupe identifiés comme MRT Locaux

Identifiés au sein des filiales du Groupe appliquant la CRD4 sur base individuelle en fonction des dispositions nationales applicables ou les autres collaborateurs du Groupe pour lesquels la rémunération est également encadrée.

DONNÉES QUANTITATIVES ATTRIBUÉES AU PÉRIMÈTRE DES MRT GROUPE

Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2019 aux MRT Groupe se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros hors charges	Président du CA	Autres mandataires sociaux non-exécutifs	Dirigeants mandataires sociaux - exécutifs ²	CIB	Retail Banking & Services	Fonctions indépendantes de contrôle	Fonctions Groupe	TOTAL
Nombre de personnes concernées	1	12	2	843	288	271	59	1476
Montant de la rémunération totale	1 010	1 180	6 279	686 077	131 165	79 836	47 798	953 344
Dont fixe ¹	1 010	1 180	2 622	320 291	76 215	51 448	20 696	473 462
Dont variable	0	0	3 657	365 785	54 950	28 388	27 102	479 882
<i>Dont numéraire</i>	0	0	1 828	179 492	21 843	12 940	9 650	225 753
<i>Dont instrument lié à l'action</i>	0	0	1 828	178 892	21 596	11 465	9 586	223 367
<i>Dont autres instruments</i>	0	0	0	7 401	11 511	3 983	7 866	30 761
<i>Dont rémunération variable acquise versée</i>	0	0	529	86 552	15 555	9 736	6 416	118 787
<i>Dont rémunération variable différée conditionnelle</i>	0	0	3 128	279 233	39 395	18 652	20 686	361 095

(1) La rémunération fixe inclut la rémunération versée au cours de l'année 2019 au titre du mandat d'administrateur de BNP Paribas SA

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 19 mai 2020 dans les conditions prévues par l'article L 225-100 du Code de commerce.

Le montant de la rémunération variable versée comptant en mars 2020 au titre de l'exercice 2019 aux collaborateurs MRT 2019 s'est élevé au total à 119 millions d'euros. Le solde de la rémunération variable, soit un montant théorique de 361 millions d'euros, se répartit sur 7 à 11 échéances conditionnelles entre septembre 2020 et septembre 2023 ou 2025 selon les collaborateurs, dont 115 millions d'euros à l'échéance septembre 2020.

Au total, la rémunération variable attribuée au titre de 2019 à l'ensemble de ces collaborateurs dans le monde s'élève à 480 millions d'euros, dont seulement un quart a été versé en mars 2020.

Les autres éléments de rémunération relatifs aux MRT Groupe sont les suivants :

En milliers d'euros hors charges	Dirigeants mandataires sociaux – exécutifs	Autres MRT	TOTAL
Montants des rémunérations variables différées non-acquises au titre des exercices antérieurs	17 159	489 705	506 865
Montant des rémunérations différées versées en 2019 (en valeur d'attribution)	4 027	251 390	255 418
Montant des rémunérations différées versées en 2019 (en valeur de paiement)	1 461	237 494	238 955
Montant des réductions effectuées en 2019 sur les rémunérations différées du fait des résultats de l'exercice	-	4 495	4 495
Montant des indemnités de rupture versées en 2019	-	19 169	19 169
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une indemnité de rupture en 2019	-	50	50
Montant des sommes payées à l'embauche en 2019	-	308	308
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une somme payée à l'embauche en 2019	-	5	5

NOMBRE DE COLLABORATEURS MRT DONT LA RÉMUNÉRATION TOTALE AU TITRE DE 2019 EXCÈDE 1M€

Rémunération totale	NOMBRE DE MRT
Entre 1 et 1,5M€	135
Entre 1,5 et 2M€	43
Entre 2 et 2,5M€	22
Entre 2,5 et 3M€	8
Entre 3 et 3,5M€	4
Entre 3,5 et 4M€	5
Entre 4 et 4,5M€	0
Entre 4,5 et 5M€	0
Entre 5 et 6M€	1
TOTAL	218

Parmi les 218 collaborateurs recensés dans ce tableau, 66 exercent leur activité au Royaume-Uni, 57 aux Etats-Unis, 38 en Asie, 44 en France et les autres collaborateurs sont répartis dans 8 autres pays.

5 · INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LES RÉMUNÉRATIONS DES MRT VERSÉES EN 2019

Conformément à l'article L511-73 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale des actionnaires de BNP Paribas du 19 mai 2020 va se prononcer dans sa 18^e résolution par vote consultatif sur l'enveloppe globale de rémunérations versées en 2019 aux collaborateurs identifiés comme MRT en 2019.

Ces rémunérations sont par nature différentes de celles présentées au paragraphe 3 ci-dessus, lesquelles correspondent aux rémunérations attribuées en 2020 au titre de l'exercice 2019. Les rémunérations effectivement versées en 2019 sont relatives aux paiements partiels de rémunérations variables attribuées entre 2016 (au titre de l'exercice 2015) et 2019 (au titre de l'exercice 2018) pour leurs parties versables en 2019 conformément aux dispositions applicables.

Le montant versé de ces rémunérations variables attribuées au cours des exercices précédents peut être impacté par la non-atteinte des conditions de performance ainsi que par l'évolution du cours de l'action BNP Paribas entre la date d'attribution et la date de paiement.

Le montant de la rémunération fixe correspond au montant effectivement versé dans l'année avec prise en compte des éventuelles revalorisations salariales intervenues en cours d'année. La rémunération fixe attribuée telle que détaillée ci-dessus dans le paragraphe 3, correspond à la rémunération fixe au 31/12/2019 considérée sur base annuelle.

Ainsi, l'enveloppe globale de rémunération versée en 2019, objet de la consultation de l'Assemblée Générale, est de 822 millions d'euros.

En millions d'euros hors charges

NOMBRE DE PERSONNES CONCERNÉES	EXERCICE 2019	
	Montant de la rémunération fixe versée	Montant de la rémunération variable versée
1476	468	354

La rémunération variable versée est constituée de :

En millions d'euros hors charges

	EXERCICE 2019	
	En valeur à l'attribution	En valeur de paiement**
Bonus au titre de 2018 payé dans l'année	178	181
Bonus différé au titre de 2017	46	39
Bonus différé au titre de 2016	43	38
Bonus différé au titre de 2015	63	63
Plan de fidélisation Groupe 2015	26	19
Autres éléments de rémunération variables*	16	14
TOTAL	372	354

* primes à l'embauche, rachat de créances, plans collectif type participation et intéressement.

** l'écart entre la valeur d'attribution et la valeur de paiement résulte de l'indexation partielle des rémunérations variables au cours de l'action BNP Paribas, et aux conditions de performance.

4. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

- Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Defense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

5. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général de BNP Paribas

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent amendement au Document d'enregistrement universel 2019 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris, le 5 mai 2020,

Le Directeur Général

6. TABLES DE CONCORDANCE

6.1 Rubriques de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129

Afin de faciliter la lecture du présent amendement au Document d'enregistrement universel, la présente table de concordance reprend les rubriques prévues par le Règlement européen 2017/1129 (Annexe I), pris en application de la Directive dite « Prospectus 3 » et renvoie aux pages du document d'enregistrement universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune des rubriques.

	Second Amendement au Document d'enregistrement universel au 3 mars 2020 déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020	Amendement au Document d'enregistrement universel au 3 mars 2020 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020
<u>1. PERSONNES RESPONSABLES</u>			
1.1 Personne responsable du document d'enregistrement universel	107	6	610
1.2 Attestation de la personne responsable du document d'enregistrement universel	107	6	610
1.3 Attestation ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert			
1.4 Informations provenant d'un tiers			
1.5 Approbation de l'autorité compétente	2	2	1
<u>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</u>	106		608
<u>3. FACTEURS DE RISQUE</u>	76-79	3-4	276-288
<u>4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</u>			4-5
<u>5. APERÇU DES ACTIVITÉS</u>			
5.1. Principales activités			6-16 ; 188-191 ; 592-598
5.2. Principaux marchés			6-16 ; 188-191 ; 592-598
5.3. Histoire et évolution de la société			5
5.4 Stratégie et objectifs	18 ; 37		136-138 ; 515 ; 558-568
5.5. Dépendance éventuelle			590
5.6. Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle			6-16 ; 114-128
5.7. Investissements			136 ; 238-241 ; 503 ; 556-557 ; 564-566 ; 591
<u>6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE</u>			
6.1. Description sommaire du Groupe / Organigramme			4 ; 6 ; 576-577
6.2. Liste des filiales importantes			249-257 ; 496-502 ; 592-597
<u>7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</u>			
7.1. Situation financière	3-71 ; 74		152 ; 154 ; 466-467
7.2. Résultat d'exploitation	61-71		114-128 ; 134-135 ; 140-146 ; 152 ; 189 ; 466
<u>8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</u>			
8.1. Capitaux de l'émetteur	55 - 56 ; 74 ; 80-84		156-157 ; 491
8.2. Source et montant des flux de trésorerie			155
8.3. Besoins de financement et structure de financement	17		138 ; 416-430
8.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur			N/A
8.5. Sources de financement attendues			N/A
<u>9. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE</u>			267 ; 272-273
<u>10. INFORMATION SUR LES TENDANCES</u>			138
<u>11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</u>			N/A
<u>12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</u>			

	Second Amendement au Document d'enregistrement universel au 3 mars 2020 déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020	Amendement au Document d'enregistrement universel au 3 mars 2020 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020
12.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction			31-43 ; 98
12.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction			47-48 ; 61-62 ; 72-94
13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES			
13.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	87-105		72-97 ; 226-233
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	87-105		72-97 ; 226-233
14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION			
14.1. Date d'expiration des mandats actuels			31-42
14.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration			N/A
14.3. Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations			51-58
14.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme à un régime de Gouvernement d'entreprise qui lui est applicable			44-49
14.5. Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise			31-42
15. SALARIÉS			
15.1. Nombre de salariés			4 ; 540-541 ; 576
15.2. Actionnariat et stock-options			72-94 ; 175-176 ; 545-546
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur			
16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES			
16.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote			17-18
16.2. Existence de droits de vote différents			16
16.3. Contrôle de l'émetteur			17-18
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle			18
17. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES			72-94 ; 246-247 ; 604-605
18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
18.1. Informations financières historiques, <u>y compris Etats financiers</u>	61-71 ; 74		4 ; 21 ; 113-258 ; 465-503 ; 613
18.2. Informations financières intermédiaires et autres	61-71 ; 74		N/A
18.3. Audit des informations financières annuelles historiques			259-264 ; 504-509
18.4. Informations financières pro-forma			N/A
18.5. Politique de distribution des dividendes			21 ; 24-25 ; 115 ; 494 ; 577
18.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	85-86		236-237
18.7. Changement significatif de la situation financière	85	5	591
19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES			
19.1. Capital social			16 ; 234-236 ; 484-487 ; 599 ; 624
19.2. Acte constitutif et statuts			599-603
20. CONTRATS IMPORTANTS			590
21. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	85	5	590

En application de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129, les éléments suivants sont inclus par référence :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2019, présentés respectivement aux pages 149 à 258 et 259 à 264 du Document d'enregistrement universel n° D. 20-0097, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mars 2020. L'information est disponible sur le lien suivant : https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/bnp_paribas_2019_urd_fr_0.pdf
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2018, présentés respectivement aux pages 149 à 269 et 270 à 276 du Document d'enregistrement universel n° D.19-0114 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019. L'information est disponible sur le lien suivant : https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2018-bnp_paribas-fr.pdf
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2017, présentés respectivement aux pages 137 à 236 et 237 à 242 du Document d'enregistrement universel n° D.18-0101 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2018. L'information est disponible sur le lien suivant : https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2017_bnp_paribas_fr.pdf.

6.2 Rapport financier annuel

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Rapport financier annuel	Page
Attestation du responsable du document	610

Rapport de gestion

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mars 2020, les informations qui constituent le Rapport de gestion de la Société (incluant le Rapport sur le gouvernement d'entreprise) et le Rapport de gestion consolidé, telles que requises par les dispositions légales et réglementaires.

I. Situation et activité de la Société et du Groupe

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Situation de la Société et du Groupe durant l'exercice écoulé (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	114-138 ; 152-257 ; 466-503
▪ Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-138 ; 152-257 ; 466-503
▪ Indicateurs clés de performance de nature financière et, le cas échéant, non financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-148 ; 515 ; 521-522
▪ Évolution prévisible de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	136-138
▪ Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du Rapport de gestion (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	591
▪ Activité en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	N/A
▪ Prises de participation ou prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège social en France (L. 233-6 et L.247-1 du Code de commerce)	503
▪ Activité et résultats de l'ensemble de la Société, des filiales de la Société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (L.233-6 du Code de commerce)	6-16 ; 114-135
▪ Succursales existantes de la Société (L.232-1 II du Code de commerce)	592-598
▪ Informations sur les implantations et les activités de la Société (L.511-45 et R.511-16-4 du Code monétaire et financier)	249-257 ; 592-598

II. Facteurs de risques et caractéristiques des procédures de contrôle interne

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés (L.225-100-1 du Code de commerce)	271-288
▪ Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et mesures prises par la Société et le Groupe pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de leurs activités (L.225-100-1 du Code de commerce)	107
▪ Objectifs et politique en matière de couverture de chaque catégorie principale de transactions de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	412-415
▪ Exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	323-430
▪ Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et le Groupe relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (L.225-100-1 du Code de commerce)	108-112

III. Informations concernant le capital social

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Nom des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5 % du capital social ou des droits de vote et modifications intervenues au cours de l'exercice (L.233-13 du Code de commerce)	17-18
▪ Nom des sociétés contrôlées et part du capital de la Société qu'elles détiennent (L.233-13 du Code de commerce)	249-257
▪ État de la participation des salariés au capital social (L.225-102 du Code de commerce)	17-18
▪ Titres acquis par les salariés dans le cadre d'une opération de rachat d'une entreprise (L.225-102 du Code de commerce)	N/A
▪ Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées (L.233-29, R.233-19 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations relatives aux opérations de rachat par la Société de ses propres actions (L.225-211 du Code de commerce)	95-97 ; 234 ; 481
▪ Ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital (L.225-181, L.228-99, R225-137, R.228-91 du Code de commerce)	N/A
▪ État récapitulatif des opérations réalisées par les mandataires sociaux, les dirigeants, certains cadres de la société et des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels étroits au cours du dernier exercice (223-26 du règlement général de l'AMF, L.621-18-2 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier)	94

IV. Autres informations comptables, financières et juridiques

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les délais de paiement (L.441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce)	482
▪ Montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices et montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % (243 bis du Code général des impôts)	21
▪ Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles (L.464-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations sur les instruments financiers dont le sous-jacent est constitué d'une matière première agricole et moyens mis en œuvre par la Société afin d'éviter d'exercer un effet significatif sur le cours des matières premières agricoles (L. 511-4-2 du Code monétaire et financier)	532
▪ Montant et caractéristiques des prêts financés ou distribués par la Société ou qu'ils distribuent tels que définis au III de l'article 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et bénéficiant à ce titre de garanties publiques. (L.511-4-1 du Code monétaire et financier)	N/A
▪ Rendement des actifs de la Société (R. 511-16-1 du Code monétaire et financier)	314

V. Déclaration de performance extra-financière et plan de vigilance

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les conséquences sociales et environnementales relatives à la Société, aux filiales et aux sociétés contrôlées (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	513-585
▪ Informations sur les effets de l'activité de la Société quant au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	525 ; 569-575
▪ Informations concernant la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et relatives : <ul style="list-style-type: none"> ▪ aux conséquences sur le changement climatique de l'activité et de l'usage des biens et services produits, ▪ aux engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, ▪ aux actions visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir les diversités (L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce) 	513-588
▪ Accords collectifs conclus dans la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et leurs impacts sur la performance économique de la Société, des filiales et des sociétés contrôlées ainsi que sur les conditions de travail des salariés (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	535-551
▪ Informations pour les sociétés exploitant au moins une installation figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36 du Code de l'environnement (L.225-102-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Modèle d'affaires de la Société (R. 225-105 du Code de commerce)	576-577
▪ Informations sociales, environnementales et sociétales pertinentes au regard des principaux risques et politiques de la société, de ses filiales et sociétés contrôlées (R. 225-105 II du Code de commerce)	Chapitre 7
▪ Plan de vigilance (L.225-102-4 du Code de commerce)	569-572

VI. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Information sur la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux (L.225-37-2 du Code de commerce)	72-77
▪ Rémunération totale et avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice, ou attribués au titre dudit exercice à chaque mandataire social de la Société par la Société, les sociétés qu'elle contrôle ou la société qui la contrôle (L.225-37-3 du Code de commerce)	78-94
▪ Conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux (L.225-197-1 du Code de commerce)	N/A
▪ Conditions de levées et de conservations des options attribuées aux mandataires sociaux (L.225-185 du Code de commerce)	88
▪ Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice (L.225-37-4 1° du Code de commerce)	31-43
▪ Conventions conclues entre l'un des mandataires sociaux de la Société et une filiale de la Société (L.225-37-4 2° du Code de commerce)	44
▪ Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital (L.225-37-4 3° du Code de commerce)	95-97
▪ Modalités d'exercice de la direction générale (L.225-37-4 4° du Code de commerce)	46

▪ Composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil (L.225-37-4 5° du Code de commerce)	31-42 ; 51-58
▪ Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration ainsi que des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	48-49 ; 65-71
▪ Informations sur la recherche d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes et résultats en matière de mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	49 ; 539 ; 570
▪ Éventuelles limitations apportées par le conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général (L.225-37-4 7° du Code de commerce)	46
▪ Code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises auquel la Société se réfère (L.225-37-4 8° du Code de commerce)	44
▪ Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale (L.225-37-4 9° du Code de commerce)	26-28
▪ Description de la procédure relative aux conventions courantes conclues à des conditions normales mise en place par la Société et de sa mise en œuvre (L.225-37-4 10° du Code de commerce)	71-72
▪ Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L.225-37-5° du Code de commerce)	97

Annexes**N° de page**

▪ Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices (R.225-102 du Code de commerce)	495
▪ Avis de l'organisme tiers indépendant chargé de vérifier les informations sociales et environnementales fournies dans le Rapport de gestion (L. 225-102-1 alinéa 3 et R.225-105-2 du Code de commerce)	586-588
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise (l. 225-235 du Code du commerce).	98

États financiers Annuels**N° de page**

▪ Comptes annuels	465-503
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	504-510
▪ Comptes consolidés	149-258
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	259-264

6.3 Appendice - Informations clés concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du règlement européen n°2017/1129

Appendice - Informations clés concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du règlement européen n°2017/1129

1) Qui est l'émetteur des valeurs mobilières ?

i. Informations générales :

Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France

Forme juridique : La Société dénommée BNP PARIBAS est une société anonyme agréée en qualité de banque en application des dispositions du Code Monétaire et Financier (Livre V, Titre 1er) relatives aux établissements du secteur bancaire.

Identifiant d'entité juridique : R0MUWSFPU8MPRO8K5P83

Droit régissant ses activités : BNP Paribas est une société de droit français et qui exerce ses activités dans de nombreux pays, tant en Europe qu'en dehors de l'Europe. Dès lors de nombreuses réglementations étrangères peuvent régir ses activités.

pays d'origine : France

ii. Principales activités :

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg.

Le Groupe est présent dans 71 pays et compte près de 199 000 collaborateurs, dont plus de 151 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

■ Retail Banking and Services regroupant :

■ un pôle Domestic Markets composé de :

■ Banque De Détail en France (BDDF),

■ BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,

■ Banque De Détail en Belgique (BDDB),

■ Autres activités de Domestic Markets, qui inclut Arval, BNP Paribas Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel, et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;

■ un pôle International Financial Services composé de :

■ Europe Méditerranée,

■ BancWest,

■ Personal Finance,

■ Assurance,

■ Gestion Institutionnelle et Privée ;

■ Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :

■ Corporate Banking,

■ Global Markets,

■ Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

iii. Principaux actionnaires au 31 décembre 2019 :

- SFPI¹ : 7,7% du capital
- BlackRock Inc. : 5,0% du capital
- Grand-Duché du Luxembourg : 1,0% du capital

¹ Société Fédérale de Participations et d'Investissement : société anonyme d'intérêt public agissant pour le compte de l'État belge.

iv. Identité des principaux dirigeants :

Jean LEMIERRE : Président du Conseil d'administration de BNP Paribas
 Jean-Laurent BONNAFÉ : Administrateur Directeur Général de BNP Paribas
 Philippe BORDENAVE : Directeur Général délégué de BNP Paribas

v. Identité des contrôleurs légaux des comptes :

- **Deloitte & Associés** a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Defense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- **PricewaterhouseCoopers Audit** a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994. PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- **Mazars** a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000. Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, 92150 Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

2) Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur ?

Compte de résultat					
	Année	Année -1	Année-2	Intermédiaire	Valeur intermédiaire pour la même période de l'année précédente pour comparaison
En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/03/2020	31/03/2019
Produits d'intérêts nets	21 127	21 062	21 191	na	na
Commissions	9 365	9 207	9 430	na	na
Coût du risque	-3 203	-2 764	-2 907	- 1 426	-769
Gains nets sur instruments financiers	7 464	6 118	7 112	na	na
Produit Net Bancaire	44 597	42 516	43 161	10 888	11 144
Résultat net, part du Groupe	8 173	7 526	7 759	1 282	1 918
Résultat par action	6,21	5,73	6,05	0,93	1,46
Bilan					
	Année	Année -1	Année-2	Intermédiaire	Valeur intermédiaire pour la même période de l'année précédente pour comparaison
En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/03/2020	31/03/2019
Total des actifs	2 164 713	2 040 836	1 952 166	2 673 276	2 164 713
Dettes représentées par un titre	221 336	206 359	198 646	223 387	227 962

Dont dettes senior préférées à moyen long terme	88 466*	88 381*	88 432	na	na
Dettes subordonnées	20 896	18 414	16 787	na	na
Prêts et créances sur la clientèle	805 777	765 871	735 013	841 099	783 273
Dettes envers la clientèle	834 667	796 548	760 941	907 662	826 100
Capitaux propres (part du Groupe)	107 453	101 467	101 983	109 037	105 339
Créances douteuses / encours bruts **	2,2%	2,6%	3,3%	2,1%	2,6%
Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)	12,1%	11,8%	11,9%	12,0%	11,7%
Ratio de fonds propres total	15,5%	15,0%	14,8%	15,5%	15,1%
Ratio de levier	4,6%	4,5%	4,6%	3,9%	4,2%

(*) Périmètre prudentiel

(**) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres sur les encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

Description succincte des réserves dans le rapport d'audit, ayant trait aux informations financières historiques : N/A

3) Quels sont les risques spécifiques de l'émetteur ?

La présentation des facteurs de risque ci-dessous, consiste en une sélection non exhaustive des principaux risques spécifiques à BNP Paribas, qui doit être complétée par un examen de l'intégralité des facteurs de risque contenus dans le prospectus, par l'investisseur.

1. Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné au titre du risque de crédit et de contrepartie pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière du Groupe BNP Paribas.

2. Les politiques, procédures et méthodes de gestion du risque mises en œuvre par le Groupe BNP Paribas pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives.
3. Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BNP Paribas, pourrait provoquer des pertes significatives d'informations relatives aux clients, nuire à la réputation du Groupe BNP Paribas et provoquer des pertes financières.
4. Les fluctuations de marché et la volatilité exposent le Groupe BNP Paribas au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement.
5. Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas pourraient avoir un effet défavorable sur son résultat net et sur ses capitaux propres.
6. L'accès du Groupe BNP Paribas au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des États ou d'autres facteurs.
7. Le contexte économique et financier défavorable a eu par le passé, et pourrait avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe BNP Paribas et les marchés dans lesquels il opère.
8. Des mesures législatives et réglementaires prises ces dernières années, en particulier en réponse à la crise financière mondiale, ainsi que des nouvelles propositions de loi, pourraient affecter de manière substantielle le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel elle opère.
9. En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BNP Paribas pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales, et pourrait subir des pertes à la suite d'un contentieux privé, en lien ou non avec ces sanctions.
10. Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe.